AXA FRANCE IARD

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

Exercice 2017
Préambule


Ce rapport contient des acronymes et termes techniques en lien avec l’activité d’assurance, la réglementation Solvabilité II et l’organisation de l’Entreprise : le lecteur pourra le cas échéant se référer au glossaire donné en annexe.
Table des matières

Préambule .................................................................................................................. 1
Synthèse ....................................................................................................................... 5
Chiffres clés .................................................................................................................. 5
Faits marquants ........................................................................................................... 6
A ACTIVITÉ ET RÉSULTATS ......................................................................................... 9
A.1 Activité ................................................................................................................... 9
A.1.1 Informations générales ....................................................................................... 9
A.1.2 Informations sur la Société ................................................................................ 9
A.1.3 Principaux actionnaires et entreprises liées ...................................................... 10
A.1.4 Présentation de l’activité .................................................................................... 11
A.1.5 Opérations importantes et autres événements ................................................ 11
A.2 Résultats de souscription ...................................................................................... 13
A.2.1 Résultat de souscription agrégé ........................................................................ 13
A.2.2 Résultat de souscription par zone géographique ............................................. 13
A.2.3 Résultat de souscription par ligne d’activité ....................................................... 14
A.3 Résultats des investissements ................................................................................ 15
A.3.1 Résultat des placements nets de frais ................................................................ 15
A.3.2 Pertes et profits directement comptabilisés en fonds propres ............................. 16
A.3.3 Placements en titrisation .................................................................................... 16
A.4 Résultats des autres activités ................................................................................ 17
A.4.1 Résultat net ........................................................................................................ 17
A.4.2 Contrats de location .......................................................................................... 17
A.5 Autres informations ............................................................................................... 17
B SYSTÈME DE GOUVERNANCE .............................................................................. 18
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance ....................................... 18
B.1.1 Gouvernance ..................................................................................................... 18
B.1.2 Politique de rémunération ................................................................................. 24
B.1.3 Rémunération variable à long terme (Long Term Incentive « LTI ») ................. 26
B.1.4 Rémunération des administrateurs ..................................................................... 28
B.1.5 Engagements de retraite envers les dirigeants ................................................... 28
B.1.6 Transactions importantes conclues avec des actionnaires, personnes exerçant une influence notable ou des membres de l’organe d’administration ou le président-directeur général ou les Directeurs généraux délégués ............................................. 29
B.1.7 Évaluation de l’adéquation du système de gouvernance ................................... 30
B.2 Exigences de compétence et d’honorabilité .......................................................... 31
Processus d’évaluation de la compétence et de l’honorabilité des personnes exerçant des responsabilités d’administration, de surveillance, de direction et de fonctions clés .................................................................................................................... 31
B.3 Système de gestion des risques, y compris l’évaluation interne des risques et de la solvabilité ................................................................. 32
B.3.1 Système de gestion des risques ........................................................................ 32
B.3.2 Modèle interne du Groupe AXA ....................................................................... 35
B.3.3 Évaluation interne des risques et de la solvabilité (Own Risk and Solvency Assessment). 37
**Synthèse**


L’objectif de ce dispositif est d’établir un régime de solvabilité mieux adapté aux risques encourus par les assureurs et de construire un système commun à tous les membres de l’Union Européenne. La nouvelle approche s’appuie sur trois piliers :

- le Pilier 1 regroupe les exigences quantitatives, c’est-à-dire les règles de valorisation des actifs et des passifs, ainsi que les exigences de capital et leur mode de calcul ;
- le Pilier 2 recouvre les exigences qualitatives, c’est-à-dire les règles de gouvernance et de gestion des risques, dont l’évaluation interne des risques et de la solvabilité (« Own Risk and Solvency Assessment » - ORSA). Les résultats de cette évaluation sont communiqués à l’autorité de contrôle dans le cadre du processus de la supervision prudentielle ;
- le Pilier 3 concerne la communication d’informations au public et aux autorités de contrôle. Il vise à harmoniser au niveau européen les informations publiées par les organismes d’assurance ainsi que celles remises aux supervisores.

**CHIFFRES CLÉS**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Résultat social¹</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chiffre d’affaires total</td>
<td>6 016</td>
<td>5 952</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat net</td>
<td>416</td>
<td>397</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Bilan prudentiel</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total actifs</td>
<td>24 475</td>
<td>23 483</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds propres disponibles (AFR)</td>
<td>4 572</td>
<td>4 158</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Solvabilité</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Capital de solvabilité requis</td>
<td>2 871</td>
<td>2 719</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Ratio Solvabilité II</strong></td>
<td>159 %</td>
<td>153 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

¹ Dans ce rapport, les données relatives aux résultats (chiffre d’affaires, résultats nets, etc.) sont issues des comptes sociaux de l’Entreprise, établis selon la réglementation comptable française.
### ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

L’Entreprise réalise un chiffre d’affaires de 6 016 millions d’euros, en augmentation de 1,1 % par rapport à 2016.

Il se répartit entre 3 470 millions d’euros sur le marché des particuliers et professionnels, soit une progression de 0,9 % par rapport à 2016 et 2 546 millions d’euros sur le marché des entreprises, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 2016. Cette croissance est portée par les acceptations des augmentations tarifaires sur l’ensemble des lignes d’activité.

Le ratio combiné net de réassurance s’établit à 97,7 % en amélioration de 1,3 point par rapport à 2016. Le résultat net s’établit à 416 millions d’euros en hausse de 19 millions d’euros par rapport à 2016.

### SYSTÈME DE GOUVERNANCE

La Société opère avec un Conseil d’administration et un Président du Conseil, qui, depuis le 13 mars 2012, assume également la Direction générale de la Société et porte le titre de Président-directeur général.

Le Conseil d’administration est assisté de trois comités spécialisés pour mener à bien sa mission : le Comité d’audit, le Comité des risques et le Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise, chacun composé d’au moins une majorité d’administrateurs indépendants.

Comme décrit dans la section B.1 de ce rapport, la Société a mis en place quatre fonctions clés conformément à la réglementation Solvabilité II : gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne et actuariat. Chacune de ces fonctions a un lien direct avec l’un des dirigeants effectifs de la Société, et chacune de ces fonctions a un accès direct au Conseil d’administration.

Au travers de son activité assurantielle, la Société est exposée à de nombreux risques tels que les risques d’assurance, les risques de marché et les risques opérationnels.

La Direction de la gestion des risques est responsable de la définition et du déploiement du cadre de gestion des risques au sein de la Société, ainsi que de la réalisation de l’évaluation interne des risques et de la solvabilité de celle-ci.

Ce cadre s’articule autour de cinq piliers majeurs :

- un contrôle global indépendant : la Direction de la gestion des risques est indépendante des opérationnels, responsables de la « première ligne de défense », et coordonne la « seconde ligne de défense » pour les risques significatifs. Elle diffuse la culture de gestion des risques au sein de l’Entreprise ;
- un cadre commun de l’appétence pour le risque ;
- une deuxième opinion sur des processus clés ;
- un modèle robuste de capital économique ;
- une gestion proactive des risques.

Afin de gérer ces risques, un système de contrôle interne est mis en place afin d’assurer l’information en continu des dirigeants concernant les risques matériels auxquels la Société est exposée et d’assurer la mise à disposition des outils nécessaires pour analyser et gérer ces risques.

**Aucune modification significative du système de gouvernance n’est à signaler en 2017.**

---

2 Idem note précédente.
PROFIL DE RISQUE

Le modèle interne du Groupe AXA (modèle interne) permet de refléter les spécificités locales du profil de risque en terme de besoin en capital. Il offre ainsi la possibilité de contrôler et mesurer l’exposition aux principaux risques, en ligne avec le cadre SII.

La Société est exposée à trois grandes catégories de risques :

1 - Les risques liés aux marchés financiers et le risque de crédit
L’Entreprise est exposée aux risques de marchés financiers du fait de ses activités assurantielles ainsi que dans le cadre de la gestion de ses fonds propres et de sa dette financière.

De nombreuses techniques de gestion des risques sont utilisées pour maîtriser les risques de marché auxquels l’Entreprise est exposée et incluent notamment : un cadre d’analyse et de revue d’appétence pour le risque, la gestion actif-passif, un processus d’investissement discipliné, la couverture des risques financiers, la réassurance et le suivi régulier des risques financiers liés à la rentabilité et la solvabilité de l’Entreprise.

Les principaux risques financiers de l’entreprise sont :
• le risque de taux d’intérêt, risque de spread, risque action ;
• le risque de crédit ;
• le risque de liquidité.

2 - Les risques liés à l’activité assurantielle et aux produits et opérations proposés
Les risques d’assurance sont suivis dans le cadre de quatre processus majeurs :
• contrôle des risques sur les nouveaux produits complétant les règles de souscription et les analyses de rentabilité ;
• optimisation des stratégies de réassurance afin de limiter les pertes pour l’Entreprise et le Groupe et protéger leur solvabilité en réduisant la volatilité. Cette optimisation passe par la prise en compte des bénéfices de mutualisation entre les entités opérationnelles du Groupe (pool Groupe) ;
• revue des provisions techniques ;
• surveillance des risques émergents à partager entre les communautés souscription et risques.

3 - Les risques liés à la constante évolution de l’environnement dans lequel évolue l’Entreprise
Outre les risques pour lesquels un capital économique est calculé, l’entreprise intègre également dans sa gouvernance le risque de liquidité, le risque de réputation, le risque stratégique, le risque réglementaire et les risques émergents auxquels elle est exposée. Des processus sont en place pour les maîtriser.

Aucune modification significative du profil de risque de l’entreprise n’a eu lieu en 2017.
<table>
<thead>
<tr>
<th>VA LORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Le bilan Solvabilité II de l’Entreprise est établi au 31 décembre conformément avec la directive Solvabilité II.</td>
</tr>
<tr>
<td>Les actifs et passifs sont évalués sur l’hypothèse d’une continuité d’exploitation de la Société.</td>
</tr>
<tr>
<td>Le bilan Solvabilité II inclut uniquement la valeur des contrats en vigueur, sans prendre en compte les affaires nouvelles et, par conséquent, ne présente qu’une vision partielle de la valeur de la Société.</td>
</tr>
<tr>
<td>Les provisions techniques doivent être suffisantes pour le règlement intégral des engagements envers les assurés, les bénéficiaires ou les contrats de réassurance. Elles sont évaluées pour le montant que la Société aurait à payer pour transférer ses passifs d’assurance à un autre d’organisme d’assurance ou de réassurance.</td>
</tr>
<tr>
<td>Les actifs et passifs doivent être évalués au montant pour lesquels ils pourraient être transférés ou cédés entre des parties informées, consentantes et dans les conditions normales de marché (hors ajustements liés visant à tenir compte du risque de crédit propre à la Société). Les placements financiers sont comptabilisés pour leur juste valeur. L’Entreprise utilise une méthode simplifiée en comptabilisant certains de ses autres actifs et passifs au coût, dans la mesure où l’impact de cette approximation n’est pas matériel.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>GESTION DU CAPITAL</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>En tant que membre du Groupe AXA, l’Entreprise bénéficie de sa solidité financière : le Groupe s’est en effet fixé un ratio Solvabilité II cible devant se situer dans une fourchette allant de 170 % à 230 %.</td>
</tr>
<tr>
<td>À son niveau, l’Entreprise gère son capital en prenant en compte deux objectifs. Elle doit tout d’abord s’assurer de sa solvabilité dans la durée, compte tenu de son appétence pour le risque. Elle doit ensuite optimiser sa structure de capital afin de répondre aux exigences de son actionnaire, AXA SA.</td>
</tr>
<tr>
<td>Le ratio de couverture du capital de solvabilité requis à fin 2017 s’élève à 159 %. Il est en hausse par rapport à 2016 du fait d’une hausse des fonds propres disponibles compensant celle du capital de solvabilité requis.</td>
</tr>
<tr>
<td>Les fonds propres disponibles (AFR) s’élèvent à 4 572 millions d’euros, en hausse de 414 millions d’euros, principalement du fait de conditions économiques favorables (revalorisation des placements en actions et baisse des provisions techniques liée à une hausse de la courbe des taux d’intérêt), de la contribution des primes nouvelles et d’une révision des provisions techniques reflétant une amélioration de la charge de sinistralité passée.</td>
</tr>
<tr>
<td>Le capital de solvabilité requis s’élève à 2 871 millions d’euros, en hausse de 152 millions d’euros, essentiellement du fait d’une hausse des risques marché et opérationnel, en partie compensée par une baisse des risques crédit et IARD.</td>
</tr>
<tr>
<td>Le minimum de capital requis (MCR) est de 1 292 millions d’euros, soit 45 % du SCR. Le montant de fonds propres éligibles à la couverture du MCR est de 4 572 millions d’euros (intégralement en Tier 1). Le ratio de couverture du MCR est donc de 354 % à fin 2017 contre 340 % à fin 2016.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

A.1 Activité

A.1.1 Informations générales
La Société est une société anonyme d’assurance du Groupe AXA, agréée, exerçant principalement en France toutes opérations d’assurance de dommages.

Elle est détenue à 99,92 % par AXA France Assurance, société par actions simplifiée, ayant pour associé unique la société AXA SA, elle-même société tête du Groupe AXA.

La Société est une société du Groupe AXA, un leader mondial sur le marché de l’assurance.

A.1.2 Informations sur la Société
La Société est une société anonyme à Conseil d’administration de droit français, régie par les dispositions du Code des assurances et du Code de commerce ainsi que par ses statuts.

Son siège social est situé au 313 Terrasses de l’Arche, 92727 Nanterre Cedex, en France et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre, sous le numéro 722 057 460. La Société a été constituée le 30 août 1972.

Le numéro de téléphone du standard est le + 33 (0) 1 47 74 10 01.

Autorité de supervision
La Société exerce des activités réglementées agréées en assurance de dommages. Outre la couverture des risques traditionnels destinée aux particuliers, l’Entreprise propose des couvertures spécifiques destinées aux professionnels et aux entreprises ou encore portant sur des risques spéciaux.

L’Entreprise est contrôlée en France par la principale autorité de régulation en matière d’assurance : l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») qui supervise également le Groupe AXA en tant que superviseur de Groupe et dont les coordonnées sont les suivantes :

AUTORITÉ DE CONTRÔLE PRUDENTIEL ET DE RÉSOLUTION
61, rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 9.

Commissaires aux comptes
Les commissaires aux comptes titulaires de la Société sont :

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex,
représenté par Messieurs Xavier Crépon et Gérard Cournèges.


Le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit est un auditeur externe indépendant, inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

3 Classement en termes de total d’actifs établi par AXA sur la base des informations disponibles dans les rapports annuels 2015.
MAZARS
61, rue Henri-Regnault – 92400 Courbevoie,
représenté par Messieurs Maxime Simoen et Jean-Claude Pauly,
Le cabinet Mazars est un auditeur externe indépendant, inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

Les commissaires aux comptes suppléants sont :

A.1.3 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES ET ENTREPRISES LIÉES

Détention du capital et droits de vote

Au 31 décembre 2017, le montant du capital social de la Société est fixé à 214 799 030 euros, divisé en 21 479 903 actions ordinaires de même catégorie, de 10 euros chacune, entièrement libérées.
Les actionnaires sont établis en France et la composition de l’actionnariat au 31 décembre 2017 se présente comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Composition de l’actionnariat</th>
<th>Nombre d’actions / droits de vote</th>
<th>% capital</th>
<th>% droits de vote</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Personnes morales faisant partie du Groupe</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>AXA FRANCE ASSURANCE</td>
<td>21 462 803</td>
<td>99,92 %</td>
<td>99,92 %</td>
</tr>
<tr>
<td>AXA ASSURANCES IARD MUTUELLE</td>
<td>16 991</td>
<td>0,08 %</td>
<td>0,08 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>109</td>
<td>NS</td>
<td>NS</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>21 479 903</td>
<td>100 %</td>
<td>100 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>
A.1.4 PRÉSENTATION DE L’ACTIVITÉ

L’Entreprise commercialise l’ensemble des produits d’assurance en IARD dont les principaux sont :

- Automobile particuliers (4 roues, motos, cyclomoteurs, camping-cars, véhicules de collection) ;
- Automobile entreprises (flottes, garages, véhicules de plus de 3,5 t) ;
- Multirisques dommages aux biens (habitation, agricole, professionnelles, immeubles, entreprises) ;
- Responsabilité civile non automobile (RC particuliers vie privée, RC chasse, RC professionnelle, RC entreprise, RC médicale, RC des collectivités publiques, RC mandataires sociaux) ;
- Construction (dommage-ouvrage, RC décennale, multirisque des artisans du bâtiment) ;
- Santé sur le périmètre ex-Nationale Suisse Assurances (frais de soins, hospitalisation, optique et dentaire).

A.1.5 OPÉRATIONS IMPORTANTES ET AUTRES ÉVÉNEMENTS

Résiliation des accords de partenariat entre l’Entreprise et BNPP et sort de la coentreprise Natio Assurance

Le 17 novembre 2016, BNPP a notifié sa volonté de résilier les accords de partenariat avec la Société et Avanssur. Le calendrier et les modalités de cessation du partenariat, qui se traduira notamment par le rachat, par BNPP, de la participation de la Société dans la coentreprise Natio Assurance, ont été formalisés, conformément au contenu des accords initiaux.

Au 31 décembre 2017 cette résiliation n’a pas d’effet comptable dans les comptes de la Société compte tenu de la valorisation provisoire de sa participation en comparaison de sa valeur comptable.

**Acquisition des portefeuilles IARD de la société MGARD**


Les portefeuilles IARD ont été cédés à la coassurance entre les sociétés AXA France IARD et AXA Assurances IARD Mutuelle, conformément à la convention de coassurance conclue entre elles, de sorte qu’à la date de transfert, les parts de coassurance d’AXA France IARD et d’AXA Assurances IARD Mutuelle sont respectivement de 89 % et 11 % pour chacun des contrats constituant les portefeuilles IARD pour un prix total fixé, à l’issue d’un processus de révision externe et d’analyses internes, à 3,7 millions d’euros, soit 3,3 millions d’euros payés par AXA France IARD et 0,4 million d’euros payés par AXA Assurances IARD Mutuelle.

Les portefeuilles Santé/GAV ont été cédés à la société AXA France Vie pour un prix estimé à zéro euro. Le prix d’acquisition de ces portefeuilles est enregistré en charges non techniques.

Préalablement aux cessions de portefeuilles, il a été opéré la commutation de l’ensemble des traités de réassurance de la société MGARD avec les sociétés AXA France IARD et AXA Assurances IARD Mutuelle, y compris la novation des traités de réassurance liés aux programmes constructeurs, étant précisé qu’AXA France IARD reprendrait l’ensemble de la réassurance constructeurs avec Avanssur.

**Revue modalités de calcul de la PREC**

Dans les comptes sociaux d’AXA France IARD, le calcul de la provision pour risque en cours (PREC) pour la catégorie Automobile était effectué au global, c'est-à-dire en agrégeant les garanties sous-jacentes.

Suite à une recommandation de l’ACPR, les modalités de calcul de la PREC ont été revues :
- d’une part, le calcul est effectué distinctement pour les garanties sous-jacentes ;
- d’autre part, l’assiette de calcul intègre les primes non émises et non acquises relatives aux contrats automobile en cours.

L’impact cumulé de ces changements, ainsi que des variations des autres paramètres du calcul, conduit à une augmentation du montant de la PREC de 181 millions d’euros brut de réassurance (169 millions d’euros net) par rapport à l’exercice précédent et porte ainsi, la PREC à un total de 184 millions d’euros brut de réassurance (173 millions d’euros net) au 31 décembre 2017.
A.2 Résultats de souscription

A.2.1 RÉSULTAT DE SOUSCRIPTION AGRÉGÉ

Résultat opérationnel hors résultat financier

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chiffre d’affaires</td>
<td>6 016</td>
<td>5 952</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)</td>
<td>74,2 %</td>
<td>75,7 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge technique nette avant frais généraux</td>
<td>1 549</td>
<td>1 442</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de frais généraux</td>
<td>23,6 %</td>
<td>23,3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat opérationnel hors résultat financier</td>
<td>136</td>
<td>60</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio combiné</td>
<td>97,7 %</td>
<td>99,0 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La marge technique nette avant frais généraux augmente de 107 millions d’euros (+7,4 %) à 1 549 millions d’euros.

Le ratio de sinistralité tous exercices net de réassurance décroît de 1,3 point, sous l’effet de :

- la charge courante qui intègre un impact stable au titre des événements climatiques comparé à 2016, et la sinistralité qui évolue défavorablement sur les sinistres corporels automobiles avec une hausse des coûts moyens, partiellement compensés par une amélioration sur la branche Dommages Entreprises et Particuliers Professionnels. La baisse des frais de gestion des sinistres et une liquidation sur exercices antérieurs nettement meilleure qu’en 2016 contribuant plus favorablement à l’amélioration des résultats.
- le solde des opérations de cessions et rétrocessions en réassurance qui affiche une perte de 219 millions d’euros contre une perte de 192 millions d’euros en 2016, soit une dégradation de 27 millions d’euros, soit −0,4 point.

Le taux de frais généraux est stable passant de 23,3 % au 31 décembre 2016 à 23,6 % au 31 décembre 2017.

A.2.2 RÉSULTAT DE SOUSCRIPTION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d’affaires de l’Entreprise est principalement réalisé en France.
### A.2.3 RÉSULTAT DE SOUSCRIPTION PAR LIGNE D’ACTIVITÉ

**Chiffre d’affaires par produit**

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d’euros hors pourcentage)</th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Particuliers/Professionnels</td>
<td>3 470 58 %</td>
<td>3 438 58 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Automobile</td>
<td>1 566 26 %</td>
<td>1 568 26 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Dommages aux biens</td>
<td>1 387 23 %</td>
<td>1 376 23 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>517 9 %</td>
<td>494 8 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Entreprises</strong></td>
<td>2 546 42 %</td>
<td>2 515 42 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Automobile</td>
<td>577 10 %</td>
<td>588 10 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Dommages aux biens</td>
<td>717 12 %</td>
<td>726 12 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Responsabilité civile</td>
<td>360 6 %</td>
<td>351 6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>892 15 %</td>
<td>850 14 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres</strong></td>
<td>- 0 %</td>
<td>- 0 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>6 016 100 %</td>
<td>5 952 100 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le chiffre d’affaires augmente de 64 millions d’euros (+ 1,1 %) à 6 016 millions d’euros :

- En risques des particuliers et professionnels, le chiffre d’affaires à fin décembre 2017 s’élève à 3 470 millions d’euros contre 3 438 millions d’euros à périmètre comparable à fin décembre 2016, soit une progression de 0,9 %. Cette croissance est portée par les Acceptations et la Multirisque Habitation dans un contexte de faibles hausses tarifaires.

- En risques des entreprises, le chiffre d’affaires à fin décembre 2017 augmente de 1,3 % à 2 546 millions d’euros contre 2 514 millions d’euros à périmètre comparable à fin décembre 2016. La croissance est expliquée principalement par les acceptations, la RC avec le développement sur les professions réglementées.
### A.3 Résultats des investissements

#### A.3.1 RÉSULTAT DES PLACEMENTS NETS DE FRAIS

Le résultat financier net est la somme du résultat des placements nets, détaillé ci-dessous.

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d'euros)</th>
<th>Décembre 2017</th>
<th>Décembre 2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Revenu de</td>
<td>Gains et</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>placements nets</td>
<td>pertes nets</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobiliers (autres que pour usage propre)</td>
<td>61,6</td>
<td>15,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Obligations</td>
<td>326,5</td>
<td>3,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions</td>
<td>55,0</td>
<td>25,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds d'investissement</td>
<td>101,9</td>
<td>37,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Prêt</td>
<td>26,9</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Instruments dérivés</td>
<td>4,5</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts</td>
<td>0,0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de gestion financière</td>
<td>-11,6</td>
<td>-16,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>-16,3</td>
<td>-22,6</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>564,9</td>
<td>65,6</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le résultat des placements financiers s’établit à 625,4 millions d’euros en 2017, soit une baisse de 55,4 millions d’euros comparé à 2016. Ceci est dû à :
- une baisse des revenus d’environ 48 millions d’euros principalement liée à des moindres revenus (– 19,7 millions d’euros) sur les actions et l’immobilier en 2017 (revenus exceptionnels en 2016 non répétés), moindres revenus sur les obligations et les fonds d’investissements dans un contexte de taux bas (– 12 millions d’euros) et moindres revenus sur les emprunts (– 11,7 millions d’euros) liés à un remboursement anticipé de prêt en 2016 ;
• une baisse des plus-values nettes de 49,2 millions d’euros principalement liée à de moindres gains sur les actions et les obligations partiellement compensés par les plus-values immobilières et sur les fonds d’investissement ;
• une baisse des dotations pour provision ayant un impact positif de 41,7 millions d’euros sur 2017. Ceci est expliqué principalement par la non-répétition en 2017 de la dotation pour dépréciation du titre Banca Monte dei Paschi Sienna.

**A.3.2 Pertes et profits directement comptabilisés en fonds propres**

Néant (dans les comptes sociaux présentés aucune perte ni aucun profit ne peuvent être directement reconnus en capitaux propres).

**A.3.3 Placements en titrisation**

A.4 Résultats des autres activités

A.4.1 Résultat net

Le résultat net de la Société est présenté dans le tableau ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chiffre d'affaires</td>
<td>6 016</td>
<td>5 952</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)</td>
<td>74,2 %</td>
<td>75,7 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge technique nette avant frais généraux</td>
<td>1 549</td>
<td>1 442</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de frais généraux</td>
<td>23,6 %</td>
<td>23,3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat financier net</td>
<td>602</td>
<td>656</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres produits et charges</td>
<td>– 3</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat exceptionnel</td>
<td>– 3</td>
<td>- 28</td>
</tr>
<tr>
<td>Charge d’impôt</td>
<td>– 316</td>
<td>– 292</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat net</td>
<td>416</td>
<td>397</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le résultat financier net est la somme du résultat des placements nets des frais, de la charge de revalorisation des engagements assurés (A.3.1 et A.3.3) et des intérêts techniques sur les rentes.

Les autres produits et charges correspondent à une charge non technique de 3 millions, relative à l’acquisition d’un portefeuille d’assurance MGARD.

Le résultat exceptionnel correspond à une charge de 3 millions d’euros, relative à un plan exceptionnel de départ à la retraite anticipé.

La charge d’impôt sur les bénéfices s’élève à 316 millions d’euros contre 292 millions d’euros en 2016 soit une augmentation de 24 millions d’euros (+ 8 %) provenant principalement de l’impact du résultat comptable (+ 18 millions d’euros) et des retraitements fiscaux (+ 7 millions d’euros).

En conséquence, le résultat net augmente de 19 millions d’euros (+ 4,7 %) à 416 millions d’euros.

A.4.2 Contrats de location

L’Entreprise recourt principalement à des contrats de location immobilière pour ses immeubles d’exploitation, et des contrats de location pour le parc automobile de ses salariés, pour un montant global de loyers annuels en 2017 de 32 millions d’euros.

Aucun de ces contrats pris individuellement n’est significatif par rapport à l’activité de l’Entreprise.

A.5 Autres informations

Néant
SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1 GOUVERNANCE

Conseil d'administration

RÔLE ET POUVOIRS

La Société opère avec un Conseil d'administration et un Président du Conseil qui, depuis le 13 mars 2012, assume également la Direction générale de la Société et porte le titre de Président-directeur général.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l’activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées générales d’actionnaires par la loi et les règlements et dans la limite de l’objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui lui concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu’il juge opportuns.

Conformément à la loi et sans que l’énumération ci-après soit limitative, le Conseil d’administration exerce notamment les pouvoirs suivants :

- il choisit entre les deux modes d’exercice de la Direction générale (cumul ou dissociation des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d’administration) lors de la nomination, ou du renouvellement du mandat, du Président du Conseil d’administration ou du Directeur général ;
- il nomme le Président du Conseil, le Directeur général ainsi que les Directeurs généraux délégués. Il nomme également les membres des comités spécialisés et il coopte les administrateurs ;
- à la clôture de chaque exercice, le Conseil d’administration arrête les comptes sociaux et se prononce sur la contribution de la Société aux comptes consolidés établis par la société AXA ainsi que les annexes qui les complètent. Il établit le rapport annuel de gestion ;
- le Conseil d’administration approuve annuellement la politique de la Société en matière d’égalité professionnelle et salariale ;
- il autorise tous avals, cautions et autres garanties, à l’exception de ceux ou celles consentis au titre de contrats d’assurances ou de réassurance, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- il répartit les jetons de présence ;
- il autorise la conclusion des conventions visées à l’article L 225-38 du Code de commerce (dites conventions « réglementées ») passées entre la Société et l’un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires disposant de plus de 10 % des droits de vote.

Le Conseil prend connaissance de l’appétence pour le risque validée par le Comité exécutif et s'assure que les orientations stratégiques prennent en compte l'évolution de la solvabilité, les limites de tolérance aux risques et l'allocation des fonds propres.

Certaines opérations importantes sont également soumises à l’autorisation préalable du Conseil d’administration (cessions ou acquisitions de taille, opérations de financement significatives ou opérations en dehors de la stratégie annoncée par la Société…).
**FONCTIONNEMENT OPÉRATIONNEL**

Les règles de fonctionnement du Conseil d’administration et des comités spécialisés sont fixées dans le règlement intérieur du Conseil, qui détaille notamment les missions, pouvoirs et obligations du Conseil d’administration et des comités.

Le Conseil d’administration se réunit aussi souvent que l’intérêt de la Société l’exige et au moins deux fois par an.

Préalablement à chaque réunion, les administrateurs reçoivent la documentation relative aux questions à l’ordre du jour (généralement huit jours avant).

**COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

La Société est administrée par un Conseil d’administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus. La durée des fonctions des administrateurs est de quatre ans.

Au 31 décembre 2017, le Conseil d’administration de l’Entreprise comprenait neuf administrateurs, tous de nationalité française, dont six avaient la qualité de membre indépendant et un était un administrateur représentant les salariés.

Le Conseil d’administration de la Société a opté pour un mode d’exercice de la Direction générale conduite par le Président du Conseil d’administration, M. Jacques de Peretti, qui porte ainsi le titre de Président-directeur général depuis le 1er juillet 2016. Au 31 décembre 2017, les autres membres du Conseil d’administration étaient :
- Alexis BABEAU,
- Martine BIEVRE (administratrice représentant les salariés),
- Loraine DONNEDIEU DE VABRES-TRANIÉ,
- Alain DUBOIS (depuis le 1er août 2017),
- Renée HABOZIT (depuis le 1er août 2017),
- Sandra LE GRAND (depuis le 1er août 2017),
- Cécile MOULARD,
- AXA SA, représentée par Gaëlle OLIVIER.

Agathe BOUSQUET, Xavier DURAND et Jean-Michel STEG ont démissionné de leurs fonctions d’administrateurs le 28 juillet 2017.

**COMITÉS LIÉS AU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

Pour mener à bien sa mission et préparer ses délibérations, le Conseil d’administration est assisté de comités spécialisés : le Comité d’audit, le Comité des risques et le Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise, composés d’un nombre important de membres indépendants. La place du Comité des risques et du Comité d’audit dans la gestion des risques est décrite plus spécifiquement dans la section B.3.

Le rôle, l’organisation et les modalités de fonctionnement de chaque comité fixés par le Conseil d’administration sont définis dans les délibérations et/ou le règlement intérieur du Conseil ainsi que dans la charte du comité lorsqu’une telle charte a été établie (seul le Comité d’audit de la Société est doté d’une charte).

Dans son domaine de compétence, chaque comité émet des propositions, recommandations et avis au Conseil d’administration. À cette fin, il peut procéder ou faire procéder à toutes études susceptibles d’éclairer les délibérations du Conseil d’administration.

À chaque réunion du Conseil, les comités rendent compte par l’intermédiaire de leur Président de leurs activités aux cours des réunions ayant précédé la séance du Conseil.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Comités liés au Conseil d’administration</th>
<th>Principales responsabilités</th>
<th>Principales activités en 2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Comité d’audit</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Composition au 31 décembre 2017 :</td>
<td>Le Comité d’audit assure les principales missions suivantes :</td>
<td>En 2017, le Comité d’audit a tenu quatre réunions et les principaux sujets inscrits à l’ordre du jour ont été les suivants :</td>
</tr>
<tr>
<td>Alexis BABEAU, Président</td>
<td>- revue des états financiers annuels et de la pertinence des principes comptables appliqués pour l’élaboration de ces états,</td>
<td>- examen des comptes annuels et des comptes semestriels,</td>
</tr>
<tr>
<td>Alain DUBOIS</td>
<td>- approbation du plan d’audit annuel et revue des conclusions des principales missions menées,</td>
<td>- communication des observations détaillées des commissaires aux comptes,</td>
</tr>
<tr>
<td>Renée HABOZIT</td>
<td>- présentation par les commissaires aux comptes des conclusions annuelles de leurs travaux.</td>
<td>- honoraires des commissaires aux comptes,</td>
</tr>
<tr>
<td>Cécile MOULARD</td>
<td></td>
<td>- examen du rapport sur les procédures d’élaboration et de vérification de l’information financière et comptable,</td>
</tr>
<tr>
<td>Le Comité d’audit ; conjoint à AXA France Vie et AXA France IARD ; est composé d’administrateurs indépendants.</td>
<td></td>
<td>- procédure du Groupe AXA pour l’approbation des services autres que la certification des comptes (SACC),</td>
</tr>
<tr>
<td>Son fonctionnement est régi par le règlement intérieur du Conseil ainsi que par une charte validée par le Conseil d’administration.</td>
<td></td>
<td>- politique d’approbation des SACC pour AXA France IARD et AXA France Vie,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- charte du Comité d’audit,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- allocation des frais généraux entre Mutuelles et SA,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- missions d’audit / suivi des recommandations Q4 2016/ Q1 2017,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- processus de certification interne des comptes,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- présentation de la cartographie des risques par le Directeur de l’audit interne,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- approbation du plan d’audit 2018,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- auto-évaluation du Comité d’audit,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>- plan d’audit 2017 des commissaires aux comptes.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| **Comité des risques**                 | Le Comité des risques est en charge du suivi de la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques. Il assiste le Conseil d’administration dans ses nouvelles fonctions liées à Solvabilité II. | En 2017, le Comité des risques a tenu quatre réunions et les principaux sujets inscrits à l’ordre du jour ont été les suivants : |
| Composition au 31 décembre 2017 :      | Le Comité des risques rend compte de ses travaux au premier Conseil d’administration suivant sa réunion de travail. | - politique de gestion financière, |
| Alain DUBOIS                           |                            | - Solvabilité II : examen annuel des politiques écrites, du cadre de l’appétit au risque, du rapport ORSA, des rapports SFCR et RSR, |
| Loraine DONNEDIEU DE VABRES-TRANIÉ     |                            | du rapport de validation du modèle interne, |
| Renée HABOZIT                          |                            | du rapport actuariat, du rapport sur le dispositif du contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, |
| Cécile MOULARD                         |                            | - activités internationales, |
| Le Comité des risques, conjoint à AXA France Vie et AXA France IARD, est composé d’administrateurs indépendants. |                            | - contentieux, |
| Son fonctionnement est régi par le règlement intérieur du Conseil. |                            | - risques opérationnels, |
|                                        |                            | - contrôle interne, |
|                                        |                            | - politique de réassurance, |
|                                        |                            | - déontologie, |
|                                        |                            | - appétit pour le risque, |
|                                        |                            | - plan stratégique, |
|                                        |                            | - auto-évaluation du Comité des risques. |
### Comités liés au Conseil d’administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Composition au 31 décembre 2017 :</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Cécile MOURALD, Présidente</td>
</tr>
<tr>
<td>Sandra LE GRAND</td>
</tr>
<tr>
<td>Jacques DE PERETTI</td>
</tr>
<tr>
<td>Diane DEPERROIS</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise formule un avis sur la nomination des mandataires sociaux et cadres dirigeants. Il examine le plan d’actions de la responsabilité d’entreprise.

En 2017, le Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise a tenu trois réunions et les principaux sujets inscrits à l’ordre du jour ont été les suivants :
- « organization talent » - Plan de succession des membres du Comité exécutif d’AXA France,
- rémunération des membres du Comité exécutif et des cadres dirigeants,
- bilan du processus de nomination des cadres dirigeants depuis sa création - trajectoire des dirigeants nommés,
- présentation de promotion de talents féminins « sponsorship tandem France avec le bilan de la première édition 2016 et préparation de l’édition 2017,
- nouveaux modes de travail : agile working et télétravail,
- présentation du plan d’actions « Equilibre 2020 »,
- rémunération des responsables des fonctions clés,
- politique de responsabilité d’entreprise.

### Direction générale

La Direction générale de la Société est exercée par le Président-directeur général, assisté de Directeurs généraux délégués, nommés par le Conseil d’administration sur proposition du Président-directeur général. Un Comité exécutif soutient également la gestion opérationnelle de la Société.

Le Président-directeur général et les Directeurs généraux délégués exercent leurs pouvoirs dans les conditions définies par la loi, les statuts et le Conseil d’administration. Les pouvoirs du Président-directeur général et des Directeurs généraux délégués peuvent être limités par les statuts ou le Conseil.

#### LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL


La durée du mandat du Président-directeur général suit la durée de celle de son mandat d’administrateur, soit 4 ans.

Conformément à la loi, le Président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et représente celle-ci dans ses rapports avec les tiers.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l’objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées générales d’actionnaires et au Conseil d’administration.
Par exception aux dispositions qui précèdent, le Directeur général doit obtenir l’autorisation préalable du Conseil d’administration pour réaliser certaines opérations (opérations de cessions ou d’acquisition de participation excédant un certain seuil, adhésion à un GIE créé ou à créer, ouverture d’une activité en assurance ou de réassurance dans un pays étranger où la Société n’est pas déjà agréée).

LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Au 31 décembre 2017, le Président-directeur général, M. Jacques de Peretti, était assisté de deux Directeurs généraux délégués, nommés par le Conseil d’administration sur proposition du Président-directeur général :

- un Directeur général délégué chargé de conduire l’activité de la Société sur le marché des particuliers et de la couverture des risques IARD des entreprises (entité opérationnelle AXA Particuliers et IARD Entreprises), Matthieu Bébéar ;
- un Directeur général délégué chargé de conduire l’activité de la Société sur le marché des assurances collectives et de la santé (entité opérationnelle AXA Santé et Collectives), Didier Weckner.

Les Directeurs généraux délégués disposent, pour les opérations dont ils ont la charge, des mêmes pouvoirs que le Président-directeur général et peuvent engager la Société de la même manière.

LES DIRIGEANTS EFFECTIFS

Au sein de la Société, les dirigeants effectifs sont :

- le Président-directeur général ;
- les Directeurs généraux délégués ;
- le Directeur finances, stratégie et juridique ;
- le Secrétaire général.

Les dirigeants effectifs de la Société doivent remplir les conditions requises de l’évaluation de compétence et d’honorabilité, conformément à la procédure interne de la Société, et chaque nomination ou renouvellement de dirigeant effectif doit être notifiée à l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Président-directeur général et les Directeurs généraux délégués s’appuient sur un Comité exécutif pour les assister dans le pilotage de la gestion opérationnelle d’AXA France. Il se réunit une fois par semaine pour débattre des aspects stratégiques, financiers et opérationnels d’AXA France. À ce titre, il effectue les missions suivantes :

- il valide les orientations stratégiques de la Société ;
- il détermine les comités de gouvernance interne de la Société, leurs missions et le schéma de délégation des responsabilités ;
- il décide du niveau de risque acceptable (à travers la validation du modèle interne, de l’appétit au risque, du rapport ORSA…) et met en place les systèmes de contrôle nécessaires au suivi des risques (plan d’audit, politique de conformité, contrôle interne…) ;
- il définit la politique d’investissements et sa mise en œuvre ;
- il définit les modalités d’organisation de la Société et valide les orientations en matière de politique RH ;
- il effectue un suivi régulier de la mise en œuvre opérationnelle et valide si besoin les inflexions à la stratégie (nouveaux projets, politique tarifaire, nouveaux produits…).
Au 31 décembre 2017, le Comité exécutif de la Société comptait les membres suivants :

- Jacques DE PERETTI,
- Matthieu BEBEAR,
- Antoine DENOIX,
- Diane DEPERROIS,
- Sandrine DUCHENE,
- David GUILLOT DE SUDUIRAUT
- Amaury DE WARENGHIEN,
- Didier WECKNER.

**Rôles et responsabilités principaux des fonctions clés**

La réglementation Solvabilité II, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, impose à la Société de mettre en place un système de gouvernance garantissant une gestion saine et prudente de son activité. Ce système de gouvernance repose sur une séparation claire des responsabilités et doit être proportionné à la nature, à l’ampleur et la complexité des opérations.

En complément des personnes qui dirigent effectivement la Société, la réglementation Solvabilité II impose la désignation des quatre fonctions clés suivantes :

- la fonction de gestion des risques, qui a notamment pour objet d’élaborer les stratégies, processus et procédures d’information nécessaires pour déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer les risques auxquels les entreprises sont ou pourraient être exposées ainsi que les interdépendances entre ces risques ;
- la fonction d’audit interne, qui évalue notamment l’adéquation et l’efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance. Cette fonction est exercée d’une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles ;
- la fonction de vérification de la conformité, qui a notamment pour objet de conseiller le directeur général et le Conseil d’administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives afférentes à l’accès aux activités d’assurance et de réassurance et à leur exercice ; et
- la fonction actuarielle, qui a pour objet de coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles, de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles, d’apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul de ces provisions, de superviser ce calcul et de comparer les meilleures estimations aux observations empiriques ainsi que de fournir un avis sur la politique globale de souscription et l’adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

Chacune des personnes amenées à exercer ces fonctions clés doit, de la même manière que les dirigeants effectifs, se conformer à une évaluation de leur compétence et de leur honorabilité et faire l’objet d’une notification auprès de l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »). La réglementation Solvabilité II prévoit par ailleurs le principe que ces fonctions clés ont un accès direct au Conseil d’administration.

Pour assurer l’indépendance opérationnelle des fonctions clés, les détenteurs de fonctions clés ont également un lien direct avec l’un des dirigeants effectifs (à savoir s’agissant de la Société, le Président-directeur général, le Directeur finances, stratégie et juridique et le Secrétaire général d’AXA France).

Le Conseil d’administration entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu’il l’estime nécessaire et au moins une fois par an, les responsables des fonctions clés. Cette audition peut se
dérouler hors la présence du Président-directeur général si les membres du Conseil d’administration l’estiment nécessaire. Le Conseil d’administration peut renvoyer cette audition devant l’un de ses Comités spécialisés émanant de ce Conseil.

Afin d’assurer l’autorité et les ressources nécessaires à l’accomplissement de leurs tâches, les responsables de fonctions clés sont, par ailleurs, autorisés à informer, directement et de leur propre initiative le Conseil d’administration, lorsque surviennent des événements de nature à le justifier. Ils ont le même accès direct aux Comités spécialisés (Comité d’audit, Comité des risques, Comité de rémunération et de responsabilité d’entreprise). En outre, les principales fonctions clés disposent de personnel spécialisé et d’autres ressources appropriées à leurs tâches.

**Changements significatifs du système de gouvernance en 2017**

Aucune modification significative du système de gouvernance n’est à signaler en 2017.

**B.1.2 POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION**

La politique de rémunération d’AXA France s’inscrit dans le cadre de Solvabilité II et se base sur les principes directeurs définis au niveau du Groupe.

La politique globale de rémunération des dirigeants d’AXA vise à aligner les intérêts des dirigeants de la Société sur ceux de ses actionnaires tout en établissant un lien clair et direct entre la rémunération et la performance. Dans ce contexte, son objectif principal est d’encourager la réalisation d’objectifs ambitieux et la création de valeur à long terme en fixant des critères de performance difficiles.

La structure de rémunération des dirigeants d’AXA repose sur une analyse approfondie des pratiques de marché en France et à l’étranger, dans le secteur des services financiers (assurances, banques, gestionnaires d’actifs…) et par rapport aux pratiques de rémunération en vigueur au sein d’autres groupes internationaux.

La politique générale d’AXA en matière de rémunération des dirigeants se concentre sur la composante variable de la rémunération, qui est la rémunération à risque pour les bénéficiaires. La structure de la rémunération des dirigeants d’AXA se compose d’une part variable qui représente une part significative de la rémunération globale. Il s’agit d’aligner plus directement la rémunération des dirigeants sur la stratégie opérationnelle du Groupe et les intérêts des actionnaires tout en encourageant la performance :

- au niveau individuel et collectif ; et
- à court, moyen et long terme.

**Politique de rémunération**

La politique de rémunération du Groupe AXA a été publiée et s’applique à toutes les sociétés du Groupe et à leurs salariés au 1er janvier 2017.

Cette politique de rémunération est destinée à soutenir la stratégie d’entreprise à long terme du Groupe et à aligner les intérêts de ses salariés sur ceux des actionnaires (i) en établissant un lien clair entre performance et rémunération à court, moyen et long terme, (ii) en veillant à ce que le Groupe puisse offrir des mécanismes de rémunération compétitifs sur les multiples marchés dans lesquels il opère, tout en évitant les conflits d’intérêts potentiels pouvant entraîner une prise de risque induite pour le gain à court terme, et (iii) en assurant le respect des règlements de Solvabilité II et de toutes autres exigences réglementaires applicables.
La politique de rémunération du Groupe AXA est conçue pour :

- attirer, développer, conserver et motiver les compétences essentielles et les meilleurs talents ;
- optimiser les performances ;
- aligner les niveaux de rémunération sur les performances de l’Entreprise ;
- veiller à ce que les salariés ne soient pas incités à prendre des risques inappropriés et/ou excessifs et à ce qu’ils opèrent dans le cadre du risque global d’AXA ; et
- assurer la conformité de nos pratiques à toutes les exigences réglementaires applicables.

Elle suit trois principes directeurs :

- la compétitivité et la cohérence des pratiques de rémunération avec celles du marché ;
- l’équité interne, basée sur les performances individuelles et collectives, afin d’assurer une rémunération équitable et équilibrée reflétant les réalisations et l’impact individuels quantitatifs et qualitatifs de l’employé ; et
- la réalisation des objectifs financiers et opérationnels globaux du Groupe à court, moyen et long terme, ainsi que l’exécution des objectifs stratégiques à moyen et long terme comme condition préalable au financement de toute attribution à moyen et à long terme.

Les exigences énoncées dans la politique de rémunération du Groupe peuvent être complétées, le cas échéant, afin de se conformer aux exigences réglementaires locales ou aux meilleures pratiques identifiées.

**Fonctions clés de contrôle**

Les fonctions clés de contrôle d’AXA opèrent avec un double rattachement à niveau du Groupe et de l’Entité afin d’assurer un contrôle efficace, indépendant et garantissant l’objectivité.

Afin de garantir cette indépendance et éviter des potentiels conflits d’intérêts, la rémunération des dirigeants de ces fonctions clés de contrôle (Groupe et Entité), devront respecter les principes suivants :

1. Le montant de rémunération variable (STIC) à payer est déterminé en prenant compte de l’évaluation individuelle du dirigeant sans intégrer les résultats de performance de l’entité qu’ils supervisent.
3. La revue du package de rémunération est réalisée conjointement entre les deux niveaux de rattachement : le Directeur de la famille professionnelle au niveau du Groupe et le Directeur dans l’entité d’appartenance. La décision finale des propositions individuelles revient au Directeur au niveau du Groupe.

**Rémunération des dirigeants exécutifs**

**STRUCTURE DE RÉMUNÉRATION**

AXA applique largement une approche de « rémunération à la performance » qui (i) reconnaît la réalisation d’objectifs financiers et opérationnels définis alignés sur le business plan d’AXA, (ii) favorise une performance durable à long terme en intégrant des mesures d’ajustement des risques dans les indicateurs de performance (tels que le retour sur capital qui prend en compte le capital nécessaire pour réaliser le rendement) et (iii) détermine les montants de la rémunération individuelle sur la base à la fois des résultats financiers et du leadership et des comportements individuels démontrés.
La structure globale de la rémunération est basée sur les éléments suivants, qui sont conçus pour assurer l’équilibre et éviter une prise de risque excessive pour un gain financier à court terme :

- une composante fixe qui comprend des éléments garantis, tels que le salaire de base et toute autre allocation fixe. Il tient compte de la position, des responsabilités, de l’expérience, des pratiques du marché, des compétences techniques et des compétences en leadership, ainsi que de la performance individuelle soutenue et de la criticité ou de la pénurie de compétences ;
- une composante variable constituée d’un élément de trésorerie anticipé (incitatif à court terme) et d’un élément différé qui est attribué par des instruments en actions ou équivalents, comme des options d’achat d’actions et/ou des actions de performance (incitatif à long terme). Cette composante variable dépend de la performance globale du Groupe AXA, de la performance d’AXA France et de la réalisation des objectifs individuels du dirigeant, y compris des capacités de leadership démontrées.

AXA garantit un équilibre adéquat entre les composantes fixe et variable de sorte que la composante fixe représente une proportion suffisamment élevée de la rémunération totale pour éviter que les salariés soient trop dépendants des composantes variables et permettre à AXA d’appliquer une politique de bonus totalement flexible, y compris la possibilité de ne pas payer de composante variable. Tous les montants de rémunération variable sont attribués en fonction de la performance et aucun paiement minimum n’est garanti.

Le niveau cible de la rémunération des cadres et la structure des éléments qui composent cette rémunération sont fondés sur une analyse détaillée des pratiques du marché ainsi que des réglementations nationales et internationales potentiellement applicables et tiennent également compte de divers autres facteurs, y compris les principes d’équité au sein du Groupe et le niveau de rémunération antérieur du dirigeant.

ATTRIBUTION ANNUELLE DE RÉMUNÉRATION VARIABLE À LONG TERME (LONG TERM INCENTIVE – LTI)

Chaque année, une rémunération variable à long terme (LTI) est attribuée aux dirigeants du Groupe AXA.

AXA reconnaît l’importance d’aligner la rémunération sur la création de valeur à long terme en reportant une part substantielle de la rémunération variable totale de l’individu. Deux principaux instruments d’incitation à long terme différés sont actuellement utilisés : les actions de performance et les options sur actions.

Ces LTI sont intégralement soumises à des conditions de performance et ne garantissent donc aucune subvention ou gain minimal pour les bénéficiaires.

B.1.3 RÉMUNÉRATION VARIABLE À LONG TERME (LONG TERM INCENTIVE « LTI »)

Actions de performance

Les actions de performance sont soumises à une période de report minimum de 4 à 5 ans\(^4\).

En outre, les actions de performance sont soumises à des conditions de performance sur une période de trois ans. Les indicateurs de performance mesurent à la fois (i) la performance financière et opérationnelle globale du Groupe et (ii) la performance opérationnelle de l’Entité/Business Unit opérationnelle du participant.

Aux termes du plan, le nombre initial d’actions de performance attribuées est ajusté pour tenir compte de la performance par rapport aux conditions de performance définies. Les paiements individuels finaux varient de 0 % à 130 % du montant de la subvention initiale en fonction du niveau de réalisation par rapport aux conditions de performance\(^5\).

Si aucun paiement de dividende n’est proposé par le conseil d’administration à l’égard d’une année au cours de la période de performance de trois ans, une disposition de malus s’applique et réduit automatiquement de 50 % le nombre d’actions de performance qui auraient autrement été acquises par le bénéficiaire à la fin de la période de performance de trois ans\(^6\).

**Options d’achat**

Les options d’achat d’actions sont conçues pour aligner les intérêts à long terme des hauts dirigeants du Groupe avec ceux des actionnaires à travers l’évolution du cours de l’action d’AXA.

Les options d’achat d’actions sont valables pour une période maximale de dix ans. Elles sont accordées à la valeur de marché, sans escompte, et peuvent être exercées par tranches entre trois et cinq ans après la date d’attribution.

Les options d’achat d’actions octroyées aux membres du Comité exécutif ainsi que le dernier tiers de toutes les autres subventions sont assujetties à des conditions de performance. Dans le cas où la condition de performance n’est pas remplie pendant la période de performance, toutes les options d’achat d’actions correspondantes seront perdues.

**Disposition additionnelle sur les conditions de performance**

En plus des conditions mentionnées ci-dessus, aux termes des régimes, toutes les actions de performance non acquises et toutes les options d’achat d’actions non exercées (acquises et non acquises) sont automatiquement annulées au cas où l’emploi d’un participant serait résilié pour quelque raison que ce soit,

- lorsqu’un employé a violé le code de conduite d’AXA ou d’autres politiques clés en matière de risque et de conformité ; ou
- s’il existe des preuves d’inconduite ou de mauvaise conduite grave et/ou si l’employé a causé un préjudice matériel à l’Entreprise ou à la réputation d’AXA ou de l’une de ses filiales.

**Procédure de subvention des LTI**

Au sein du plafond global autorisé par les actionnaires du Groupe, le Conseil d’administration d’AXA approuve les programmes LTI avant leur mise en œuvre.

---

\(^4\) Les participants peuvent recevoir des actions AXA après une période d’acquisition de trois ans (période d’acquisition de quatre ans en dehors de la France) en fonction de la performance. En France, une fois les actions acquises, une période de détention supplémentaire de deux ans est nécessaire. Pour plus de détails, veuillez-vous référer aux règles détaillées du plan d’action performance.

\(^5\) Le seuil actuellement applicable est respectivement de 65 % pour le Groupe et de 60 % pour le rendement d’AXA France.

\(^6\) La note de performance allant de 0 % à 130 % est divisée par deux si aucun dividende n’a été proposé par le conseil d’administration au cours de la période de performance de trois ans, en fournissant au bénéficiaire seulement 50 % du nombre ajusté d’actions de performance.
Chaque année, le Conseil d'administration d’AXA, sur recommandation de son comité de rémunération et de gouvernance, approuve un pool LTI global à octroyer.

Les recommandations pour les subventions individuelles (actions de performance et options d’achat d’actions) sont effectuées par la direction du niveau de l’entité du bénéficiaire. Ces recommandations sont revues par la Direction générale d’AXA pour assurer la cohérence et le respect des principes d’équité internes du Groupe. Les attributions individuelles d’actions de performance sont alors décidées par le Conseil d’administration d’AXA.

**B.1.4 Rémunération des administrateurs**

Le montant total des jetons de présence fixés par l’Assemblée générale des actionnaires est réparti entre les membres du Conseil d’administration et ceux des différents comités selon les modalités suivantes qui ont été redéfinies ainsi qu’il suit pour l’exercice 2017:

- les salariés et dirigeants du Groupe AXA exerçant un mandat social ne perçoivent pas de jetons de présence, seuls les administrateurs externes en perçoivent ;
- un montant variable des jetons de présence est alloué pour la participation aux réunions du Conseil et des Comités, étant précisé que pour la participation aux réunions exceptionnelles du Conseil dont la durée n’excède pas une heure, le montant des jetons de présence est réduit ;
- un montant spécifique est alloué pour la participation aux différents comités ;
- la présidence des comités est valorisée par l’allocation d’un montant fixe de jetons de présence en fonction de la charge de travail respective pour la présidence des Comité d’audit, Comité des risques et Comité de rémunération et de responsabilité de l’entreprise.

Un plafond maximum de jetons de présence par administrateur a été fixé comme règle de bonne gouvernance.

Le Conseil d’administration peut, conformément aux dispositions de la loi applicable, affecter une rémunération exceptionnelle pour les missions ou mandats confiés aux administrateurs.

**B.1.5 Engagements de retraite envers les dirigeants**

Les collaborateurs d’AXA France bénéficient de deux régimes collectifs obligatoires de retraite supplémentaire à cotisations définies (contrat d’assurance de groupe au sens de l’article L 141-1 du Code des assurances) et d’un régime de retraite supplémentaire à prestations définies (dispositions de l’article L 137-11 du Code de la Sécurité sociale) qui a pour nom le régime de la garantie minimale. L’ensemble constitue le plan de retraite supplémentaire (PRS).

S’agissant des régimes à cotisations définies, ce sont le fonds de pension professionnel et le fonds de pension AXA. Le fonds de pension professionnel a été mis en place au sein de la branche assurance à effet du 1er janvier 1996. Le fonds de pension AXA a été mis en place à effet du 1er janvier 2001 et concerne les salariés des sociétés du Groupe.


Les salariés nommés au statut de directeur au sein du Groupe AXA avant le 1er janvier 2017 peuvent prétendre au bénéfice de ce régime s'ils réunissent les conditions ci-après décrites : faire valoir immédiatement leurs droits à la retraite, avec au minimum dix ans d'ancienneté dans le Groupe dont au moins cinq ans d'ancienneté en tant que cadre de direction. Les cadres de direction licenciés (pour une cause autre qu’une faute grave ou lourde) après l’âge de 55 ans peuvent également bénéficier de ce régime, à condition qu’ils ne reprennent aucune activité professionnelle avant la liquidation de leur retraite. En cas de départ volontaire du Groupe AXA avant la date de liquidation des droits à retraite, aucune retraite supplémentaire n’est versée.

Le montant de la retraite supplémentaire est calculé au moment du départ en retraite et complète l’ensemble des retraites versées au titre des régimes obligatoires (Sécurité sociale, ARRCO, AGIRC, PRS…) et de tout autre régime de retraite financé par l’employeur auquel le bénéficiaire a pu participer au cours de sa carrière dans et/ou en dehors du Groupe AXA dont le plan de retraite supplémentaire décrit précédemment.

Des coefficients d’abattement s’appliquent dans le cas d’une ancienneté en tant que cadre de direction inférieure à vingt ans. Aucune retraite supplémentaire n’est versée pour une ancienneté en tant que cadre de direction inférieure à cinq ans.

**B.1.6 TRANSACTIONS IMPORTANTES CONCLUES AVEC DES ACTIONNAIRES, PERSONNES EXERÇANT UNE INFLUENCE NOTABLE OU DES MEMBRES DE L’ORGANE D’ADMINISTRATION OU LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL OU LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLEGUÉS**

**Actionnaires**

La Société a réalisé les opérations décrites ci-après avec des entreprises qui lui sont liées. Ces opérations ont pu, le cas échéant, se révéler significatives ou inhabituelles pour l'Entreprise ou pour l’une des parties.

**RELATIONS AVEC LES MUTUELLES AXA**


Les Mutuelles AXA et AXA France Vie et AXA France IARD ont signé un accord en vertu duquel ces dernières fournissent toute une gamme de services pour gérer les opérations d’assurance et les portefeuilles des Mutuelles AXA. L’accord contient des dispositions de nature à garantir l’indépendance juridique des Mutuelles AXA et d’AXA France Vie et AXA France IARD ainsi que la protection de leurs clientèles respectives. Certains coûts et charges (hors commissions) sont répartis entre ces quatre entités par l’intermédiaire d’un groupement d’intérêt économique ou « GIE ».

**Personnes exerçant une influence notable**

Néant.
Il n'y a pas eu d'opérations significatives entre la Société et les membres de la Direction ou du Conseil d'administration de la Société au cours de l'exercice 2017.

Divers membres du Conseil d'administration de la Société ainsi que divers autres dirigeants de la Société peuvent, de temps à autre, acheter des assurances, des services de gestion de fortune ou d'autres produits ou services offerts par AXA dans le cours normal de ses activités. Les termes et conditions de ces transactions sont essentiellement similaires aux conditions généralement disponibles pour le public ou pour les employés d'AXA en général.

**B.1.7 ÉVALUATION DE L’ADÉQUATION DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE**

La Société estime que son système de gouvernance décrit dans le présent document est adéquat compte tenu de la nature, de l'ampleur et de la complexité des risques inhérents aux activités de la Société.

Des informations détaillées sur les mécanismes et procédures de contrôle interne mis en œuvre par la Société sont présentées dans la section B.4.
B.2 Exigences de compétence et d’honorabilité

**PROCESSUS D’ÉVALUATION DE LA COMPÉTENCE ET DE L’HONORABILITÉ DES PERSONNES EXÉRÇANT DES RESPONSABILITÉS D’ADMINISTRATION, DE SURVEILLANCE, DE DIRECTION ET DE FONCTIONS CLÉS**

Le Groupe AXA a mis en place des règles pratiques sur ce que les entités AXA sont tenues de faire pour respecter les normes de compétence et d’honorabilité, adoptées en conformité avec les exigences de la réglementation Solvabilité II.

Selon ces lignes directrices, l’Entreprise a mis en place une gouvernance permettant de s’assurer que les personnes qui dirigent effectivement l’Entreprise, l’administrent ou occupent des fonctions clés, répondent aux exigences légales de compétence et d’honorabilité :

- leurs qualifications, connaissances et expériences professionnelles doivent leur permettre d’agir de manière saine et prudente dans le cadre de leurs fonctions (« compétence »);
- leur réputation et leur intégrité doivent être de bon niveau (« honorabilité »).

Les personnes concernées par cette politique sont de trois types :

- (i) les membres des organes d’administration (Président du Conseil d’administration et administrateurs) ainsi que les organes de gestion et de direction (Directeur général et Directeur(s) général(aux) délégué(s)) ;
- (ii) les personnes non mentionnées au (i) ci-dessus, désignées comme dirigeants effectifs par le Conseil d’administration dans les conditions de l’article R 322-168 alinéa 2 du Code des assurances ;
- (iii) le Directeur chargé des finances et les responsables des quatre fonctions clés au sens des articles L 322-3-2 et L 354-1 du Code des assurances (Audit interne, Actuariat, Gestion des Risques et Conformité).

Pour répondre à ces objectifs, les services d’AXA France rassemblent, préalablement à la nomination envisagée, divers éléments permettant d’évaluer la compétence et les connaissances du candidat et de vérifier son honorabilité (notamment : curriculum vitae détaillé, diverses déclarations de non-conflicts d’intérêts et de non-condamnation). Une fois investies de leurs fonctions, les personnes concernées sont tenues, chaque année, de signer une attestation d’honorabilité.

En outre, la nomination et, le cas échéant, le renouvellement de chacun des dirigeants effectifs ou responsables d’une fonction clé doit être notifié à l’ACPR, sur la base d’un dossier normé comportant un questionnaire détaillé sur la compétence et l’honorabilité, auquel doivent être joints une pièce d’identité, le bulletin n° 3 du casier judiciaire et un curriculum vitae.

Ces principes sont formalisés dans une politique écrite adoptée par le Conseil d’administration d’AXA France IARD en 2015 et réexaminée par celui-ci chaque année.
B.3 Système de gestion des risques, y compris l’évaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.1 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

Missions de la Direction de la gestion des risques


Le cadre ERM repose sur les cinq piliers suivants, liés les uns aux autres par une solide culture du risque :

1. Indépendance et adéquation de la gestion des risques

La Direction de la gestion des risques coordonne la « seconde ligne de défense » pour les risques significatifs et vérifie son efficacité.

Elle s’assure notamment que :
- un responsable est désigné sur chaque activité et risque du périmètre ;
- les risques présentant une matérialité sont identifiés, mesurés, surveillés et gérés ;
- des procédures de gestion des risques sont en place ;
- des reportings existent au sein du périmètre.

Elle diffuse la culture de risque au sein de l’Entreprise sur son périmètre d’activité.

La fonction de gestion des risques est indépendante :
- des équipes responsables de la tarification, de la souscription et des investissements ;
- des équipes en charge du provisionnement ;
- de l’audit interne.

2. Un cadre commun d’appétence au risque

Le rôle de la Direction de gestion des risques est de s’assurer que le Comité exécutif valide le cadre des risques dont il a la charge, qu’il comprenne les conséquences d’un développement défavorable de ces risques, et qu’il dispose de plans d’actions afin de les maîtriser.

3. Deuxième opinion sur des processus clés

La Direction de la Gestion des Risques doit rester en alerte, mettre en évidence les zones de risques en identifiant, mesurant et surveillant les risques financiers, assurantiels et opérationnels, apporter la contradiction et penser au cas extrêmes.

Une gouvernance et des processus assurent que la Direction de la gestion des risques émette une seconde opinion indépendante sur les processus de décisions, tels ceux portant sur les caractéristiques de nouveaux produits ou d’investissements spécifiques, les réserves (en IARD, prévoyance et santé), les études actif-passif et la réassurance.

4. Une utilisation du modèle interne reposant sur une mesure robuste de capital économique
Le modèle interne vise à offrir un outil efficace et concret de contrôle et de mesure de l’exposition aux risques quantifiables. Le modèle interne est conçu comme un outil adapté à la gestion des risques.

5. Une gestion proactive des risques

Le Directeur de la gestion des risques est responsable de la détection précoce des risques. Il est également responsable de la gestion des risques vie individuels d’AXA France. Il challenge les directions opérationnelles et entretient un dialogue constant avec elles. Un dispositif sur les risques émergents est mis en place.

**Gestion des risques de l’Entreprise**

La gestion des risques est une responsabilité locale, en accord avec les standards et lignes directrices définis par la direction de la gestion des risques du Groupe AXA.

Les rôles et responsabilités des équipes de gestion des risques de l’Entreprise sont validés conjointement par le Comité exécutif de l’Entreprise et le Directeur de la gestion des risques du Groupe, afin d’assurer un meilleur alignement des intérêts centraux et locaux.

Les missions de la Direction de la gestion des risques sont les suivantes :

- la clarification de la gouvernance (rôles et responsabilités de chacun des participants à la gestion des risques) et l’efficacité de la deuxième ligne de défense ;
- l'identification, la mesure et la surveillance des risques financiers, d’assurance et opérationnels ;
- le suivi de l’appétence pour le risque de l’Entreprise en cohérence avec l’appétence pour le risque du Groupe ;
- la construction d’un environnement favorable de gestion des risques ;
- la mise en œuvre du modèle interne.


Le Directeur de la gestion des risques de l’entreprise effectue un reporting régulier auprès du Conseil d’administration ou auprès de l’un de ses comités sur les activités de gestion des risques.

**Autres fonctions**

Les responsables et les équipes opérationnels prennent des décisions vectrices de risque au quotidien, et ont donc la responsabilité initiale d’établir et maintenir un environnement de contrôle efficace (première ligne de défense).

Les départements Conformité, Internal Financial Control et Sûreté doivent développer, faciliter et piloter efficacement le cadre et la stratégie de contrôle (deuxième ligne de défense), en coordination avec la Direction de la gestion des risques.

L’audit interne réalise, dans le cadre de sa mission, une évaluation des risques et des processus de gouvernance, selon une périodicité régulière, afin de fournir une opinion indépendante sur l’efficacité du système de contrôle (troisième ligne de défense).

**Gouvernance des risques au sein de l’Entreprise**

La gouvernance des risques s’appuie sur les comités illustrés dans le schéma ci-dessous :
Le **Conseil d’administration** valide les orientations stratégiques de l’Entreprise et il est tenu informé de leur mise en œuvre.

Dans le cadre de Solvabilité 2, il :
- prend connaissance de l’appétence pour le risque validée par le Comité exécutif ;
- s’assure que les orientations stratégiques prennent en compte l’évolution de la solvabilité, les limites de tolérance au risque et l’allocation des fonds propres ;
- s’assure que le niveau des fonds propres est approprié et suffisant pour remplir ses engagements envers les assurés, même dans des situations défavorables ;
- valide la définition et le mode de fonctionnement du système de gestion des risques, identifie et priorise les opportunités d’amélioration continue dans ce domaine ;
- approuve le rapport ORSA, avant que celui-ci ne soit présenté à l’ACPR.

Le **Comité d’audit** revoit des points spécifiques et informe le Conseil d’administration de l’efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion du risque mis en œuvre.

Le **Comité des risques** assiste le Conseil d’administration dans ses responsabilités liées à Solvabilité II et à la gestion des risques (examen de l’ORSA et de l’appétence pour le risque…). Il s’appuie notamment sur les travaux de la Direction de la gestion des risques.

Le **Comité exécutif**, en termes de gestion risques :
- valide l’évaluation des risques stratégiques, réglementaires, de réputation et émergents ;
- valide le modèle interne, le système de gestion des risques et le rapport ORSA avant présentation au conseil d’administration pour approbation ;
- valide le cadre de tolérance au risque, le niveau de l’appétence pour le risque et les plans d’actions associés aux seuils limites.

Les instances de gouvernance suivantes assurent notamment la gestion des risques au niveau du Directeur de la gestion des risques :
- Comité ALM (Assets Liabilities Management) et Comité d’Investissement ;
- Comité de gestion des risques (CGR) ;
- Comité des risques opérationnels et conformité, et déclinaison par entité opérationnelle (Comités des risques des entités).

Le **Comité ALM (Assets Liabilities Management)** est en charge principalement de la gestion actif-passif et rend compte directement au Comité exécutif.

Il approuve les allocations stratégiques d’actifs et les programmes de couverture de taux. Il délègue la définition du niveau de la tolérance au risque financier et le suivi du respect des limites associées au Comité d’Investissement dans le cadre du processus appétence pour le risque.
Le Comité d’investissement approuve les aspects tactiques des décisions d’investissement. Il gère les processus d’appétence pour le risque et d’approbation des investissements.

Ces deux comités sont placés sous la responsabilité du Directeur financier. Le Directeur de la gestion des risques financiers en est invité permanent.

Le processus de décision concernant la gestion du risque assurantiel est gouverné par le Comité de gestion des risques (CGR). Ses principaux objectifs sont :
- définir le niveau acceptable de risque technique assumé par l’Entreprise ;
- approuver le lancement de nouveaux produits/garanties significatifs ;
- valider les revues de risques et rentabilité sur les segments existants ;
- valider les plans de réassurance ;
- valider les évolutions de modèles et d’hypothèses du modèle interne.

Ce comité est présidé par le Directeur financier et administré par le Directeur de la gestion des risques.

Le Comité des risques opérationnels et conformité a pour vocation de surveiller l’exposition aux risques opérationnels, de valider les évaluations de risques qui ont lieu notamment dans le cadre du modèle interne de calcul de capital et, pour les risques majeurs, de suivre les plans de prévention/réduction à mettre en place. Il rend compte directement au Comité exécutif.

Ce comité est placé sous la responsabilité du Directeur financier et du Secrétaire général. Le Directeur responsable de la gestion des risques et celui responsable de la conformité administrent conjointement ce comité.

La fonction de gestion des risques au niveau du Groupe est également renforcée par AXA Global Re, qui conseillent et apportent leur soutien à l’Entreprise dans le choix de sa stratégie de réassurance et centralisent l’achat, par le Groupe, de couvertures de réassurance.

**B.3.2 Modèle interne du Groupe AXA**

Le Groupe AXA a développé un modèle robuste de capital économique depuis 2007. Ce modèle est utilisé depuis 2009 dans le cadre de son système de gestion des risques et de ses processus décisionnels.

Le Groupe a reçu le 17 novembre 2015 l’autorisation de l’ACPR de faire usage de son modèle interne pour calculer son capital de solvabilité requis au titre de Solvabilité II. L’objectif principal que poursuit AXA en utilisant le modèle interne plutôt que la formule standard est refléter au mieux le profil de risque de l’Entreprise dans le capital de solvabilité requis. Cette volonté se reflète dans plusieurs objectifs :
- prendre en compte des spécificités locales – AXA est une société internationale et s’adresse à un large éventail de marchés d’assurance avec une variété de produits proposés qui ciblent des données démographiques distinctes avec des risques différents. Il convient donc, dans la mesure du possible, d’étalonner les contraintes spécifiques à ces profils de risque et de tenir compte des avantages de la diversification des risques résultant de l’étalement sur ces marchés ;
- combler les insuffisances de la formule standard – Sur la base de son expertise, le Groupe peut améliorer l’approche de la formule standard, qui est naturellement contrainte par sa portée générale, et établir des modèles plus appropriés au périmètre du Groupe ;
- permettre une meilleure évolution du modèle au fil du temps – Au fur et à mesure que l’expérience du Groupe augmente, les entreprises se développent sur de nouveaux marchés et les innovations de produits créent des risques différents à considérer, la flexibilité d’un modèle interne permettant de refléter les spécificités liées à ces développements.
Gouvernance du modèle interne

Au niveau du Groupe, les organes impliqués dans la gouvernance du modèle interne sont les suivants :

- le Conseil d’administration ;
- le Comité d’audit, des risques et de la conformité (Audit, Risk and Compliance Committee – « ARCC ») ;
- le Comité Solvabilité II.

Au niveau du Groupe, le modèle interne est examiné, testé et validé de manière continue par le Comité Solvabilité II. Le Comité Solvabilité II est assisté d’un comité technique en charge de la revue du modèle interne et de la présentation des conclusions de ses revues au Comité Solvabilité II. Le Comité Solvabilité II revoit également les processus de validation et d’amendement du modèle interne et fait la liaison avec la gouvernance locale. Il revoit également les conclusions des activités de validations régulières. Les résultats du Groupe sont présentés de manière trimestrielle à l’ARCC.

La Direction de la gestion des risques au niveau du Groupe apporte à la Direction de la gestion des risques des entités soutien méthodologique, instructions, outils et challenge. Elle s’assure de la cohérence globale du modèle interne au niveau du Groupe et est, par conséquent, responsable des choix fondamentaux concernant le modèle, du pilotage du processus de détermination du SCR, de la formation et de l’assistance aux équipes de gestion des risques locales.

Chez AXA France la gouvernance du modèle interne fait l’objet d’un pilotage régulier dans le cadre du comité des hypothèses CGR qui est sous la responsabilité du Directeur de la gestion des risques et dont les membres permanents sont le Directeur financier, le Directeur des investissements, le Directeur juridique, le Secrétaire général et enfin les Directeurs généraux délégués en charge des activités d’assurances et de souscription. Ce comité s’appuie pour cela sur les travaux des comités opérationnels des hypothèses spécifiques à chaque grand domaine de risque (vie individuelle, vie collective, IARD, risque financier, risque opérationnel). Le Comité des hypothèses CGR passe également en revue les changements du modèle sur la base des politiques existantes.

La Direction de la gestion des risques d’AXA France est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du processus de validation du modèle interne, afin que ce dernier reflète correctement le profil de risque de l’Entreprise.

Validation du modèle interne

Le Groupe AXA a mis en œuvre et documenté un processus de validation du modèle interne afin de vérifier sa performance et son adéquation continue. Cette procédure de validation et la gouvernance qui y est associée sont documentées dans la politique de validation du Groupe, telle qu’approuvée par l’ARCC.

La politique de validation du Groupe est complétée par la politique de validation locale de l’Entreprise, précisant les procédures de validation et identifiant les responsables concernés.

La politique de validation locale est approuvée par le Comité exécutif de l’Entreprise.

La validation porte sur toutes les parties du modèle interne. Par conséquent, elle ne s’applique pas seulement aux aspects quantitatifs du modèle (données d’entrée, la théorie et la méthodologie, les paramètres et hypothèses, données, résultats), mais englobe également les aspects qualitatifs du modèle : le jugement d’experts, la documentation, la gouvernance du modèle, les tests d’utilisation et les systèmes informatiques.

AXA France est responsable de son modèle interne et des résultats issus des calculs.
Le département de gestion des risques effectue régulièrement des opérations de validation intégrées, telles que décrites dans la politique de validation du modèle interne, principalement organisée autour de :

- la validation de la structure du modèle, des choix de modélisation, des paramètres et des hypothèses ;
- la validation des résultats du calcul du capital de solvabilité requis (SCR).

Les tâches de validation sont principalement exécutées au sein de la direction de la gestion des risques, par la mise en œuvre de contrôles et d’outils de validation tels que des tests de sensibilité, back-testing, tests de scénarios, analyse de stabilité du modèle et toute autre activité pertinente. Les outils de validation sont choisis selon les caractéristiques des différents composants du modèle.

Ces procédures de validation sont complétées par une analyse critique et une validation indépendante des hypothèses, des paramètres clés et des résultats menées par différents comités (et notamment des comités opérationnels des hypothèses, des comités de calibrage, des comités d’approbation) afin d’assurer un niveau d’expertise et d’autorité hiérarchique adéquat.

En particulier les départements de la gestion des risques locaux et/ou le département de la gestion des risques du Groupe procèdent à des tests indépendants portants sur les choix de modèles locaux, les paramètres, hypothèses ou calibrage locaux ainsi que sur les résultats locaux.

Outre cette validation entièrement intégrée, soumise à l’examen et l’approbation du Directeur de la gestion des risques d’AXA France, un processus global d’examen indépendant a été conçu et mis en œuvre afin de fournir un confort suffisant à la Direction et au Comité exécutif quant au caractère « adapté à sa finalité » du modèle et des résultats.

Les examens indépendants sont menés par les deux équipes internes suivantes :

- l’équipe Internal Financial Control (IFC) en charge d’évaluer l’efficacité du système de contrôle interne sur Solvabilité II, sur la base du test des processus et contrôles sur les ressources financières disponibles et le capital de solvabilité requis, devant intervenir au moins une fois par an ; et

Les équipes IMR et IFC sont entièrement indépendantes du développement, de la gouvernance et des processus du modèle interne.

Leurs conclusions, ainsi que celles de la direction de la gestion des risques, font l’objet d’un rapport qui est remonté au Groupe AXA.

À l’issue du processus de validation annuel, un rapport de validation résumant les conclusions des activités de validation internes intégrées (couvertes par GRM) et indépendantes (couvertes par IMR, IFC), ainsi que le rapport d’un tiers indépendant sont présentés au conseil d’administration.

B.3.3 ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (OWN RISK AND SOLVENCY ASSESSMENT)

Préparation de l’ORSA

L’évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) englobe les processus permettant d’identifier, d’évaluer, de surveiller, de gérer et de déclarer les risques à court et moyen terme de l’Entreprise et d’assurer l’adéquation du niveau des fonds propres avec les cibles de solvabilité de la
Société, en tenant compte du profil de risque, des limites de tolérance au risque approuvées et de la stratégie de développement. En tant qu’élément important du système de gestion des risques, l’ORSA entend donner une vision complète et exhaustive des risques inhérents aux activités d’AXA France.

L’ORSA est un dispositif continu qui couvre principalement les activités de la gestion des risques et de la Direction Financière. L’ORSA est organisé autour des processus suivants :

- le calcul trimestriel du besoin en capital (Short Term Economic Capital - STEC) et des ressources financières (Available Financial Resources - AFR);
- les reportings sur le risque de liquidité;
- la planification stratégique et les projections financières;
- le processus appétence pour le risque;
- le processus PAP (Processus d’approbation produit/évaluation de la profitabilité);
- l’analyse et le suivi de scénarios de stress;
- l’évaluation et la revue des risques de réputation, stratégiques, réglementaires et émergents.

La finalité de l’ORSA est d’assurer la résilience de l’Entreprise dans des scénarios extrêmes, et de protéger ainsi les assurés, les collaborateurs et les actionnaires.

Le Groupe a mis en place une politique sur l’évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) pour définir et décrire le cadre et les règles communes afin d’exécuter et de rendre compte du processus ORSA de manière cohérente à travers le Groupe.

**Validation de l’ORSA**

L’ORSA est un processus à usage du Conseil d’administration. Il est de sa responsabilité d’approuver le rapport ORSA, avant que résultats et conclusions soient présentés à l’ACPR. Cette approbation inclut le ratio réglementaire Solvabilité II de fin d’année et projeté, les pratiquesinternes de gestion du risque et de la solvabilité, la prise en considération de l’appétence pour le risque, ainsi que les conclusions sur les actions de gestion des risques matériels non inclus dans le modèle.

Le Comité exécutif est propriétaire du processus ORSA et a un rôle dans la validation du rapport ORSA, ainsi que dans la validation préalable de certains inputs (par exemple, les hypothèses du plan stratégique, l’appétence et la tolérance pour le risque, la matrice des risques, l’évaluation du risque de réputation). Il assure notamment la cohérence du rapport ORSA avec le plan stratégique.

Le Comité exécutif est responsable de la revue qualitative et quantitative des résultats et conclusions de l’ORSA.

Après validation par le Comité exécutif, la Direction de la gestion des risques présente le rapport ORSA au Comité des risques du Conseil d’administration, puis au Conseil d’administration.

Le Comité de gestion des risques (CGR) est le propriétaire opérationnel du processus et du rapport ORSA. C’est le 1er niveau de comité validant l’ensemble du rapport tel que proposé par les Directions financière (DFSJC), gestion des risques, conformité (DDAPC) et communication, et revu par les autres fonctions représentées au Comité de gestion des risques.

Le Directeur de la gestion des risques et le Directeur financier sont responsables des sign-offs qui permettent la certification des résultats du processus ORSA de l’Entreprise, lesquels résultats alimenteront le rapport ORSA Groupe, et plus globalement de l’ensemble des résultats qualitatifs et conclusions de leur responsabilité portés dans le rapport ORSA.

L’objectif du rapport ORSA est de procurer au Conseil d’administration et à la Direction de l’Entreprise une évaluation des points suivants :

- le profil de risque de l’Entreprise ainsi que l’écart entre ce profil de risque et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis calculé au moyen du modèle interne ;

• le besoin global de solvabilité ;
• le respect permanent des exigences de capital de solvabilité requis, ainsi que de celles concernant les provisions techniques prudentielles.
B.4 Système de contrôle interne

B.4.1 OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE

L’Entreprise est exposée à un large éventail de risques comprenant des risques d’assurance, des risques financiers et des risques opérationnels dont le risque de non-conformité.

Afin de gérer ces risques, l’Entreprise a mis en place un système global de contrôle interne visant à s’assurer que les risques importants sont analysés et gérés de manière appropriée et que les états comptables, financiers et réglementaires sont exacts et produits selon les plannings prévus.

Ces dispositifs et procédures comprennent principalement :

- une structure de gouvernance d’entreprise conçue pour assurer une surveillance et une gestion appropriée des activités ainsi qu’une répartition claire des rôles et des responsabilités ;
- une structure de gestion et des mécanismes de contrôle garantissant que les dirigeants ont une vision claire des principaux risques et qu’ils disposent des outils nécessaires à leur analyse et à leur gestion ;
- un contrôle interne de l’information financière et prudentielle, conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à l’exactitude, l’exhaustivité et la pertinence des états financiers ;
- des contrôles et procédures visant à s’assurer que l’encadrement dispose d’informations fiables et complètes, nécessaires à la prise de décision.

Ces mécanismes et procédures, pris dans leur ensemble, constituent un environnement de contrôle interne global que la direction générale juge approprié et adapté à l’activité de l’Entreprise.

Le cadre de contrôle interne a été décliné au niveau de l’Entreprise par des mécanismes et procédures similaires à ceux du Groupe afin de fournir une assurance raisonnable que les objectifs d’efficacité opérationnelle, de reporting financier et de conformité réglementaire de la Société seront atteints.

Le contrôle interne de l’Entreprise s’appuie principalement sur :

- les principes généraux d’exploitation et d’organisation de la Société ;
- les contrôles mis en œuvre au sein de chaque service opérationnel, fonctionnel et financier, qui contribuent à l’efficacité du système de contrôle permanent ;
- les fonctions de contrôle permettant une évaluation indépendante et objective de la sécurité et de la qualité d’exploitation de la Société.

B.4.2 STRUCTURE DE GOUVERNANCE DE L’ENTREPRISE

Normes Groupe

Le Groupe AXA a pris des mesures visant à harmoniser les normes de gouvernance d’entreprise appliquées par ses membres. Cette harmonisation porte notamment sur la composition et la taille du conseil, les critères d’indépendance des administrateurs, les comités du conseil et leurs rôles.

Les normes de gouvernance font partie d’un ensemble plus large de normes applicables à toutes les sociétés membres du Groupe AXA. Ces normes Groupe sont conçues afin que chaque société mette en œuvre des processus de gestion des risques efficaces et des structures de gouvernance appropriées et qu’elle satisfasse aux exigences minimales du Groupe en termes de contrôles. Le Directeur général est ainsi tenu de certifier chaque année que l’Entreprise respecte les normes Groupe.
**Conseil d’administration**

Pour mener à bien ses missions et préparer ses délibérations, le Conseil d’administration est assisté de comités spécialisés. Si chacun des comités du Conseil a un rôle important au regard de l’environnement global de contrôle interne du Groupe, les Comités d’audit et des risques tiennent une place prépondérante dans l’examen des sujets relatifs au contrôle interne et aux risques afférents aux activités.

Ces comités assurent le suivi des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. Leur rôle, responsabilités et activités principales sont détaillés en sections B.1 et B.3 ci-avant.

**Direction générale**

La Direction générale a mis en place différentes instances et des reportings visant à anticiper les défaillances et à réagir en cas de dysfonctionnement avéré. Cet environnement de contrôle est en particulier matérialisé par :

- l’organisation de différents comités à tous les niveaux de la hiérarchie permettant de valider l’ensemble des processus et leurs changements ;
- la mise en place de structures permettant d’évaluer les risques ;
- la mise en place de procédures de contrôles et de pilotage.

La structure de pilotage ainsi que les différents contrôles en place permettent de s’assurer que les activités de l’Entreprise sont menées prudemment, dans le respect de la stratégie définie et de la réglementation.

Afin de s’assurer que le respect des réglementations applicables est pris en compte au sein des opérations, le Directeur général a mis en place une chaîne de délégations de pouvoirs emportant transfert de responsabilité.

**Comités de contrôle interne**

Le pilotage du dispositif de contrôle interne est assuré depuis janvier 2017, par la Direction du contrôle interne rattachée au Secrétaire général d’AXA France.

Deux instances de gouvernance sont dédiées au suivi de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne :

- le Comité stratégique de contrôle interne, en charge du suivi de l’avancement du déploiement du dispositif de contrôle interne et de la synthèse du contrôle permanent (planification des travaux, présentation des résultats…) ;
- le Comité de coordination du contrôle interne (CCI), en charge de la gestion des biens communs du contrôle interne : moyens, méthodologie, organisation, outillage, formation…

**B.4.3 Structure de management et de contrôle**

Le Conseil d’administration veille à la mise en œuvre, au maintien et à l’amélioration continue du cadre de contrôle interne par la Direction générale, afin d’atteindre les objectifs de l’Entreprise, tout en gérant les risques qui peuvent affecter les processus clés de l’Entreprise.

Ce cadre doit permettre de systématiquement mesurer, gérer et maîtriser les risques auxquels l’Entreprise pourrait être confrontée.

Dans ce but, un cadre de contrôle à trois lignes de défense a été conçu et les frontières entre elles clairement définies.
**Première ligne de défense**

La première ligne de défense est composée des entités opérationnelles, confrontées à la gestion quotidienne des risques et à la prise de décisions. Elles ont la responsabilité d’établir et de maintenir un environnement de contrôle efficace pour gérer les risques inhérents aux produits, services et activités de l’Entreprise.

Le rôle de la première ligne de défense est de concevoir, mettre en œuvre, maintenir, surveiller, évaluer et rendre compte du système de contrôle interne de l’organisation conformément à la politique de contrôle interne approuvée par le conseil d’administration.

Chaque personne au sein de l’organisation – les dirigeants tout comme les autres employés – est responsable de la bonne compréhension et de la bonne exécution de la gestion des risques et du contrôle interne relatif à son périmètre d’activités et de responsabilités.

Les contrôles effectués par la première ligne de défense comprennent notamment :

**CONTRÔLE DES RISQUES FINANCIERS**

Les investissements de l’Entreprise sont réalisés dans le cadre d’une chaîne de décision formelle et continue au sein de la Direction financière d’AXA France. Ce processus vise notamment à respecter le principe de séparation des tâches et est organisé autour :

- de la Direction de gestion des risques d’AXA France qui décline les limites fixées par le Comité exécutif en termes d’appétence pour le risque, par la définition de limites de risque par classe d’actif et de contraintes de diversification des risques de contrepartie ;
- de la Direction gestion actif-passif logée au sein de la Direction des investissements d’AXA France qui définit les allocations stratégiques entre les différentes classes d’actifs et, le cas échéant, les stratégies de couverture de taux de long terme ;
- de la Direction des investissements et allocation logée au sein de la Direction des investissements d’AXA France qui établit et suit, sur la base des allocations stratégiques approuvées par le Comité ALM, les mandats de gestion signés avec les gestionnaires d’actifs ;
- des gestionnaires d’actifs qui effectuent les opérations sur les marchés financiers dans le respect de leur mandat.

Les travaux permettant la définition des allocations stratégiques d’actifs s’appuient sur la modélisation des actifs, des passifs, et de leurs interactions, dans le cadre de projections stochastiques.

Le dispositif de contrôle et d’atténuation des risques financiers est décrit dans les parties C.2, C.3 et C.4 du présent rapport.

**CONTRÔLE DES RISQUES TECHNIQUES LIÉS AUX ENGAGEMENTS D’ASSURANCE**

Le contrôle des risques d’engagements (procédure de lancement de produits, analyse de l’exposition, réassurance) est détaillé dans la partie C.1 Risque de souscription.

**CONTRÔLE DES RISQUES OPÉRATIONNELS**

L’Entreprise a mis en place des processus de contrôles des risques liés à son activité. Les autres contrôles opérationnels font l’objet de procédures spécifiques adaptées aux différents aspects de risques et détaillés dans la partie C.5 Risques opérationnels. Ils comprennent notamment :

- le processus de collecte des incidents ;
- le dispositif relatif au traitement des réclamations clients ;
- le contrôle des prestataires et fournisseurs ;
- le contrôle des distributeurs et des opérations de gestion ;
- le contrôle des risques opérationnels liés à l’informatique ;
• le contrôle de la conformité des opérations.

**CONTRÔLE DE LA FIABILITÉ DES COMPTES, DU REPORTING FINANCIER ET PRUDENTIEL**

La Direction comptable est en charge, en coordination avec ses différents contributeurs, de produire un ensemble de reportings comptables, financiers et prudentiels destinés à différents publics :

• les comptes sociaux, destinés aux actionnaires ;
• la contribution IFRS aux comptes consolidés du Groupe AXA dont elle est membre ;
• le reporting prudentiel destiné au public, dont le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière, et aux régulateurs.

Ses contributeurs incluent, selon les périmètres, les directions techniques, les directions de marché ou encore la direction de la gestion des risques.

Elle définit et met en œuvre pour se faire une gouvernance, des procédures et des contrôles garantissant la production de données et reportings fiables, sincères et conformes à la réglementation et aux normes du Groupe AXA.


Les informations produites suivent une chaîne de revue et d’approbation impliquant :

• pour les comptes sociaux, le Directeur financier, le Comité d’audit et le Conseil d’administration ;
• pour la contribution IFRS aux comptes consolidés du Groupe AXA et son rapport financier annuel, le Directeur financier par la remise d’un certificat (« CFO sign-off certificate ») et d’un rapport de gestion sur le programme IFC (IFC Management Report) ;
• pour l’information prudentielle, le Directeur financier et le Directeur de la gestion des risques, le Comité des risques et le Conseil d’administration.

**Deuxième ligne de défense**

La deuxième ligne de défense assure un contrôle de second niveau, indépendant des activités opérationnelles. Elle est responsable de l’élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du dispositif de surveillance et de maîtrise des risques.

Elle est incarnée par les acteurs centraux du contrôle permanent, qui eux-mêmes peuvent s’appuyer sur des correspondants localisés dans les entités et directions opérationnelles (acteurs locaux), et qui comprennent :

• la Direction de la sûreté (lutte contre la fraude interne) et ses correspondants sûreté-déontologie ;
• la Direction de la déontologie, des affaires publiques et de la conformité (DDAPC), son réseau de correspondants et déclarants TRACFIN (lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme) et le réseau des correspondants risques opérationnels et conformité (risques de non-conformité) partagé avec la direction des risques ;
• la Direction du contrôle interne ;
• le Département Project Manager Officer IFC de la Direction comptable et son réseau de correspondants ;
• la Direction de gestion des risques, dont les missions sont détaillées dans le paragraphe B.3 Système de gestion des risques et évaluation interne des risques et de la solvabilité, et le réseau des correspondants risques opérationnels et conformité ;
• la Direction sécurité des systèmes d’information.

Les acteurs centraux de seconde ont la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre d’un dispositif de contrôle dit de 2nde ligne sur leur périmètre de responsabilité respectif, visant à s’assurer que les activités de contrôle de 1ère ligne sont correctement conçues et réalisées efficacement.
L’exécution des contrôles afférents peut être prise en charge de manière opérationnelle par la Direction du Contrôle Interne.

**DIRECTION DE LA SÛRETÉ**

Les principales missions de la direction de la sûreté sont les suivantes :

- prévenir et traiter les incidents internes ou externes de nature intentionnelle, frauduleuse ou critique, mettant en risque l’Entreprise ou ses mandataires ;
- coordonner, avec les entités, le traitement des affaires sensibles pouvant atteindre l’image de l’Entreprise et constituer un risque financier.

La Direction de la sûreté gère de manière globale et permanente le dispositif de gestion de crise nationale ainsi que le plan de continuité des activités (PCA) d’AXA France. Cette structure de gouvernance couvre l’ensemble des crises y compris pour le risque de non-continuité d’activité.

**DIRECTION DE LA DÉONTOLOGIE, DES AFFAIRES PUBLIQUES ET DE LA CONFORMITÉ**

La Direction de la déontologie, des affaires publiques et de la conformité est chargée d’identifier les principaux risques réglementaires et de conformité auxquels l’Entreprise est exposée. Elle fournit des conseils et des expertises sur des questions réglementaires importantes de l’Entreprise. Elle apporte son soutien et son expertise aux divers services de la Société pour évaluer les situations, analyser les risques et contribuer à la conception de solutions qui atténuent ces risques.

**Fonction conformité**

La fonction conformité est portée par le Chief Compliance Officer (CCO), lequel est le responsable de la Direction de la déontologie, des affaires publiques et de la conformité. Elle est chargée de conseiller la Direction et le Conseil d’administration de l’entité sur le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives applicables conformément à la directive Solvabilité II et aux autres lois et réglementations locales et sur l’impact des changements de l’environnement juridique et réglementaire applicable aux activités de la Société. La fonction fournit l’expertise, les conseils et le soutien aux différents services de la Société pour évaluer les situations et les questions de conformité, analyser le risque de conformité et contribuer à la conception de solutions pour atténuer les risques auxquels elle est exposée.

La fonction de conformité gère les questions liées à la conformité, notamment : (i) des rapports réguliers sur les questions importantes de conformité et de réglementation à la direction et aux régulateurs, (ii) la criminalité financière (lutte contre la corruption, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), (iii) le code de déontologie professionnelle d’AXA France et le code de conduite et (iv) le suivi des risques liés à la conformité et à la réglementation.

La fonction conformité effectue une évaluation annuelle du risque de conformité pour identifier les risques de conformité les plus importants auxquels l’Entreprise est exposée. Un plan annuel de conformité tenant compte, notamment de cette évaluation est élaboré pour l’année suivante.

La fonction conformité a adapté les exigences du Groupe (formalisées dans les standards Groupe – GSH– et dans standards de la famille professionnelle Conformité –PFPM Conformité–) et a élaboré une politique locale en conformité avec les lois et règlements applicables en France, pays dans lequel la Société opère et exerce ses activités. La politique de conformité de l’Entreprise a été approuvée par le comité des risques opérationnels et conformité, le comité exécutif et le conseil d’administration le 13 avril 2017. Conformément à l’article R 354-1 du Code des assurances, cette politique est réexaminée au moins une fois par an par la Direction de la déontologie, des affaires publiques et de la conformité et ses mises à jour sont soumises à l’approbation préalable du Comité des risques opérationnels et conformité. Elle est adaptée pour tenir compte de tout changement important la concernant.

La fonction conformité présente, pour validation, au moins une fois par an, au Comité exécutif le plan d’action conformité ainsi que les modifications majeures apportées à la réglementation et qui ont des répercussions sur la conformité. Par ailleurs, chaque année une audition de la fonction conformité à lieu devant le Conseil d’administration. Dans le cadre du Comité des risques opérationnels et
conformité qui se tient trimestriellement, la fonction conformité informe et effectue des présentations sur les principaux changements réglementaires ayant un impact de conformité et fait des points sur les cartographies des risques et incidents.

**DIRECTION DU CONTRÔLE INTERNE**

La Direction du contrôle interne (DCI), créée le 1er janvier 2017, est chargée de développer et piloter le cadre et la stratégie du contrôle interne, de mettre en œuvre des contrôles de seconde ligne en couverture des risques opérationnels et de non-conformité. Elle est également l'interlocuteur des organes exécutifs et de gouvernance, ainsi que du régulateur, sur les questions de contrôle interne/contrôle permanent, pour lesquelles elle produit les reportings consolidés associés. Enfin, la DCI est responsable de l'évaluation régulière du dispositif de contrôle interne de 1ère ligne.

La DCI est organisée en 2 pôles : « Animation et coordination du dispositif de contrôle interne, et relations ACPR » et « Contrôles de 2ème Ligne ».

Une politique du contrôle interne décrit le dispositif de contrôle interne, et notamment (i) le cadre général et les principes fondamentaux, (ii) le périmètre applicable, (iii) l'organisation, les acteurs du dispositif, leurs rôles et responsabilités et (iv) la gouvernance et les modalités de reporting du contrôle permanent. Cette politique a été validée par le Comité exécutif puis par le Conseil d'administration du 13 avril 2017.

**DIRECTION DE LA GESTION DES RISQUES**

La Direction de la gestion des risques supervise la stratégie de contrôle dont l'objectif est l'atténuation des risques.

La Direction du contrôle interne établit le plan et le référentiel des contrôles de seconde ligne. Elle opère les contrôles de seconde ligne et vérifie pour cela l'efficacité du dispositif des contrôles de 1ère ligne (exhaustivité, l'exactitude et la pertinence de chaque contrôle de 1ère ligne) au travers de la conception de ses plans de contrôle et de leur bonne exécution. Le RM est responsable de l'adéquation des contrôles de seconde ligne et vérifie l'exhaustivité, l'exactitude et la pertinence de ceux-ci.

**PROJECT MANAGER OFFICER IFC (INTERNAL FINANCIAL CONTROL)**

L'équipe Project Manager Officer IFC est en charge de la mise en œuvre des programmes IFC définis par le Groupe.

Ces programmes couvrent :

- d'une part la contribution de l'Entreprise dans l'établissement des états financiers consolidés du Groupe AXA (le contrôle interne sur le reporting financier d'AXA ou « Internal Control Over Financial Reporting ») ;
- et d'autre part l'établissement du bilan prudentiel, le calcul de capital de solvabilité, la vérification de la mise en œuvre de la gouvernance liée à Solvabilité II (changement de modèle, test relatif à l'utilisation du modèle, qualité des données) et enfin la revue du contenu du rapport d'évaluation interne des risques et de la solvabilité.


Conformément au standard IFC du Groupe, l'Entreprise documente les principaux processus et contrôles qui permettent de réduire à un niveau acceptable les risques d'erreurs significatives ou de fraudes dans les états financiers consolidés IFRS ou dans le bilan prudentiel et le calcul de solvabilité requis et teste la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles selon des plans de tests.
Ces tests s’inscrivent dans un processus d’amélioration continue du contrôle interne. Les axes d’amélioration sont identifiés par des plans de tests spécifiques au regard des risques couverts. Ces processus permettent de remédier aux éventuelles déficiences de contrôle identifiées et de maintenir des standards de contrôle interne élevés au sein de l’Entreprise.

À la fin de chaque année, l’Entreprise est tenue de procéder à l’évaluation de ses programmes dans le cadre d’une procédure de certification interne. Cette procédure requiert la validation formelle des responsables de processus et la rédaction d’un rapport concluant sur l’efficacité du dispositif. Le rapport portant sur le contrôle interne sur le reporting financier de l’Entreprise est émis par le directeur financier, tandis que le rapport sur l’établissement du bilan prudentiel et le calcul de solvabilité requis est émis conjointement par le directeur financier et le directeur de la gestion des risques.

**DÉPARTEMENT SÉCURITÉ DU SYSTÈME D’INFORMATION**

Le Département sécurité du système d’information est en charge :

- de la conformité du système d’information, notamment au regard de la réglementation de la Commission nationale de l’informatique et des libertés (CNIL) ;
- de la maîtrise des risques liés au système d’information : définition de la politique de sécurité des systèmes d’informations, définition des moyens de mise en place et de contrôle, analyse de risques, expertise en architecture de sécurité, maîtrise d’ouvrage sécurité, support aux projets ;
- du traitement des incidents de sécurité ;
- de la sécurité opérationnelle (gestion des habilitations).

**Troisième ligne de défense**

La troisième ligne de défense fournit une assurance indépendante sur l’efficacité du système de contrôle interne. Elle est incarnée par l’audit interne qui a pour objectif d’aider le Conseil d’administration et les équipes dirigeantes à protéger les actifs, la réputation et la pérennité de l’entité en fournissant un avis indépendant et objectif, permettant de créer de la valeur et d’améliorer le fonctionnement des opérations (se référer à la section B5 ci-dessous).
B.5 Fonction d’audit interne


L’audit interne d’AXA France a pour objectif d’aider le Conseil d’administration et les équipes dirigeantes à protéger les actifs, la réputation et la pérennité de l’entité en fournissant un avis indépendant et objectif, permettant de créer de la valeur et d’améliorer le fonctionnement des opérations. Il aide l’entité, par une approche structurée et systématique, à réaliser ses objectifs :
- en évaluant l’efficacité de la gouvernance et des processus de gestion des risques et de contrôle ;
- en challengeant les équipes dirigeantes.

Le Comité d’audit approuve une charte qui documente la mission, l’indépendance, le périmètre couvert, les responsabilités et les standards de l’audit interne de l’Entreprise.

Le responsable de l’audit interne d’AXA France a un accès direct et une ligne de reporting indéfectible au Président de son Comité d’audit. L’audit interne d’AXA France rend compte fonctionnellement au Directeur Groupe AXA de l’audit interne, qui lui-même rend compte directement au Président du Comité d’audit Groupe AXA.

L’audit interne d’AXA France détermine annuellement un plan d’audit interne sur la base d’une évaluation des risques inhérents et de la pertinence des contrôles. Le plan est formellement approuvé par le Comité d’audit auprès duquel un suivi formel de sa réalisation est fait régulièrement. Sur une période de cinq ans, toutes les catégories de l’univers d’audit applicables pour l’entité doivent être auditées. Toute exception identifiée doit être notifiée au Comité d’audit pour ratification.

À la conclusion de chaque revue, un rapport d’audit est adressé au management concerné. Les résultats des audits ainsi que le statut et le niveau de résolution des points soulevés sont présentés régulièrement au Comité d’audit et à la direction de l’entité.

Le Comité d’audit est composé de quatre administrateurs indépendants ayant une expérience financière reconnue. Son fonctionnement est régé par une charte validée par le Conseil d’administration et conforme à la charte du Groupe AXA pour les Comités d’audit.
B.6 Fonction actuarielle

La directive Solvabilité II exige la mise en place d’une fonction actuarielle efficace afin de :

- coordonner le calcul des provisions techniques ;
- garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques ;
- apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques ;
- comparer les meilleures estimations aux observations empiriques ;
- informer l’organe d’administration, de gestion ou de contrôle de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques ;
- superviser le calcul des provisions techniques ;
- émettre un avis sur la politique globale de souscription ;
- émettre un avis sur l’adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, en particulier pour ce qui concerne la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital.

La fonction actuarielle prépare un rapport actuaire afin d’informer le Comité des risques et le Conseil d’administration de ses conclusions sur la fiabilité et le caractère adéquat du calcul des provisions techniques, sur la politique globale de souscription et sur l’adéquation des dispositions prises en matière de réassurance. Ce rapport présente également une revue des activités entreprises par la fonction actuarielle dans chacun de ses domaines de responsabilité durant la période.

B.7 Sous-traitance

La sous-traitance est définie comme tout accord de prestations entre une entité juridique (l’Entreprise) et un tiers en vertu duquel celui-ci exécute une procédure, un service ou une activité pour le compte d’AXA France.

Le cadre réglementaire de l’assurance en Europe, et notamment la directive Solvabilité II, pose un certain nombre d’obligations aux assureurs en matière de recours à la sous-traitance, notamment :

- tout établissement reste responsable de l’activité qu’il confie en sous-traitance et de son contrôle ;
- la sous-traitance ne peut pas entraver le contrôle des régulateurs ;
- les assureurs doivent démontrer que leurs activités sous-traitées restent sous leur contrôle ;
- informer préalablement et en temps utile les autorités de contrôle de leur intention de sous-traiter des activités ou des fonctions importantes ou critiques, ainsi que de toute évolution importante ultérieure concernant ces fonctions ou ces activités ;
- et encadrer leurs pratiques par une politique de sous-traitance formalisée.

Sur la base d’une auto-évaluation menée en fin de l’exercice 2017, les activités sous-traitées par l’Entreprise les plus importantes se rapportent à :

- des prestations de maintenance informatique, essentiellement auprès de sociétés rattachées au groupe AXA, principalement en France mais aussi au Maroc, en Tunisie, au Vietnam ;
- des services de gestion des contrats et des sinistres, essentiellement auprès de sociétés rattachées au Groupe AXA, principalement en France mais aussi en Espagne, à l’Ile Maurice et en Roumanie ;
- des services de prestations comptables auprès de sociétés rattachées au Groupe AXA, en France et en Inde ;
- des services de gestion d’actifs auprès d’AXA Investment Managers et Alliance Bernstein, principalement en France mais aussi au Royaume-Uni et aux États-Unis ;
- des services de centres de données essentiellement auprès de sociétés extérieures au Groupe AXA, principalement en France mais aussi en Allemagne et au Royaume-Uni.

B.8 Autres informations

Néant.
C PROFIL DE RISQUE

C.0.1 INTRODUCTION
Cette section décrit les principaux risques auxquels l’Entreprise est exposée dans le cadre de ses activités. L’Entreprise propose une large gamme de produits qui couvre toutes les activités de l’assurance IARD sur les segments des particuliers, des professionnels et des entreprises. L’assurance dommages comprend l’assurance de biens personnels (voitures, habitations) et de responsabilité (personnelle ou professionnelle).

En tant qu’assureur, le cycle de production de l’Entreprise est inversé : les primes précèdent le paiement des prestations. L’Entreprise collecte les primes de ses assurés et les investit. En mutualisant les risques, le secteur des assurances organise la solidarité entre les assurés et les protège à un coût raisonnable. L’évaluation des risques est un élément clé qui permet à l’assureur d’évaluer correctement son risque (tarification de la prime), de le regrouper et d’optimiser ses propres coûts d’exploitation et d’administration.

L’expertise de l’Entreprise réside dans sa capacité à évaluer, mutualiser ou transférer des risques individuels ou commerciaux. Dans ce contexte, l’Entreprise a développé des outils cohérents et complets pour mesurer et contrôler ses principaux risques, comme détaillé dans les sections ci-dessous.

C.0.2 SITUATION DE CAPITAL DE SOLVABILITÉ II ET MODÈLE INTERNE

Capital de solvabilité requis sous Solvabilité II

Le régime Solvabilité II introduit une exigence de capital fondée sur le risque qui peut être évaluée à l’aide d’un modèle interne ou d’une formule standard.

Le modèle de capital économique du Groupe AXA, qui constitue la base du modèle interne de solvabilité du Groupe, vise à couvrir tous les risques matériels et quantifiables auxquels l’entité est exposée. Le modèle interne vise à offrir un outil efficace et concret de contrôle et de mesure de l’exposition à la plupart des risques, en accord avec le cadre de Solvabilité II.

Le modèle interne est fondé sur une définition commune des risques utilisée de manière uniforme au sein du Groupe. Il vise à s’assurer que la cartographie des risques de la Société est exhaustive et est suivie de manière uniforme dans l’ensemble de la Société et que des procédures et des rapports efficaces sont en place afin que les rôles et les responsabilités soient alloués pour identifier, mesurer, surveiller et gérer les principaux risques.

La grille de risque du Groupe identifie tous les risques significatifs auxquels se trouvent exposées les activités d’assurance de la Société. La structure de modèle interne a pour objectif d’absorber tous les risques significatifs auxquels la compagnie se trouve exposée, de l’évaluation des risques conduite au niveau des sous-catégories de risques jusqu’à l’agrégation d’ensemble des catégories de risques.

7 La grille de risque du Groupe identifie tous les risques applicables aux activités d’AXA. Les catégories de risque sont également subdivisées en sous-risques. L’évaluation des risques est effectuée au niveau sous-risque. La grille des risques est régulièrement revue et validée au niveau du Groupe.
Les méthodologies sous-jacentes ainsi que les hypothèses utilisées dans le modèle de capital économique sont régulièrement révisées afin de s’assurer qu’elles reflètent correctement le profil de risque de l’Entreprise et que de nouvelles méthodes sont développées et intégrées de manière régulière (en conformité avec la politique du Groupe en matière de modification du modèle interne).

Le capital de solvabilité requis, calculé sur la base du modèle interne correspond à la valeur en risque (« Value at Risk ») des fonds propres avec un niveau de confiance de 99,5 % à l’horizon d’un an. En d’autres termes, l’exigence de capital de solvabilité (SCR) est le capital nécessaire pour soutenir un choc bicentenaire. Il s’efforce d’inclure tous les risques quantifiables (marché, crédit, assurance et opérationnel) et reflète le profil unique et diversifié d’AXA.

Outre les risques donnant lieu à un capital de solvabilité requis par le biais des calculs établis dans le cadre de son modèle interne, AXA prend également en compte le risque de liquidité, le risque de réputation, le risque stratégique, les risques réglementaires ainsi que les risques émergents.

Le tableau ci-dessous détaille l’exigence de capital de solvabilité au niveau de l’Entreprise et par catégorie de risque.

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d’euros)</th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Marché</td>
<td>1 520</td>
<td>1 271</td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit</td>
<td>256</td>
<td>282</td>
</tr>
<tr>
<td>Assurance Vie</td>
<td>110</td>
<td>109</td>
</tr>
<tr>
<td>Assurance IARD</td>
<td>2 114</td>
<td>2 156</td>
</tr>
<tr>
<td>Risque opérationnel</td>
<td>194</td>
<td>148</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Somme</strong></td>
<td>4 194</td>
<td>3 966</td>
</tr>
<tr>
<td>Diversification</td>
<td>– 1 043</td>
<td>– 983</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>SCR avant impôt</strong></td>
<td>3 152</td>
<td>2 983</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôt</td>
<td>– 281</td>
<td>– 264</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>SCR après impôt</strong></td>
<td>2 871</td>
<td>2 719</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Capital cible et sensibilité au risque**

Dans le cadre du régime Solvabilité II, l’Entreprise est tenue de détenir des fonds propres éligibles qui couvrent son capital de solvabilité requis afin d’absorber des pertes importantes et de se conformer aux exigences réglementaires. Le capital de solvabilité requis de l’Entreprise est calibré de manière à garantir que tous les risques quantifiables auxquels l’Entreprise est exposée sont pris en compte.⁸

Dans des conditions normales, l’Entreprise devrait maintenir un ratio de Solvabilité II supérieur à 100 %, ce qui permettrait à l’Entreprise d’avoir suffisamment de fonds propres éligibles pour supporter un choc bicentenaire.

---

⁸ Afin d’assurer la robustesse du modèle de capital économique, des tests de contraintes inverses sont effectués au niveau de la société. Les scénarios de contraintes inverses présentent des combinaisons d’événements liés au marché, au crédit, à la vie, à l’assurance de dommages et à l’exploitation (qui se produisent simultanément), ce qui entraînerait une perte équivalente au capital de solvabilité requis. Ces scénarios consistent en un back-testing pour la précision des coefficients de corrélation. En effet, l’exécution de tels scénarios permet de mettre en évidence les effets potentiels croisés et non linéaires et donc d’ajuster les corrélations pour tenir compte de ces impacts. Il en résulte des coefficients de corrélation conservateurs. Ces stress tests sont complétés par des scénarios de stress transversal qui mettent en lumière les mesures appropriées qui peuvent être prises afin d’aménager leurs effets dans les scénarios de stress y compris, le cas échéant, l’activation de la gouvernance de gestion de crise de la Société.
En outre, afin d’assurer un niveau de confort supérieur à un ratio de Solvabilité II de 100 %, l’Entreprise surveille sa capacité à absorber les éventuels chocs financiers ou techniques graves. Dans ce contexte, l’Entreprise évalue la sensibilité de son ratio de Solvabilité II aux chocs financiers sur les spreads des obligations d’entreprises, sur les taux d’intérêt et sur les actions (comme indiqué dans le tableau ci-dessous). Ces analyses de sensibilité ne tiennent pas compte des mesures de gestion préventive que la direction pourrait prendre pour atténuer les effets des chocs définis, mais permettent d’assurer, dans le cadre de l’appétence pour le risque, que la direction exécutive locale examine et approuve le risque porté par la Société, comprend les conséquences et l’évolution défavorable de ces risques, et a des plans d’action qui peuvent être mis en œuvre en cas d’évolution défavorable.

Il convient également de mentionner que l’Entreprise est une filiale du Groupe AXA qui, dans le cadre du régime de Solvabilité II, a défini un cadre de gestion du capital clair avec 170-230 % d’objectif cible du ratio Solvabilité II pour le Groupe. L’exigence de capital de solvabilité consolidée du Groupe AXA tient compte de la diversification globale des risques qui existe dans l’ensemble de ses entreprises d’assurance et de réassurance, reflétant correctement l’exposition au risque du Groupe AXA. Le Groupe AXA effectue également des analyses de sensibilité régulières de son ratio de Solvabilité II sur les risques et événements importants, démontrant que son ratio de solvabilité est résistant à une large gamme de chocs (similaires aux événements majeurs observés tels que crise financière 2008/2009, crise financière de 2011, tempête Lothar & Martin).

### Sensibilités du ratio réglementaire de Solvabilité II aux chocs financiers sur les actions, les taux d’intérêt et les spreads d’entreprise

<table>
<thead>
<tr>
<th>Indicateurs</th>
<th>Ratio Solvabilité II</th>
<th>Variation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Actions</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Down (− 25 %)</td>
<td>154%</td>
<td>− 5 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>Up (+ 25 %)</td>
<td>167%</td>
<td>+ 8 pts</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Taux d’intérêt</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Down (− 50 bps)</td>
<td>162%</td>
<td>+2 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>Up (+ 50 bps)</td>
<td>156%</td>
<td>− 3 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>Corporate Spread (+ 75 bps)</td>
<td>145%</td>
<td>− 15 pts</td>
</tr>
</tbody>
</table>
C.1 Risque de souscription

C.1.1 Exposition au risque d’assurance

L’Entreprise gère ses risques techniques liés à la souscription, à la tarification et à l’estimation des provisions techniques. Elle met en œuvre les actions appropriées aux éventuels changements dans les cycles d’assurance et aux évolutions économiques, politiques et sociétales sur les marchés où elle opère.

Dans le cadre de l’activité réalisée, telle que décrite à la section A.1 (et au début de la section C) du présent rapport, l’Entreprise est exposée aux principaux risques ci-dessous.

- Les risques d’assurance IARD
  - Le risque de réserve issu de l’incertitude du niveau des réserves. Par exemple, le niveau absolu de provisions pour sinistres à payer (PSAP) serait inadéquat car les paiements futurs seraient plus importants que prévu.
  - Le risque de prime concernant les polices à souscrire sur l’année à venir et les risques en cours non expirés. Il provient de la déviation par rapport aux prévisions des événements assurés, en fréquence et en sévérité (tarif inadéquat, sinistralité plus importante qu’attendue, incertitude sur les frais...).
  - Le risque de catastrophe (Cat) provenant des événements extrêmes ou irréguliers qui peuvent survenir dans l’année. Ces événements sont :
    - soit d’origine naturelle tels que les événements climatiques (tempêtes, ouragans, grêle, gel...), les inondations ou les tremblements de terre,
    - soit d’origine humaine (conflagration, acte de terrorisme...). On les appelle alors « Cat Man Made ».

- Les risques d’assurance vie :
  - le risque vie de l’Entreprise concerne uniquement les rentes en cours de service provenant des sinistres sur les contrats IARD (auto et responsabilité civile). Les risques techniques concernés sont les risques suivants :
    - longévité : risque que l’accroissement de la longévité soit sous-estimé pour le portefeuille exposé ;
    - frais : risque que le niveau des frais de gestion soit sous-estimé ;
    - révision : risque de réouverture du dossier de rente avec mise à jour de l’arrérage.

L’exposition globale de l’Entreprise aux risques de souscription est couverte par la mesure de capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Situation de capital de Solvabilité II et modèle interne ». Les analyses de sensibilité de son ratio de Solvabilité II aux événements significatifs sont détaillées dans la section ci-dessus « Capital cible et sensibilité au risque ».

C.1.2 Contrôle et atténuation du risque

Pour plus d’informations sur le contrôle interne et la gestion des risques se référer aux sections B.3 et B.4 du présent rapport.

En outre la stratégie d’investissement du Groupe et de l’Entreprise, régie par la gestion actif-passif, a pour objectif de garantir que le Groupe et l’Entreprise puissent répondre à leurs engagements et leurs obligations envers les assurés à tout moment et de protéger la solvabilité de l’Entreprise (se référer à la section C.2 « Gouvernance de la stratégie d’investissement et de la gestion actif-passif »).

Les risques d’assurance sont suivis au travers de quatre processus majeurs définis par le Groupe AXA et mis en œuvre conjointement par les équipes centrales et celles de l’Entreprise :

- contrôle des risques sur les nouveaux produits complétant les règles de souscription et les analyses de profitabilité ;
• optimisation des stratégies de réassurance afin de limiter les pertes pour l’Entreprise et protéger sa solvabilité en réduisant la volatilité du risque. Cette optimisation passe par la prise en compte des bénéfices de mutualisation dans la stratégie de pooling de réassurance du Groupe AXA ;
• revue des provisions techniques ;
• veille sur les risques émergents ;
• 2\textsuperscript{nde} opinion sur le plan stratégique.

**Approbation des produits**

La Direction de la gestion des risques au niveau du Groupe a défini un ensemble de procédures pour approuver le lancement des nouveaux produits. Ces procédures ont été déclinées et adaptées à AXA France et elles sont formalisées dans la politique PAP (processus d’approbation des produits - Product Approval Process) d’AXA France IARD. La Direction de la gestion des risques rédige cette politique et la fait valider en comité de gestion des risques.

Cet environnement de validation repose notamment sur les résultats du calcul du modèle interne et garantit que tous les produits passent par un processus d’approbation approfondi avant leur mise sur le marché.

Les méthodes sont adaptées au type de risques souscrits avec un principe de décision uniquement en local. Le processus de décision est basé sur une documentation du processus d’approbation et sur les sorties du modèle de calcul du capital économique. L’objectif est double :

• avant le lancement du produit, l’objectif est de s’assurer que tous les nouveaux risques souscrits ont été analysés avant d’être proposés aux clients ;
• après le lancement, l’objectif est de vérifier que le produit répond toujours aux exigences de la Société et du Groupe tant au niveau de la rentabilité qu’au niveau du contrôle des risques.

Le processus d’approbation des produits complète les règles de souscription en s’assurant qu’aucun risque n’est pris en dehors des niveaux de tolérance définis et que la tarification est adéquate pour créer suffisamment de valeur.

**Analyse des expositions**

Pour les activités assurantielles, la Direction de la gestion des risques du Groupe a développé et déployé des modèles et indicateurs pour mesurer les risques de manière homogène à travers le Groupe AXA. Ceci permet à l’Entreprise de vérifier que ses expositions restent dans les limites du cadre de tolérance aux risques. Ces outils contribuent également à piloter efficacement les risques majeurs (tels que la déviation de la fréquence des sinistres, la sévérité des sinistres, la réassurance, la cohérence de la tarification et les catastrophes naturelles).

L’Entreprise suit de manière régulière son exposition à ces risques et utilise les résultats de ces travaux afin d’optimiser ses gammes de produits et ses couvertures de réassurance. Cela concerne notamment :

• les expositions Dommage ;
• les expositions Cyber Risk ;
• les expositions RC.

Des études sur le risques de concentration sont effectuées pour s’assurer qu’aucun événement unique (i.e. tempête, tremblement de terre, ouragan, attaque virale) n’impacte la compagnie au-delà de son niveau de tolérance au risque.
Réassurance

La politique de réassurance de l’Entreprise vise la maîtrise, parmi les risques d’assurance, du risque de sinistralité, et notamment du risque de sinistralité de pointe, défini comme le risque de perte en raison de l’occurrence d’un ou plusieurs évènements de faible probabilité et de forte intensité.

Cette politique est cohérente avec le cadre et les limites de l’appétence pour le risque. Elle s’inscrit dans le cadre des standards édictés par le Groupe.

GOUVERNANCE DE LA RÉASSURANCE

La politique de réassurance est définie et contrôlée en liaison avec les entités opérationnelles de l’Entreprise. La Direction de la gestion des risques donne son avis sur cette politique et la fait valider en Comité de gestion des risques.

AXA Global Re, filiale du Groupe, est responsable de la mise en œuvre et du placement opérationnel des traités des entités IARD d’AXA dans le monde, ceci afin de bénéficier des conditions de marché les meilleures.

AXA Global Re est le réassureur principal auquel l’Entreprise cède ses risques. Il rétrocède tout ou partie des risques ainsi acceptés auprès du marché de la réassurance.

Nature de la protection de réassurance

Ces couvertures sont adaptées à la nature des risques couverts :
- les risques individuels sont généralement couverts par des traités de réassurance en excédent de sinistre par risque, couvrant chaque sinistre individuellement au-delà d’un certain montant ;
- les risques évènementiels sont couverts par des traités en excédent de sinistre par évènement, couvrant au-delà d’un certain montant le cumul des sinistres ayant pour origine la même cause.

Placement et gestion du risque de contrepartie

Les traités de réassurance sont conclus entre l’Entreprise et AXA Global Re et les conventions de rétrocessions le sont entre AXA Global Re et les rétrocessionnaires (réassureurs externes).

AXA Global Re est le réassureur de premier rang des risques de l’Entreprise. À ce titre, la majeure partie du risque de contrepartie sur les traités traditionnels est portée depuis le 1er décembre 2000 par cette filiale.

Le fait qu’elle supporte la majeure partie des risques de contrepartie des entités IARD du Groupe lui permet d’avoir une vision globale du risque de défaut des réassureurs participant aux traités de l’Entreprise.

Un Comité de sécurité établit à l’échelle du Groupe, en fonction de la sécurité financière des réassureurs, la liste de ceux auxquels les entités peuvent céder du risque, et dans quelles limites.

Utilisation du modèle interne dans le cadre de la réassurance

Le processus de prise de décision en réassurance repose en partie sur des mesures provenant du modèle interne, tels les résultats moyens avant et après réassurance ou les variations du SCR, afin de déterminer la structure de réassurance qui optimise l’arbitrage entre risque (ou capital) et rentabilité (résultats).

Provisions techniques

L’Entreprise surveille spécifiquement le risque lié au provisionnement, risque le plus important avant réassurance d’une compagnie IARD. Ces provisions sont évaluées individuellement pour chaque dossier, par les gestionnaires sinistres. Des provisions complémentaires sont également calculées par les actuaires à l’aide de méthodes statistiques et actuarielles.
Le niveau des provisions techniques correspond à la meilleure estimation des engagements futurs de l’assureur y compris ses frais de gestion (que l’on appelle le Best Estimate) auquel s’ajoute une marge de prudence minimum permettant d’absorber des déviations inattendues.

Les actuaires en charge de l’évaluation des provisions s’assurent notamment que :

- un nombre suffisant d’éléments ont été examinés (incluant contrats, primes et cadences de sinistre, gestion et effets de réassurance) ;
- les hypothèses techniques et les méthodologies actuarielles sont en ligne avec les pratiques professionnelles et les analyses de sensibilité ont été réalisées, au moins pour les risques significatifs ;
- une analyse des boni-mali a été opérée ; l’environnement économique et réglementaire a été pris en compte dans le provisionnement et les variations matérielles ont été expliquées ;
- les provisions techniques (Best Estimate Liabilities) ont été calculées en accord avec les articles 75 et 86 de la directive Solvabilité II et les principes du Groupe AXA.

Dans le cadre Solvabilité II, le responsable de la fonction actuarielle de l’Entreprise coordonne le calcul des provisions techniques, s’assurant de la pertinence des méthodologies et des modèles utilisés ainsi que la qualité des données sous-jacente. Dans le cadre du rapport annuel, il donne également son avis sur la politique de souscription dans son ensemble et sur la pertinence de la politique de réassurance.
C.2 Risque de marché

C.2.1 Exposition au risque de marché

L’Entreprise est exposée aux risques des marchés financiers du fait de la gestion de ses placements en lien avec ses activités d’assurance, ainsi que dans le cadre de la gestion de ses fonds propres et de sa dette.

Les risques de marché auxquels sont exposés les portefeuilles de l’Entreprise ont plusieurs origines, parmi lesquelles :

- la baisse des rendements d’actifs (liée à une baisse durable des taux obligataires ou des marchés actions) ;
- une hausse des taux obligataires (liée à une hausse des taux d’intérêt ou des spreads) réduit la valeur de marché des investissements en portefeuilles obligataires et peut avoir une incidence défavorable sur la marge de solvabilité ;
- une baisse de la valeur de marché des actifs (immobilier, actions, et investissements alternatifs) pourrait avoir une incidence défavorable sur la marge de solvabilité, ainsi que sur le surplus disponible ;
- la hausse de la volatilité sur les marchés financiers ;
- l’inflation, qui est susceptible d’accroître les indemnités à verser aux assurés, conduisant à des paiements supérieurs aux provisions constatées.

L’exposition globale de l’Entreprise aux risques de marché est couverte par la mesure de capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Situation de capital de Solvabilité II et modèle interne » et prise en compte dans le cadre de gestion du risque de liquidité (se référer à la section C.4). Les analyses de sensibilité de son ratio de Solvabilité II aux événements significatifs liés au risque de marché sont détaillées dans la section ci-dessus « Capital cible et sensibilité au risque ».

C.2.2 Contrôle et atténuation du risque

Pour plus d’informations sur le contrôle interne et la gestion des risques se référer aux sections B.3 et B.4 du présent rapport.

En outre la stratégie d’investissement du Groupe et de l’Entreprise, régie par la gestion actif-passif, a pour objectif de garantir que le Groupe et l’Entreprise puissent répondre à leurs engagements et leurs obligations envers les assurés à tout moment et de protéger la solvabilité de l’Entreprise (se référer à la section C.2 Gouvernance de la stratégie d’investissement et de la gestion actif-passif).

L’Entreprise a la responsabilité de gérer les risques financiers (risques de marché, risque de crédit, risque de liquidité) et s’assure de la conformité au cadre général défini au niveau du Groupe, en matière de limites/alertes et de standards. Cette approche vise à permettre une réactivité appropriée aux changements que ce soit sur les marchés financiers ou dans l’environnement politique et économique dans laquelle l’Entreprise opère.

De nombreuses techniques de gestion des risques sont utilisées pour limiter et encadrer les risques de marché auquel l’Entreprise est exposée. Ces techniques incluent :

- un cadre d’analyse et de revue d’appétence pour le risque (« Risk Appetite ») comprenant la définition de limites fonctionnelles de risques de marché validées par le comité exécutif ;
- la gestion actif-passif ou Asset Liability Management (ALM), c’est-à-dire la stratégie d’allocation d’actifs optimale définie en fonction de la structure des passifs et du niveau de risque voulu ;
- un processus d’investissement discipliné nécessitant pour chaque investissement complexe une analyse approfondie de la Direction des investissements et une deuxième opinion de la Direction de la gestion des risques ;
la couverture des risques financiers lorsqu’ils excèdent les niveaux de tolérance fixés par l’Entreprise ou par le Groupe. La gestion opérationnelle des dérivés s’appuie sur des règles strictes et est géré principalement par AXA Investment Managers et par Alliance Bernstein ;
un suivi régulier des effets des risques financiers sur la rentabilité et la solvabilité de l’entité ;
la réassurance qui offre aussi des solutions contre certains risques financiers.

C.2.3 GOUVERNANCE DE LA STRATÉGIE D’INVESTISSEMENT ET DE LA GESTION ACTIF-PASSIF

Règles générales des investissements


Comités d’investissement du Groupe et locaux

Au niveau du Groupe, les décisions d’investissements sont prises par deux instances de gouvernance dans le but d’avoir une coordination efficace des processus d’investissements au niveau du Groupe et d’AXA France :

- le Comité d’investissement Groupe présidé par le Directeur financier Groupe : ce comité définit les stratégies d’investissements, valide les allocations tactiques, étudie les nouvelles opportunités d’investissement et suit les performances d’investissement du Groupe ;
- le Comité de supervision de la gestion actif-passif Groupe pour lequel la Direction des investissements et de la gestion actif-passif Groupe est un membre important est coprésidé par le Directeur financier Groupe et le responsable risque Groupe.

Au niveau d’AXA France, il y a également un Comité d’investissement et un Comité ALM dont la mission est fixée par le Comité exécutif de l’Entreprise. Ces comités sont responsables de la validation de l’allocation stratégique d’actifs pour chaque segment, de la validation et du suivi des investissements, du respect de la conformité aux obligations locales ainsi que de la validation des propositions d’investissements venant soit de la Direction des investissements d’AXA France, soit du Groupe.

Études actif-passif et allocation stratégique d’actifs

L’objectif de la gestion actif-passif est de faire correspondre les actifs avec les engagements pris lors de la vente des polices d’assurance. L’objectif est de définir l’allocation stratégique d’actifs de façon à ce que ces engagements puissent être respectés avec le plus haut niveau de confiance, tout en maximisant le retour sur investissement attendu.

Les études ALM sont réalisées par la Direction des investissements et avec le support des gestionnaires d’actifs lorsque nécessaire. Elles font l’objet d’une deuxième opinion par la Direction de la gestion des risques qui tient compte des limites de l’appétence pour le risque. Les études ALM sont ensuite validées par le Comité ALM d’AXA France. L’allocation stratégique d’actifs permet des opérations tactiques pour peu qu’elles restent dans des bornes prédéfinies. Les études ALM reposent sur des méthodes et sur des outils de modélisation qui génèrent des scénarios déterministes et des
scénarios stochastiques, qui embarquent les évolutions des marchés financiers. Ce processus vise à maximiser les espérances de rendement pour un niveau de risque prédéfini. De plus, des contraintes sur le capital de solvabilité requis, sur la stabilité du résultat, sur la robustesse du niveau de solvabilité, sur l’excédent de liquidité sont prises en compte dans les études ALM.

**Le processus d’approbation des investissements**

Les opportunités d’investissements, tels que les investissements non standard, les nouvelles stratégies ou les nouvelles structures sont sujets à un processus d’approbation des investissements conformément au troisième pilier de la gestion des risques du Groupe (deuxième opinion sur les processus clés). Le processus d’approbation s’assure que les principales caractéristiques de l’investissement, tel que les anticipations du risque et du rendement, l’expérience et l’expertise des équipes d’investissement, ainsi que les sujets comptables, fiscaux, juridiques et le risque de réputation ont été correctement analysés.

Le processus d’approbation peut être finalisé au niveau du Groupe pour tout investissement significatif, en particulier si plusieurs entités participent au même investissement. Dans ce cas, le processus est considéré comme complet seulement une fois que la gestion des risques Groupe a produit une deuxième opinion indépendante. Le processus est ensuite validé au niveau d’AXA France pour couvrir les caractéristiques locales (fiscalité, comptabilité statutaire…).

Les investissements dans toute nouvelle classe d’actifs à l’échelle d’AXA France font également l’objet d’un processus d’approbation local avec les mêmes exigences.

**Gouvernance des produits dérivés**

Les produits impliquant des programmes de couverture avec recours à des produits dérivés sont élaborés avec l’aide d’équipes dédiées au sein d’AXA Bank Europe, d’AXA Investment Managers, d’Alliance Bernstein, d’AXA US ou d’AXA SA. Ce cadre garantit que toutes les entités bénéficient de l’expertise technique, de la protection juridique et de la bonne exécution sur ce type de transaction dans le cadre de la gouvernance suivante sur les dérivés.

Les stratégies de dérivés sont systématiquement revues et validées par le Comité d’investissement et dans certains cas par le Comité ALM d’AXA France. De plus, il y a une ségrégation des rôles entre ceux qui sont responsables des décisions d’investissement, ceux qui exécutent et ceux qui gèrent le processus et qui font le lien avec le dépositaire. Cette ségrégation des rôles vise à éviter toute forme de conflit d’intérêt. Il est à noter que si les produits dérivés sont principalement utilisés à fin de couverture, ils peuvent également être utilisés afin de répliquer synthétiquement certains instruments physiques.

Le risque de marché relatif aux dérivés est suivi régulièrement en tenant compte des contraintes Groupe (appétence au risque, modèle de capital économique…). Ce suivi vise à s’assurer que les risques de marché générés par les instruments physiques ou dérivés sont contrôlés correctement et restent dans le cadre des limites approuvées.


De plus, il existe une politique centralisée du risque de contrepartie. La gestion des risques Groupe a établi des règles, et notamment une liste de contreparties autorisées, des niveaux de collatéral minimum et des limites de risque de contrepartie. Le risque opérationnel relatif aux dérivés est mesuré...
et géré dans le cadre global du risque opérationnel d’AXA. Par ailleurs, l’exécution et la gestion des dérivés sont centralisées par des équipes dédiées ce qui permet de réduire le risque opérationnel à l’échelle du Groupe AXA et d’AXA France.

Le risque de valorisation est traité grâce à une équipe d’expert qui fait une contre-valorisation indépendante des positions de dérivés pour avoir la bonne comptabilité, le bon paiement et la bonne gestion du collatéral. Lorsqu’AXA France veut initier, terminer par anticipation ou restructurer des dérivés, cette équipe challenge les prix proposés par les contreparties. Cela nécessite un haut niveau d’expertise qui repose sur une analyse rigoureuse des conditions de marché mais aussi sur la capacité à suivre les développements de modèle pour les nouveaux instruments dérivés.

**Investissements et gestion d’actifs**

Pour une large proportion de ses actifs, AXA France a recours aux services de gestionnaires d’actifs pour investir sur les marchés :

- AXA France mandate la gestion quotidienne de ses portefeuilles d’actifs principalement aux gestionnaires d’actifs qui sont filiales du Groupe AXA, c’est-à-dire AXA Investment Managers et Alliance Bernstein. Le Directeur des investissements d’AXA France suit en continu, analyse et challenge les performances des gestionnaires d’actifs ;
- afin de bénéficier d’une expertise plus spécifique sur certains actifs et/ou certaines zones géographiques, AXA France peut également décider d’investir avec des gestionnaires d’actifs externes. Dans ce cas, les communautés investissement et gestion des risques réalisent une « due diligence » complète et mettent en place un suivi continu.
C.3 Risque de crédit

C.3.1 Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme le risque qu'une contrepartie fasse défaut sur ses engagements. Compte tenu de ses activités principales, AXA France suit les principales catégories de contrepartie suivantes qui font chacune l'objet d'un suivi spécifique :

- les placements financiers détenus dans le cadre des activités d'assurance ;
- les créances sur les réassureurs nées des opérations de cession en réassurance ;
- les autres créances (agents, courtiers, assurés...).

L'exposition globale de l'Entreprise au risque de crédit est couverte par la mesure de capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Situation de capital de Solvabilité II et modèle interne » et prise en compte dans le cadre de gestion du risque de liquidité (se référer à la section C.4). Les analyses de sensibilité de son ratio de Solvabilité II aux événements significatifs liés au risque de crédit sont détaillées dans la section ci-dessus « Capital cible et sensibilité au risque ».

C.3.2 Contrôle et atténuation du risque

Pour plus d'informations sur le contrôle interne et la gestion des risques se référer aux sections B.3 et B.4 du présent rapport.

En outre la stratégie d'investissement du Groupe et de l'Entreprise, régie par la gestion actif-passif, a pour objectif de garantir que le Groupe et l'Entreprise puissent répondre à leurs engagements et leurs obligations envers les assurés à tout moment et de protéger la solvabilité de l'Entreprise (se référer à la section C.2 Gouvernance de la stratégie d'investissement et de la gestion actif-passif).

Placements financiers

Le risque de concentration est piloté par différentes analyses réalisées au niveau du Groupe par émetteur, secteur et région géographique, en plus des limites par émetteur mises en place au Groupe et localement. Ces limites permettent de gérer le risque de défaut d'un émetteur donné en fonction de sa notation de crédit, de la maturité et sériauté de toutes les obligations émises par cet émetteur et détenues par l'Entreprise (entreprises, agence d'États et quasi-souverains). Les limites prennent également en compte l'ensemble des expositions de l'Entreprise à ces émetteurs à travers le risque de contrepartie sur la dette obligation, action, dérivés et réassurance.

Sur l'exposition aux obligations souveraines, des limites spécifiques ont également été définies sur les obligations d'État, et les obligations garanties par les États.

Le respect des limites est garanti à travers une gouvernance spécifique. La direction de la gestion des risques et la direction des investissements suivent, sur une base mensuelle, les expositions par émetteur et déterminent les actions à prendre en cas de risque de concentration excessive. Au Groupe, l'équipe d'analyse crédit Groupe, rattachée au directeur des investissements Groupe, fournit une analyse indépendante des gestionnaires d'actifs du Groupe, en plus des équipes de gestion des investissements. Au niveau d'AXA France, tout dépassement des limites est présenté, sur une base trimestrielle, pour remédiation au comité d'investissements.

Dérivés de crédit

Dans le cadre de sa gestion des investissements et du risque de crédit, AXA France met en place des stratégies faisant appel aux dérivés de crédit (principalement des Credit Default Swaps ou CDS), qui sont utilisés comme alternative aux obligations d'entreprises, quand ils sont associés à des obligations
d’État, mais aussi comme outil de protection contre le risque de concentration sur un émetteur ou un portefeuille spécifique.

Les limites appliquées aux émetteurs prennent en compte ces positions sur dérivés de crédit.

**RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ**

Axéa France gère activement, grâce au support du Groupe, le risque de contrepartie lié à ses dérivés de gré à gré via une politique générale Groupe bien précise. Cette politique inclut :
• des règles sur les contrats dérivés (ISDA, CSA) ;
• une collatéralisation obligatoire ;
• une liste de contreparties autorisées ;
• un cadre de limitation des risques et un processus de suivi des expositions.

**C.3.3 CRÉANCES SUR LES RÉASSUREURS : PROCESSUS ET ÉLÉMENTS DE NOTATION**

Afin de gérer l’exposition d’Axéa France au risque de défaut des réassureurs, un Comité de sécurité au niveau du Groupe est chargé d’évaluer la qualité des réassureurs ainsi que les engagements admissibles. Ce comité est sous l’autorité conjointe de la Direction de la gestion des risques au niveau du Groupe et d’Axéa Global Re. Le risque est suivi pour éviter une exposition excessive à un réassureur en particulier.
C.4 Risque de liquidité

**POSITION DE LIQUIDITÉ ET CADRE DE GESTION DES RISQUES**

Le risque de liquidité est le risque que l’Entreprise ne soit plus capable d’honorer ses obligations à leur échéance.

Le cadre de gestion du risque de liquidité repose sur une évaluation régulière du risque de liquidité. Pour ce faire, un reporting est produit tous les trimestres sur les positions de liquidité dans des conditions de marché stressées.

Le risque de liquidité est mesuré à 1 semaine, 1 mois, 3 mois et 1 an, dans un scénario central et des scénarios de stress. À plus d’un an, la quasi-totalité des actifs est liquide. Le stress de liquidité est donc moindre.

Le risque de liquidité est mesuré par l’indicateur appelé « excédent de liquidité » défini comme la différence entre :

- les ressources disponibles liquides (sur une période donnée et un scénario de stress donné) ;
- les besoins en liquidité (sur une période donnée et un scénario de stress donné).

Les conditions stressées considérées pour le calcul de l’indicateur sont intenses et prennent en compte des marchés financiers déprimés (à la fois sur les cours et la liquidité), une crise de confiance envers AXA France ou le Groupe AXA (cessations anticipées de contrat, chute des primes encaissées, plus d’affaires nouvelles) et des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations...). Dès lors que tous ces événements sont considérés comme simultanés, l’approche est plus prudente que le scénario à 200 ans (qui intègre un bénéfice de diversification).

Les besoins de liquidité comprennent essentiellement les cash flows liés aux opérations (flux nets issus des contrats d’assurance, dépenses...), les appels de marge des dérivés et les flux liés aux accords de repo.

Les ressources liquides comprennent essentiellement le cash et les instruments du marché monétaire, les lignes de crédit, une proportion prudente des actifs considérés comme réalisables en période de crise, y compris des obligations souveraines de bonne qualité et des actions liquides.

À fin 2017, l’Entreprise est en mesure de faire face à ses besoins de liquidité à 1 semaine, 1 mois, 3 mois et 1 an, dans le scénario central et dans les scénarios de stress.

Au 31 décembre 2017, le bénéfice attendu inclus dans les primes futures, calculé conformément à l’article 260, paragraphe 2, du règlement Solvabilité II, s’élevait à 51,3 millions d’euros.
C.5 Risque opérationnel

AXA France a défini un dispositif de gestion des risques opérationnels associé à une gouvernance permettant d’identifier et de quantifier le risque opérationnel.

Ce dispositif doit permettre la détection le plus en amont possible des risques et incidents de nature opérationnelle, dont les litiges potentiels, qui peuvent avoir des conséquences financières ou de réputation. Il doit permettre d’analyser et de mesurer le plus précisément possible les impacts de ces risques.

Ce dispositif doit également permettre d’alerter et sensibiliser les responsables concernés par les risques (qu’ils en soient à l’origine ou qu’ils en subissent les conséquences). C’est pourquoi, il doit permettre de définir les plans d’actions nécessaires et de disposer d’outils de pilotage à destination des responsables concernés et des différentes parties prenantes du dispositif. La Direction de la gestion des risques d’AXA France s’assure de l’existence et de l’efficacité des dispositifs d’identification, de mesure, de maîtrise et de suivi des principaux risques opérationnels de l’Entreprise.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Conformément à la directive Solvabilité II, les risques opérationnels sont les « risques de perte qui résultent d’une inadéquation ou d’une défaillance d’un processus, d’une personne ou d’un système, ou d’un événement externe ». Le risque opérationnel inclut les risques juridiques et exclut les risques provenant de décisions stratégiques ainsi que les risques de réputation.

L’Entreprise a adopté le cadre d’identification et de pilotage défini par le Groupe AXA, en s’appuyant sur un outil commun. Ce cadre intègre à la fois les exigences quantitatives et qualitatives.

Une typologie commune de risques opérationnels est définie en sept catégories de risque :
• fraude interne ;
• fraude externe ;
• pratiques de l’employeur et sécurité de l’environnement de travail ;
• clients, produits et pratiques commerciales ;
• dommages aux biens ;
• interruption d’activité et dysfonctionnement des systèmes ;
• exécution, livraison et gestion des processus.


Les risques opérationnels majeurs et une liste de scénarios Groupe sont identifiés et évalués en suivant une vision prospective et une approche sur dires d’expert. Ces scénarios de risques sont ensuite utilisés pour évaluer le niveau de capital requis pour couvrir les risques opérationnels en s’appuyant sur des modèles avancés conformes aux principes de Solvabilité II. Cette approche en matière de risque opérationnel est intégrée dans la gouvernance locale par une validation par la direction générale afin de s’assurer de l’exactitude, de la pertinence et de la complétude de l’évaluation des risques majeurs mais aussi pour s’assurer que des actions correctives et préventives adéquates sont définies et implémentées pour les principaux risques.
En outre, un processus de collecte de pertes et d’incidents est en place afin de suivre et de maîtriser les pertes opérationnelles réelles mais aussi comme une source d’information permettant de s’assurer de la cohérence des hypothèses prises par l’Entreprise dans son évaluation des risques opérationnels. Des plans d’actions ont pour objectif de réduire les risques majeurs et de remédier aux incidents déclarés. Ils sont sous la responsabilité des correspondants risques opérationnels et conformité et sont suivis globalement par la Direction de la gestion des risques.

En 2017, le profil de risque de la Société est raisonnablement réparti entre les différentes catégories de risque avec une prépondérance pour les risques de catégorie 7 (exécution, livraison et gestion des processus) et de catégorie 4 (clients, produits et pratiques commerciales). L’exposition globale de l’Entreprise aux risques opérationnels est couverte par la mesure de capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Situation de capital de Solvabilité II et modèle interne ».

Pour plus d’informations sur le contrôle interne et la gestion des risques, se référer aux sections B.3 et B.4 du présent rapport.
C.6 Autres risques importants

C.6.1 Risque stratégique

Un risque stratégique est un risque d'impact négatif (actuel ou potentiel) sur les résultats ou le capital au niveau de l'Entreprise, résultant d'un manque de réactivité aux changements dans l'industrie ou de décisions économiques défavorables pour ce qui concerne :

- des changements significatifs de positionnement, y compris résultant de fusions et acquisitions ;
- l'offre de produits et la segmentation client ;
- le modèle de distribution (canal de distribution, y compris les alliances et les partenariats, les aspects multi accès ou digital).

En raison de la nature des risques stratégiques, il n'y a pas d'évaluation d'un capital de solvabilité requis, mais un cadre solide de gestion des risques stratégiques afin d'anticiper et d'atténuer ces risques.

C.6.2 Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'un événement, interne ou externe, influence négativement la perception et la confiance des différentes parties prenantes de l'Entreprise, ou suite à un écart entre les attentes de ces parties prenantes et le comportement, les attitudes, actions ou inactions de l'Entreprise.

En raison de la nature du risque de réputation, il n’y a pas d’évaluation de capital de solvabilité requis mais un cadre de gestion du risque de réputation défini globalement s’appuyant sur double approche : réactive pour protéger et proactive pour identifier, piloter, gérer et diminuer les risques de réputation afin de minimiser la destruction de valeur et construire et maintenir la valeur de la marque et la confiance auprès des parties prenantes.

Les objectifs du cadre de gestion du risque de réputation sont alignés avec l'approche globale de gestion du risque de l'Entreprise afin de développer une culture et une connaissance du risque de réputation.

Le dispositif de gestion du risque de réputation a trois objectifs principaux :

- gérer de manière proactive les risques de réputation, éviter et minimiser les éléments négatifs impactant la réputation d’AXA et construire la confiance auprès des différentes parties prenantes d’AXA ;
- définir les responsabilités concernant le risque de réputation à travers l’organisation (marketing, ressources humaines, finance et relations investisseurs, etc.) aux niveaux Groupe et local ;
- mettre en œuvre un cadre de gestion du risque de réputation commun au travers l’organisation.

C.6.3 Risques émergents

Les risques émergents sont des risques qui peuvent se développer. Ils évoluent constamment et se caractérisent par une haute incertitude. Les informations basiques utilisées pour évaluer la fréquence et la sévérité d’un risque donné sont souvent manquantes, c’est pourquoi aucune charge en capital ne peut être calculée pour ces risques et c’est pourquoi ils sont gérés dans un cadre spécifique.

AXA a mis en place des procédures d’identification et quantification des risques émergents, identifiés comme pouvant évoluer dans le temps et devenir significatifs. Le cadre de gestion des risques émergents, géré au niveau du Groupe, comprend un réseau de près de 50 correspondants à travers le Groupe, incluant l’Entreprise.
La surveillance des risques émergents est organisée à travers un processus de détection incluant une veille sur les publications scientifiques, les décisions de justice, etc. Les risques sont pilotés et classés dans une cartographie des risques constituée de six sous-groupes (réglementaires et juridiques, environnementaux, socio-politiques, économiques et financiers, médicaux et technologiques). Un groupe de travail annuel est lancé sur le risque prioritaire pour le Groupe afin d’analyser son impact potentiel en termes d’assurance.

En développant ses relations avec la recherche et en soutenant les projets innovants en matière de risques environnementaux, socio-économiques et liés à la vie, le fonds AXA pour la recherche est un contributeur clé de l’engagement d’AXA de mieux comprendre l’évolution des risques.

En cherchant à développer des solutions nouvelles, en fournissant ses conseils de gestion des risques et en contribuant activement au débat général sur les différents domaines, avec d’autres acteurs majeurs du marché, AXA contribue à promouvoir une meilleure compréhension et anticipation des risques émergents et participe au développement durable.

C.7 Autres informations

Néant.
Valorisation à des fins de solvabilité

Préambule

Le bilan Solvabilité II de l’Entreprise est établi au 31 décembre. Il est établi dans le respect de la directive Solvabilité II.

Les actifs et passifs sont évalués selon l’hypothèse d’une continuité d’exploitation de la Société.

Les provisions techniques propres à l’assurance et à la réassurance correspondent aux engagements futurs envers les assurés et les bénéficiaires des contrats d’assurance ou de réassurance. Le montant des provisions techniques correspond au montant actuel que la Société aurait à payer si elle transférerait immédiatement ses engagements à une autre entité d’assurance ou de réassurance.

Les actifs doivent être évalués à la juste valeur, c’est-à-dire pour le montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d’une transaction conclue entre des parties informées, consentantes et agissant dans les conditions de concurrence normales.

Les passifs doivent être évalués pour le montant auquel ils pourraient être transférés ou réglés entre des parties informées, consentantes et agissant dans les conditions de concurrence normales (hors ajustements liés au risque de crédit propre).

Les principaux ajustements entre les comptes statutaires locaux et le bilan Solvabilité II concernent :
- la réévaluation à la valeur de marché des placements, comptabilisés au coût dans le bilan statutaire ;
- la réévaluation des provisions techniques relatives aux engagements d’assurance ;
- la réévaluation des provisions techniques cédées à des réassureurs et la prise en compte d’un risque de défaillance prospectif sur les créances de réassurance, lorsque la Société ne détient pas les actifs ou ne bénéficie pas de garanties.

D’autres ajustements proviennent de la suppression des actifs incorporels dans le bilan de Solvabilité II ou du reclassement des dettes subordonnées. L’Entreprise utilise une méthode simplifiée en comptabilisant ses autres actifs et passifs au coût, dans la mesure où l’impact de cette approximation n’est pas matériel.

Ces ajustements sont détaillés ci-après dans cette section.

L’élaboration du bilan Solvabilité II en accord avec la directive Solvabilité II requiert l’utilisation d’estimations et d’hypothèses et fait donc appel au jugement.

Les principaux éléments détaillés sont les postes d’actif comptabilisés à la juste valeur, les impôts différés actifs, les actifs et passifs techniques. Les principes énoncés ci-dessous précisent les principes d’évaluation utilisés pour chaque poste.

Sauf mention contraire, les principes de valorisation de l’Entreprise sont appliqués pour l’ensemble des exercices présentés.

Le bilan Solvabilité II est établi en euro, l’euro étant la devise de présentation de la Société. Les actifs et passifs résultant de transactions en devises étrangères sont convertis au taux de change de clôture.
D.1 Actifs

Le tableau ci-dessous synthétise pour chaque catégorie d’actifs (hors part des réassureurs dans les provisions techniques), les valorisations en application de la directive Solvabilité II et celles en application des comptes statutaires au 31 décembre 2017 :

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d'euros)</th>
<th>Juste valeur (Solvabilité II)</th>
<th>Valeur statutaire (French GAAP)</th>
<th>% (du bilan)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Écart d’acquisition</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d’acquisition reportés</td>
<td>-</td>
<td>265</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Actifs incorporels</td>
<td>0</td>
<td>109</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts différés actifs</td>
<td>0</td>
<td>-</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Excédent de régime de retraite</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles pour usage propre</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Placements (sur actifs non détenus par des fonds en unités de compte)</td>
<td>21 156</td>
<td>18 193</td>
<td>86 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobiliers (autres que pour usage propre)</td>
<td>63</td>
<td>8</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Participations</td>
<td>641</td>
<td>80</td>
<td>3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions</td>
<td>595</td>
<td>420</td>
<td>2 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Obligations</td>
<td>12 115</td>
<td>10 579</td>
<td>49 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds d'investissements</td>
<td>7 753</td>
<td>7 052</td>
<td>32 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Instruments dérivés</td>
<td>- 12</td>
<td>54</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres investissements</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Actifs détenus en unités de compte</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts et prêts hypothécaires</td>
<td>1 266</td>
<td>1 257</td>
<td>5 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Parts des réassureurs</td>
<td>367</td>
<td>573</td>
<td>1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Créances nées d'opération d'assurance</td>
<td>810</td>
<td>1 264</td>
<td>3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Créances nées d'opération de réassurance</td>
<td>281</td>
<td>281</td>
<td>1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépôts et équivalents de trésorerie</td>
<td>175</td>
<td>175</td>
<td>1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>416</td>
<td>336</td>
<td>2 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total actif</strong></td>
<td><strong>24 475</strong></td>
<td><strong>22 456</strong></td>
<td><strong>100 %</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Parmi ces postes, seuls les actifs financiers valorisés à partir de techniques de valorisation font l’objet de jugement et comportent donc une part d’incertitude (les actifs incorporels et les impôts différés sont en effet nuls).

D.1.1 Valorisation à la juste valeur


**Marchés actifs : sujets à cotation**

La juste valeur des actifs et passifs négociés sur des marchés actifs est déterminée en utilisant les prix de marché lorsque ceux-ci sont disponibles. Un instrument est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d’une bourse, d’un courtier, d’un négociateur, d’un service de cotation ou d’une agence réglementaire et que ces cours représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale entre un acheteur et un vendeur volontaires. Pour les instruments financiers négociés sur des marchés actifs, les prix obtenus auprès de services externes de cotation représentent un consensus, utilisant des modèles et des hypothèses similaires et aboutissant ainsi à une dispersion des prix très limitée.

**Marché actif et marchés inactifs pour les instruments financiers**

Les actions négociées sur un marché réglementé et les obligations activement négociées sur des marchés liquides sont généralement considérées comme étant cotées sur un marché actif lorsque :

- des cours représentant un consensus sont régulièrement fournis par des services externes de cotation avec une dispersion limitée ;
- des prix peuvent être obtenus aisément.

La liquidité peut être définie comme la possibilité de vendre ou de céder un actif dans le cadre de l’activité courante de l’Entreprise dans un délai limité et à un prix proche de sa valorisation. Pour les obligations, la liquidité est appréciée en utilisant une approche multicritères incluant notamment le nombre de cotations disponibles, le lieu d’émission et l’évolution de l’écartement des spreads achat-vente. Un instrument financier est considéré comme n’étant pas coté sur un marché actif lorsqu’on observe :

- un faible nombre de transactions lié aux caractéristiques intrinsèques de l’instrument ;
- un déclin significatif du volume et du niveau d’activité ;
- une illiquidité significative ;
- que les prix ne peuvent pas être considérés comme représentatifs de la juste valeur de l’instrument en raison de conditions de marché disloquées.

Les éléments caractérisant un marché inactif peuvent donc être très variés : ils peuvent être inhérents à l’instrument ou refléter une modification des conditions de marché prévalant jusqu’alors.

**Instruments financiers non cotés sur un marché actif**

La juste valeur des actifs et passifs qui ne sont pas négociés sur un marché actif est estimée en utilisant des services externes et indépendants de cotations, ou en utilisant des techniques de valorisation.

**ABSENCE DE MARCHÉ ACTIF : RECOURS À DES SERVICES EXTERNES DE COTATIONS**

Les services externes de cotations peuvent être des gérants de fonds, dans le cas d’investissements dans des fonds non consolidés, ou des courtiers. Dans la mesure du possible, l’Entreprise collecte des prix auprès de ces services externes de cotations et les utilise comme données dans la valorisation à la juste valeur des actifs détenu. La dispersion des cotations obtenues peut indiquer la diversité des hypothèses retenues par les services externes de cotations compte tenu du nombre limité de transactions observées ou refléter l’existence des transactions forcées. De plus, en raison des conditions de marché et de la persistance de l’inactivité de certains d’entre eux suite à la crise financière, de nombreux établissements financiers ont fermé leurs services dédiés aux actifs structurés et ne sont plus en mesure de fournir des cotations pertinentes.
ABSENCE DE MARCHÉ ACTIF : RECOURS À DES TECHNIQUES DE VALORISATION

L’objectif de ces modèles est de déterminer le prix auquel une transaction interviendrait dans des conditions normales entre des opérateurs de marché (un acheteur et un vendeur volontaires) à la date de l’évaluation. Les modèles techniques de valorisation comprennent :

- l’approche de marché : prise en compte de prix récents et d’autres informations pertinentes faisant suite à des transactions de marché impliquant des actifs et passifs similaires en substance ;
- l’approche par le résultat : utilisation d’analyse des flux de trésorerie actualisés, de modèles d’évaluation d’option et d’autres techniques de valeur actualisée qui convertissent des montants futurs en un seul montant actualisé ;
- l’approche par les coûts : prise en compte des montants qui seraient aujourd’hui nécessaires pour construire ou remplacer la capacité de service d’un actif.

Les techniques de valorisation sont par nature subjectives et l’établissement de la juste valeur requiert une part de jugement significative. Ces techniques prennent en compte les transactions récentes entre des parties bien informées et volontaires agissant dans des conditions de concurrence normale sur des actifs comparables lorsque de telles références sont disponibles et que le prix de ces transactions est représentatif de la juste valeur. Elles intègrent différentes hypothèses concernant les prix sous-jacents, les courbes des taux d’intérêt, les corrélation, la volatilité, les taux de défaut et d’autres facteurs. La valorisation des actions non cotées s’appuie sur la combinaison de plusieurs méthodes, telles que des techniques d’actualisation de cash-flows, les multiples de résultat, les valeurs d’actif net retraitées, en prenant en compte, lorsqu’il y en a, les transactions récentes sur des actifs similaires si elles sont intervenues entre des parties bien informées et volontaires agissant dans des conditions de concurrence normale. Le recours à des techniques d’évaluation s’appuyant sur des hypothèses peut donner lieu à différentes estimations de juste valeur. Cependant, les valorisations sont en général effectuées en utilisant des modèles standard (actualisation des cash-flows, Black & Scholes, etc.) sur la base des prix de marché d’instruments similaires ou sous-jacents (indices, spreads de crédit, etc.), lorsqu’ils sont disponibles, et les valorisations sont ajustées pour tenir compte de la liquidité et du risque de crédit.

Les techniques de valorisation peuvent être utilisées quand il y a peu de transactions observables du fait même des caractéristiques intrinsèques de l’instrument, lorsque les prix indiqués par les services externes de cotations sont trop dispersés ou quand les conditions de marché sont si disloquées que les données de marché observées ne sont pas utilisables ou nécessitent des ajustements significatifs. Les valorisations d’actifs sur la base de modèles internes sont par conséquent une pratique courante pour certains actifs et passifs peu échangés ou lorsque des processus exceptionnels sont mis en œuvre en raison de conditions de marché spécifiques.

RECOURS AUX TECHNIQUES DE VALORISATION DANS DES MARCHÉS DISLOQUÉS

La dislocation d’un marché peut se manifester de différentes façons, par exemple par un très large écartement des spreads acheteur-vendeur qui permettent de savoir si les opérateurs du marché sont disposés à effectuer des transactions, une forte dispersion dans les prix des rares transactions observées, une forte variation des prix dans le temps ou entre les intervenants du marché, l’absence de marchés secondaires, la disparition des marchés primaires, la fermeture de tables de négociation dédiées aux produits structurés dans les établissements financiers, la réalisation de transactions contraintes et forcées motivées par le besoin impérieux de liquidité ou d’autres difficultés financières entraînant l’obligation de céder des actifs dans l’urgence avec un temps insuffisant pour négocier ou la vente en masse pour sortir à tout prix de ces marchés, qui peuvent s’accompagner d’arrangements connexes (notamment la mise à disposition par le vendeur du financement qui permettra à l’acheteur d’effectuer la transaction).

Dans ces cas, l’entité utilise des techniques de valorisation intégrant des données de marché observables lorsque c’est possible et pertinent, en les ajustant si nécessaire pour arriver à la meilleure estimation possible de la juste valeur, ainsi qu’une prime de risque adaptée, ou développe un modèle de valorisation fondé sur des données non observables représentant des estimations d’hypothèses.
que des opérateurs de marché volontaires retiendraient en l’absence de prix récents, pertinents ou disponibles sans coûts et efforts disproportionnés : sur des marchés inactifs, les transactions peuvent servir de données de base lorsqu’il s’agit de mesurer la juste valeur, mais elles sont rarement déterminantes et des données non observables peuvent s’avérer plus pertinentes que certaines hypothèses observables.

D.1.2 ACTIFS INCORPORELS, IMMOBILISATIONS CORPORELLES

**ACTIFS INCORPORELS**

Sous Solvabilité II, les actifs incorporels sont reconnus s’ils peuvent être cédés séparément, pour leur juste valeur. Cela peut inclure par exemple les logiciels développés pour un usage interne. L’Entreprise n’a pas identifié d’actifs incorporels pouvant faire l’objet d’une cession séparée, c’est pourquoi les montants activés dans les comptes sociaux sont éliminés.

D’autre part, les frais d’acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquis, semblables à des actifs incorporels dans les comptes statutaires, sont éliminés dans le bilan prudentiel dans la mesure où ils sont intégrés dans l’évaluation des provisions techniques prudentielles (les « best estimate liabilities »).

**IMMOBILISATIONS CORPORELLES POUR USAGE PROPRE**

Sous Solvabilité II, les immobilisations corporelles pour usage propre sont reconnues à la juste valeur alors qu’en norme statutaires, elles sont comptabilisées au coût et font l’objet d’un plan d’amortissement et de dépréciation.

D.1.3 PLACEMENTS ET PRÊTS

L’agrégat placement regroupe dans le bilan Solvabilité II, l’immobilier (autre que pour usage propre), les participations (incluant les entités autres que les fonds d’investissements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence), les actions, les obligations, les fonds d’investissements, les instruments dérivés, et les dépôts et équivalents de trésorerie.

Dans les comptes statutaires, les titres de capital sont évalués au coût historique, corrigé d’une éventuelle provision pour dépréciation durable, tandis que les valeurs amortissables (obligations, prêts) sont évaluées au coût amorti, corrigé d’une éventuelle dépréciation pour risque de crédit avéré. Les immeubles sont évalués au coût amorti.

La comptabilisation des dérivés s’inscrit dans le cadre de la comptabilité de couverture, c’est pourquoi ils ne sont généralement pas comptabilisés pour leur juste-valeur.

Dans les comptes du bilan prudentiel, l’ensemble des titres est évalué à la juste-valeur selon les règles et principes d’IFRS 13, à l’exception des participations en application de l’article 13 du règlement délégué 2015/35 : les participations non cotées d’assurance sont évaluées d’après la quote-part détenue de leur bilan prudentiel, tandis que les autres participations non cotées le sont d’après leur actif net réévalué, en retraitant de leur bilan IFRS les éventuels actifs incorporels.
D.1.4 IMPÔTS DIFFÉRÉS SUR LES ACTIFS ET LES PASSIFS

Dans les comptes statutaires, la comptabilisation des impôts différés est une méthode comptable optionnelle, que l’Entreprise n’a pas retenue.

Les impôts différés actifs et passifs sont générés par des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs et le cas échéant, par des reports en avant de pertes fiscales non utilisées. Les impôts différés actifs sont constatés dans la mesure où il est probable qu’un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible en prenant en compte l’existence de groupes fiscaux et de toute exigence réglementaire ou légale en termes de limite (dans les montants ou le temps) du report en avant des crédits d’impôt non utilisés. La recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus au cours des périodes passées est revue à chaque clôture.

Au 31 décembre 2017, l’Entreprise n’a pas d’impôts différés actifs ne pouvant être compensés avec les impôts différés passifs.

D.1.5 CONTRATS DE LOCATION

Se référer à la section A.4, le traitement des contrats de location dans le bilan prudentiel est le même que celui dans les comptes statutaires.

D.1.6 RÉASSURANCE

La part des réassureurs dans les provisions techniques ainsi que les créances nées d’opérations de réassurance sont comptabilisées en suivant les mêmes principes que pour les provisions techniques (se référer à la section D.2 Provisions techniques).

D.1.7 CRÉANCES NÉES D’OPÉRATION D’ASSURANCE

Les primes acquises non émises enregistrées dans les comptes statutaires sont retraitées du poste « Créances nées d’opération d’assurance », car elles sont incluses en net dans les provisions techniques BEL.

D.1.8 AUTRES ACTIFS

Tous les autres actifs et dettes d’exploitation doivent être enregistrés à leur juste valeur.

L’Entreprise utilise une méthode simplifiée en comptabilisant ses autres actifs et passifs au coût, dans la mesure où l’impact de cette approximation n’est pas matériel.

Le poste à l’actif « Autres » est retraité pour reconnaître en Solvabilité II les droits à remboursement relatif aux engagements sociaux, en application d’IAS 19, qui sont présentés en déduction des provisions dans les comptes statutaires.

Le poste « Dépôts et équivalents de trésorerie » est retraité pour prendre en compte le risque de crédit sur la contrepartie, si l’exposition le justifie.

Le poste à l’actif « Autres » est également retraité entre les comptes statutaires et les comptes Solvabilité II du reclassement de l’immobilier destiné à la vente dans le bilan Solvabilité II.
D.2 Provisions techniques

D.2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques en valeur de marché sont composées :

- des provisions techniques économiques actualisées « Best Estimate Liabilities » (BEL) ;
- de la marge de risque.

Les BEL correspondent à la valeur actuelle probable des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs incluent les flux entrants et les flux sortants qui sont requis pour éteindre les obligations d’assurance en vigueur à la date de calcul. Les BEL sont déterminés brut de réassurance, la part des réassureurs étant évaluée séparément.


<table>
<thead>
<tr>
<th>Provision techniques</th>
<th>Juste valeur (Solvabilité II)</th>
<th>Valeur statutaire (French GAAP)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non vie</td>
<td>13 760</td>
<td>16 167</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques - Non vie (excluant la Santé)</td>
<td>13 759</td>
<td>16 166</td>
</tr>
<tr>
<td>Best Estimate</td>
<td>13 205</td>
<td>16 166</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge de risque</td>
<td>553</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques - Santé (assimilable à la Non vie)</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Best Estimate</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge de risque</td>
<td>0</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques - Vie (hors unités de compte)</td>
<td>1 313</td>
<td>1 037</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques - Santé (assimilable à la Vie)</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Best Estimate</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge de risque</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques - Vie (excluant la santé et les unités de compte)</td>
<td>1 313</td>
<td>1 037</td>
</tr>
<tr>
<td>Best Estimate</td>
<td>1 203</td>
<td>1 037</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge de risque</td>
<td>110</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques – Unités de compte</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Best Estimate</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Marge de risque</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Une part d’incertitude subsiste, l’estimation des provisions étant sujette à d’éventuels changements de jurisprudence, de normes relatives à la responsabilité et à l’attitude des parties sinistrées quant aux règlements.
D.2.2 **BEST ESTIMATE LIABILITIES**

*Principes de modélisation*

La meilleure estimation d’une hypothèse est définie comme celle dont les risques de déviation par rapport à l’expérience sont équiprobables. Elle n’est donc ni prudente ni optimiste. Elle est fixée à un niveau qui est ni délibérément exagéré ni délibérément sous-estimé. En raison des incertitudes inhérentes, si deux hypothèses sont tout aussi raisonnables, la plus prudente est retenue.

La meilleure estimation des provisions techniques (BEL pour Best Estimate Liabilities) représente les flux futurs de trésorerie attendus, actualisés pour tenir compte de la valeur temporelle de l’argent. L’estimation ne requière généralement pas de projections stochastiques ni d’hypothèses dynamiques.

L’évaluation des provisions techniques est basée sur l’application d’un large éventail de modèles de projection actuariels, y compris un mélange équilibré des éléments suivants :

- les principales caractéristiques du portefeuille en termes de cartographie des risques, de souscription et de politique de règlement, de contexte social, économique et juridique, de réglementation locale, de conditions du marché et enfin de comportements des assurés ;
- la qualité, la pertinence et la cohérence dans le temps des données statistiques disponibles ;
- la cohérence et les limites de l’ensemble des méthodes de prévision sélectionnées, compte tenu des caractéristiques commerciales et des données disponibles ;
- la sélection d’ensembles d’hypothèses actuarielles pertinentes et leur application adéquate aux modèles actuariels de projection ;
- la capacité à documenter l’éventail attendu des résultats, à la fois quantitativement et qualitativement.

Les analyses sont effectuées par secteurs d’activité et les projections sont réalisées à l’aide des outils développés en interne ou en externe. Les provisions techniques sont évaluées à partir des projections de flux de trésorerie déterminées sur la base des données historiques, ajustées le cas échéant pour tenir compte de tendances. Elles sont segmentées en branche d’affaires (lignes d’activité) qui regroupent un ensemble de polices présentant des caractéristiques de risque similaires.

**Frontières de contrat**

Pour pouvoir valoriser des provisions techniques, il est nécessaire de déterminer avec précision les engagements de l’Entreprise envers les assurés et tous autres tiers, et réciproquement de déterminer les engagements des assurés et tiers envers l’Entreprise. La notion de frontière des contrats permet d’identifier les engagements à considérer pour constituer le bilan et ceux à ne pas inclure.

La frontière des contrats constitue une différence importante entre la norme comptable française actuelle et la norme Solvabilité II. La norme Solvabilité II requiert de prendre en compte plus de contrats (puisque les engagements doivent être comptabilisés dès lors que l’Entreprise n’a plus la possibilité d’agir unilatéralement sur les termes du contrat).

D’après la description des affaires nouvelles selon Solvabilité II, sont compris dans le périmètre des engagements futurs de l’Entreprise :

- les engagements liés aux primes non acquises (PNA) (c’est-à-dire les contrats souscrits l’année N mais dont la période de couverture court encore en N + 1) ;
- les engagements liés aux nouveaux contrats dont la date de signature est antérieure à la date de calcul du capital de solvabilité requis, mais avec une date d’effet postérieure à la date de calcul de ce capital (par exemple, un contrat auto signé le 15 décembre avec un effet au 1er janvier est à prendre en compte) ;
- les engagements liés aux contrats à tacite reconduction pour lesquels la date légale de préavis pour la résiliation de la part de l’assureur est déjà dépassée à la date de calcul du STEC.

Ces engagements futurs donnent lieu à des provisions techniques « best estimate » dites « BEL prime ». Les engagements passés, c’est-à-dire relatifs aux contrats pour lesquelles la prime a été
acquise, donnent lieu à des provisions techniques « best estimate » dites « BEL réserve ». Les provisions techniques du bilan Solvabilité II sont donc la somme de ces deux périmètres.

Évaluation des provisions techniques

Le BEL Réserves correspond à la somme actualisée des cash-flows futurs sur les engagements passés. Les cash-flows futurs intègrent les sorties de fonds (outflows) telles que les sinistres payés, ou encore les frais et les entrées de fonds (inflows) telles que les récupérations de réassurance ou les recours. Il est calculé net de réassurance en sommant le BEL brut de réassurance (élément du passif) et le BEL de réassurance (élément de l’actif du bilan).

Le BEL brut se décompose lui-même en un BEL brut non actualisé et un effet d’actualisation (appelé aussi effet escompte) qui vient en diminution de ce dernier. L’effet escompte dépend de la cadence d’écoulement du BEL (cadence de paiement) brut non actualisé et de la courbe des taux utilisée.

Les éléments constitutifs du BEL brut non actualisé sont les suivants :
- sinistres payés futurs ;
- frais de gestion sinistres futurs ;
- frais de gestion des actifs.

Le BEL prime correspond aux engagements futurs et est calculé sur la base des estimations du volume de primes futures, dans la limite de la frontière des contrats détaillée ci-dessus, du ratio de sinistralité cible et de la cadence des règlements.

Spécificité de certaines hypothèses

Frais de gestion
- les dépenses comprennent les frais administratifs, les frais de gestion des placements, les frais de gestion des sinistres et les frais d’acquisition qui se rapportent aux engagements d’assurance et de réassurance ;
- les hypothèses sous-jacentes aux projections de dépenses sont conformes à la stratégie de la Société, en tenant compte des nouvelles affaires futures et tout changement dans les dépenses convenues par la Direction ;
- les charges prennent en compte l’inflation sur la durée de la projection. L’hypothèse d’inflation est évaluée sur la base de l’environnement économique et des spécificités de la Société.

Validation des hypothèses

Ces hypothèses sont validées par un organe interne de gouvernance et documentées, leur mise à jour également.

Changements des hypothèses

Le modèle de valorisation des BEL n’a pas connu en 2017 de changements significatifs.

D.2.3 MARGE DE RISQUE

La marge de risque (Risk Margin) est définie comme le montant de provisions complémentaires à ajouter aux provisions Best Estimate, calculé de telle manière que le montant total des provisions inscrites au bilan corresponde à celui qu’exigerait une tierce partie pour honorer les engagements à la charge de l’assureur. La marge de risque est évaluée en actualisant le coût annuel généré par l’immobilisation du SCR non réplicable (c’est-à-dire technique, crédit réassurance et opérationnel) estimé à 6 % par an sur la durée de vie des engagements utilisée pour le calcul du Best Estimate. La Marge de Risque est ajoutée aux BEL, afin d’obtenir un passif d’assurance en valeur de marché.
Une méthode de projection des capitaux de solvabilité requis futurs est utilisée. Elle permet la projection du capital de solvabilité requis initial pour chaque année future, par risque et par ligne d’activité, selon une méthode proportionnelle (choix de « driver » issu des sorties BEL du modèle de projection, fondé sur le fonctionnement des contrats et l’analyse des impacts des chocs techniques sur les différents éléments du résultat).

**Changements des hypothèses**

En 2017, des changements de modèles ont impacté le niveau des provisions techniques Solvabilité II à la hausse en particulier sur la marge de risque :

- le volume de primes pour le calcul de la marge de risque a été aligné avec celui du calcul du BEL, ce qui a conduit à une augmentation du risque (frontière des contrats) ;
- pour le calcul de la marge de risque, le SCR est désormais projeté en début de période et actualisé avec la courbe des taux du début de période.

La courbe des taux utilisée pour l’actualisation est la courbe sans la correction pour volatilité (cf. partie suivante).

**D.2.4 Déclaration sur l’utilisation de la correction pour volatilité**

La courbe des taux utilisée pour l’actualisation des cash flows dans le calcul des BEL est la courbe des taux sans risque (courbe des swaps). Des ajustements sont apportés à cette courbe des taux swaps :

- l’ajustement pour risque de crédit (« Credit Risk Adjuster » – CRA) vise à prendre en compte le risque de défaut sur le taux swap. Son niveau est égal à 50 % de la moyenne sur 1 an du spread entre l’Euribor 3 mois et le taux variable des contrats swap de maturité 3 mois indexé sur l’Eonia (« taux OIS »), puis borné entre 10 et 35 bps ;
- la correction pour volatilité (CV ou « Volatility Adjuster » – VA) vise à atténuer l’effet pro-cyclique du niveau des spreads d’obligations. Son niveau est calculé comme 65 % de l’excès de spread des actifs par rapport à un spread de référence. Cet excès est déterminé sur un portefeuille moyen, dont les pondérations entre obligations corporate, obligations d’État et actifs risqués sont déterminées par l’EIOPA.

La correction pour volatilité réduit l’impact des chocs sur le niveau des spreads. Les effets d’une hausse des spreads (corporate ou souverains) sont les suivants :

- impact direct négatif sur la valeur de marché de l’actif et donc sur les marges ;
- hausse de la CV (le spread de référence ne variant pas, l’excès de spread augmente) et donc de la courbe d’actualisation des passifs ;
- impact à la baisse du BEL (dû à la hausse de la courbe d’actualisation) et donc positif sur les marges.

Les données long terme sur les taux (maturités supérieures à 20 ans) étant peu fiables car portant sur des actifs peu liquides, la courbe des taux converge à partir de la 20e année vers un taux long terme, défini dans les textes Solvabilité II, l’« Ultimate Forward Rate » (UFR).

La correction pour volatilité réduit l’impact des chocs sur le niveau des spreads. Les effets d’une hausse des spreads (corporate ou souverains) sont les suivants :

- impact direct négatif sur la valeur de marché de l’actif et donc sur les marges ;
- hausse de la CV (le spread de référence ne variant pas, l’excès de spread augmente) et donc de la courbe d’actualisation des passifs ;
- impact à la baisse du BEL (dû à la hausse de la courbe d’actualisation) et donc positif sur les marges.

Les données long terme sur les taux (maturités supérieures à 20 ans) étant peu fiables car portant sur des actifs peu liquides, la courbe des taux converge à partir de la 20e année vers un taux long terme, défini dans les textes Solvabilité II, l’« Ultimate Forward Rate » (UFR).

L’Entreprise utilise une seule option du paquet dit « branches longues » (directive Omnibus 2), la **correction pour volatilité**. Son retrait aurait un impact de −24 M€ sur l’AFR et de +304 M€ sur le capital de solvabilité requis.

Sans cet ajustement, le ratio réglementaire Solvabilité II aurait été de 143 %.
### D.2.5 Déclaration sur l’utilisation des mesures transitoires pour les provisions techniques

L'Entreprise n'a appliqué ni la courbe des taux d'intérêts sans risque transitoire visée à l’article 308 quater de la directive 2009/138/EC, ni la déduction transitoire visée à l’article 308 quinquies de la même directive.

### D.2.6 Réassurance

**Part des réassureurs dans les provisions techniques**

Comme les provisions techniques sous Solvabilité II (BEL) sont comptabilisées brutes de réassurance, la part des réassureurs sur ces provisions est comptabilisée à l’actif du bilan. Le montant calculé pour cette créance est déterminé selon la même méthodologie que celle utilisée pour le BEL brut et dépend du type de réassurance. De même les hypothèses sont fixées de manière cohérente. Une probabilité de défaut sur le réassureur est appliquée à la créance lorsque les actifs physiques sont transférés dans le bilan du réassureur.

**Créances/dettes nées d'opérations de réassurance**

Sous solvabilité II, les créances nées d’opérations de réassurance sont ajustées à partir de leur valeur IFRS, afin de prendre en compte le défaut de contrepartie.

Cet ajustement pour risque de contrepartie est présenté au global dans le poste « part des réassureurs dans les provisions techniques » du bilan.

Le montant de la part des réassureurs dans les provisions techniques cédées est de 367 millions d’euros.

<table>
<thead>
<tr>
<th><strong>AXA France IARD (en millions d’euros)</strong></th>
<th>2017</th>
<th>2017 sans CV</th>
<th>Impact</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AFR</td>
<td>4 572</td>
<td>4 547</td>
<td>−25</td>
</tr>
<tr>
<td>Capital de solvabilité requis</td>
<td>2 871</td>
<td>3 175</td>
<td>+304</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio Solvabilité II</td>
<td>159 %</td>
<td>143 %</td>
<td>−16 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>MCR</td>
<td>1 292</td>
<td>1 429</td>
<td>+137</td>
</tr>
<tr>
<td>BEL net de réassurance</td>
<td>14 041</td>
<td>14 075</td>
<td>+33</td>
</tr>
</tbody>
</table>
D.3 Autres passifs

Le tableau ci-dessous compare les autres passifs sous Solvabilité II avec les provisions statutaires au 31 décembre 2017.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Passifs éventuels</th>
<th>Juste valeur (Solvabilité II)</th>
<th>Valeur statutaire (French GAAP)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Passifs éventuels</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions autres que les provisions techniques</td>
<td>48</td>
<td>48</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour retraites et autres avantages</td>
<td>309</td>
<td>125</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépôts relatifs aux opérations de réassurance</td>
<td>76</td>
<td>76</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts différés passif</td>
<td>281</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Instruments dérivés</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes envers le secteur bancaire</td>
<td>152</td>
<td>152</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes financières autres que celles détenues auprès du secteur bancaire</td>
<td>2 371</td>
<td>2 198</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>919</td>
<td>1 075</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes subordonnées</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>135</td>
<td>135</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### D.3.1 PASSIFS ÉVENTUELS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS SOCIAUX

**PASSIFS ÉVENTUELS**

Un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenue ou la non-survenue d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'Entreprise ; ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée :
  - soit parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est nécessaire pour éteindre l'obligation,
  - soit parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Lorsque les montants d’exposition relatifs aux engagements hors bilan sont matériels, l’Entreprise évalue les passifs éventuels correspondants en appliquant IAS 37 (valeur actuelle probable des flux de trésorerie au taux sans risque) et, s’ils sont matériels, les comptabilise.

**PROVISIONS AUTRES QUE LES PROVISIONS TECHNIQUES**

Les principes de valorisation des provisions autres que les provisions techniques dans le référentiel des comptes statutaires et dans le référentiel Solvabilité II sont identiques. Les provisions sont comptabilisées lorsqu’il existe une obligation actuelle de l’Entreprise résultant d’événements passés et dont l’extinction devrait se traduire, pour l’entité, par une sortie de ressources représentative d’avantages économiques, dont l’échéance ou le montant est incertain et lorsque le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont enregistrées dans les comptes selon la meilleure estimation de la Direction, à la date de clôture.
ENGAGEMENTS SOCIAUX

Sous Solvabilité II, les obligations liées à des avantages sociaux des employés sont reconnues selon les normes IFRS (IAS 19).

Les avantages au personnel désignent toutes les formes de contreparties données par l’Entreprise au titre des services rendus par son personnel. Il peut s’agir :
- d’avantages à court terme ;
- d’avantages postérieurs à l’emploi ;
- d’autres avantages à long terme ;
- d’indemnités de fin de contrat de travail.

Les avantages à court terme désignent les avantages au personnel (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) qui sont dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants. L’entité doit comptabiliser les coûts annuels des avantages à court terme. Elle n’a besoin d’aucune hypothèse actuarielle ou méthode de projection pour mesurer cette obligation.

Pour les avantages postérieurs à l’emploi (régimes à prestations définies) et autres avantages à long terme, la comptabilisation est effectuée sur la base d’une évaluation actuarielle fondée sur des hypothèses et des méthodes de projection.

Une provision au titre des engagements de retraite (ou assimilés) doit être constatée pour les régimes de retraite dits « à prestation définie », c’est-à-dire tous les régimes qui garantissent au salarié un montant sous forme de capital ou de rente. En revanche, les régimes à cotisations définies sans garantie sur le niveau de la prestation (comme le fonds de retraite professionnel) ne donnent pas lieu à provision puisque les salariés recevront un montant égal à la valeur de leur épargne.

Les principaux régimes concernés chez AXA France sont :
- les indemnités de fin de carrière : capital qui est fonction du salaire de fin de carrière ;
- le régime de retraite des directeurs : retraite « chapeau » qui garantit un niveau de retraite aux directeurs AXA qui terminent leur carrière dans l’Entreprise ;
- la CRUAP : régime bénéficiant à certains salariés d’origine UAP. Le risque de dérive est limité car les droits ont été « figés » au 31 décembre 1999. Chaque allocataire potentiel a reçu notification du montant de sa rente (avant revalorisation annuelle en fonction d’un indice) ;
- la garantie minimale du plan de retraite supplémentaire (fonds de pension AXA) : pour les premières années de ce régime mis en place en 2001, une rente correspondant à 4 % de la base de calcul des droits à retraite est garantie.

La valeur actuelle de l’obligation est calculée annuellement avec la méthode des unités de crédit projetées. Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base de taux de marché d’obligations d’entreprise de première catégorie de même monnaie que celle des prestations qui seront à payer et de durée comparable à l’obligation sous-jacente.

Les engagements reconnus au bilan au titre des régimes à prestations définies correspondent à la valeur actuelle de l’obligation à la date de clôture diminuée, le cas échéant, de la valeur de marché des actifs de couverture.

D.3.2 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Se référer à la section D.1.
D.3.3 Dettes financières

Emprunts
Selon les articles 14 et 16 du règlement délégué, les dettes financières doivent être évaluées :
• conformément aux IFRS, c’est-à-dire à l’option de juste valeur ;
• sans prendre en compte les variations de valeur liées au risque de crédit propre à l’Entreprise depuis la date d’origine de la comptabilisation.

L’Entreprise utilise une méthode simplifiée en comptabilisant ses emprunts au coût, dans la mesure où l’impact de cette approximation n’est pas matériel.

D.3.4 Autres dettes

Tous les autres actifs et dettes d’exploitation doivent être enregistrés à leur juste valeur.

L’Entreprise utilise une méthode simplifiée en comptabilisant ses autres actifs et passifs au coût, dans la mesure où l’impact de cette approximation n’est pas matériel.

Les commissions sur primes acquises non émises enregistrées dans les comptes statutaires sont retraitées des « Autres dettes » car elles sont incluses en net dans les provisions techniques BEL.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Les méthodes alternatives d’évaluation des actifs et des autres actifs sont détaillées dans la sous-section valorisation à la juste valeur de la section D.1.

Les méthodes alternatives d’évaluation des passifs, autres que les provisions techniques, sont détaillées dans la section D.3.

D.5 Autres informations

Néant.
E.1 Fonds propres

E.1.1 OBJECTIFS DE LA GESTION DU CAPITAL

En tant que membre du Groupe AXA, l’Entreprise bénéficie de sa solidité financière : le Groupe s’est en effet fixé un ratio Solvabilité II cible devant se situer dans une fourchette allant de 170 % à 230 %. À son niveau, l’Entreprise gère son capital en prenant en compte deux objectifs. Elle doit tout d’abord s’assurer de sa solvabilité dans la durée, compte tenu de son appétence pour le risque. Elle doit ensuite optimiser sa structure de capital afin de répondre aux exigences de son actionnaire, AXA SA. L’Entreprise a examiné ses ressources en capital et ses besoins sur une base économique à la fin de 2017.

E.1.2 INFORMATION SUR LA STRUCTURE DU CAPITAL

Au 31 décembre 2017, les fonds propres disponibles dans le référentiel Solvabilité II s’élèvent à 4 572 millions d’euros. Le détail des fonds propres au 31 décembre 2017 est présenté dans le tableau ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d'euros)</th>
<th>2017</th>
<th>2016</th>
<th>Évolution</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capital social</td>
<td>215</td>
<td>215</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes d’émission</td>
<td>91</td>
<td>91</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve de réconciliation</td>
<td>4 266</td>
<td>3 852</td>
<td>+ 414</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fonds propres disponibles (AFR)</strong></td>
<td><strong>4 572</strong></td>
<td><strong>4 158</strong></td>
<td><strong>+ 414</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

La réserve de réconciliation correspond à l’excédent de l’actif sur le passif du bilan de Solvabilité II, diminué des éléments du capital dans les états financiers (capital social) hors dettes subordonnées et net des dividendes prévus.

**Fonds propres disponibles (Available Financial Resources)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d'euros)</th>
<th>Fonds propres disponibles</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>AFR 2016</strong></td>
<td><strong>4 158</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Ajustement d’ouverture et modification du modèle</td>
<td>- 10</td>
</tr>
<tr>
<td>Rendement total</td>
<td>+ 933</td>
</tr>
<tr>
<td>Dividende à payer en 2018</td>
<td>- 537</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>+ 27</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>AFR 2017</strong></td>
<td><strong>4 572</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
L’augmentation des fonds propres disponibles (+ 414 millions euros) provient essentiellement de la combinaison des facteurs suivants :

- un rendement total de 933 millions d’euros, reflétant :
  - les performances des marchés financiers qui conduisent à une création de valeur sur la période,
  - une amélioration de la charge de sinistralité passée,
  - la valeur économique des primes acceptées courant 2017 (affaires nouvelles et renouvellements) pour 246 millions d’euros ;
- un dividende prévu de 537 millions d’euros ;
- l’évolution de la marge de risque et l’impact du changement de taux d’IS (+ 27 millions d’euros)

E.1.3 ANALYSE DU TIERING

Répartition du capital par niveau

Les fonds propres de base sous Solvabilité II correspondent aux fonds propres disponibles (AFR) avant restrictions liées à la classification (Tiering) et après limitation liée à la non-disponibilité de certains éléments du capital.

Les fonds propres de base sont classés sous trois niveaux (« Tier ») en application de critères définis par la directive Solvabilité II.

Des limites quantitatives s’appliquent aux fonds propres de base pour couvrir le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis (MCR), comme indiqué ci-dessous.

Limites concernant les fonds propres éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis :

- au moins 50 % du capital de solvabilité requis classés en Tier 1,
- au plus 15 % du capital de solvabilité requis classés en Tier 3,
- au plus 50 % du capital de solvabilité requis en Tier 2 et Tier 3.

Limites concernant les fonds propres éligibles à la couverture du minimum de capital requis :

- au moins 80 % du minimum de capital requis classés en Tier 1,
- au plus 20 % du minimum de capital requis classés en Tier 2.

La classification par Tier est présentée dans le tableau ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>(en millions d’euros)</th>
<th>Total</th>
<th>Tier 1 non restreint</th>
<th>Tier 1 restreint</th>
<th>Tier 2</th>
<th>Tier 3</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AFR au 31 décembre 2017</td>
<td>4 572</td>
<td>4 572</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont fonds propres auxiliaires</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont soumis aux mesures transitoires</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>AFR au 31 décembre 2016</td>
<td>4 158</td>
<td>4 158</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont fonds propres auxiliaires</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont soumis aux mesures transitoires</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Au 31 décembre 2017, le montant des fonds propres disponibles, après déduction du dividende prévu (537 millions d’euros), s’élève à 4 572 millions d’euros (4 158 millions d’euros au 31 décembre 2016) et sont intégralement classés en Tier 1. Ils sont composés des fonds propres statutaires (306 millions d’euros) et de la réserve de réconciliation (4 266 millions d’euros).

Les fonds propres de base sont intégralement admis en couverture du capital de solvabilité requis (STEC) et du minimum de capital requis (MCR).
**Dettes subordonnées à durée déterminée et indéterminée**

Au 31 décembre 2017, la Société ne détient aucune dette subordonnée.

**E.1.4 Réconciliation avec les capitaux propres statutaires**

Au 31 décembre 2017, les principales différences entre les capitaux propres statutaires et l’AFR Solvabilité II sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>AXA France IARD (M€)</th>
<th>Au 31 décembre 2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capitaux propres statutaires</td>
<td>1 441</td>
</tr>
<tr>
<td>Elimination des actifs incorporels</td>
<td>− 259</td>
</tr>
<tr>
<td>Mise à la juste valeur des actifs financiers</td>
<td>2 219</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions techniques (BEL)</td>
<td>2 222</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes subordonnées</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres retraitements</td>
<td>− 1 052</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fonds propres disponibles (AFR)</strong></td>
<td><strong>4 572</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les principales différences entre les fonds propres statutaires (1 441 M€) et l’AFR (4 572 M€) s’expliquent par les retraitements nets d’impôt suivants :

- l’élimination des actifs incorporels (frais d’acquisitions reportés et autres actifs intangibles) (− 259 M€) ;
- l’ajustement à la juste valeur des actifs comptabilisés au coût dans les comptes statutaires (+ 2 219 M€) ;
- l’ajustement à la baisse des provisions techniques (+ 2 222 M€) se décomposant en provisions pour sinistres (« BEL réserves ») (+1 895 M€ dont 571 M€ impôts différés liés aux PSAP fiscales principalement), et en provisions pour primes (« BEL primes ») (+ 327 M€) ;
- les autres retraitements correspondant principalement :
  - aux engagements sociaux (− 80 M€) dus aux écarts actuariels passés immédiatement en Solvabilité II,
  - à la constatation de la marge de risque (− 478 M€),
  - à la distribution de dividende prévue en 2018 (− 537 M€).
E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

E.2.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE MODÈLE INTERNE

L’objectif principal de l’utilisation du modèle interne est de refléter au mieux le profil de risque de l’Entreprise dans le calcul du capital de solvabilité requis (SCR). Ceci permet notamment :

- la prise en compte des spécificités de l’Entreprise ;
- le dépassement des limites de la formule standard en utilisant un plus grand nombre de facteurs de risque et de scénarios Monte Carlo, ainsi qu’une meilleure prise en compte des diversifications ;
- une meilleure évolutivité du modèle dans le temps, afin de refléter l’évolution des marchés et des produits.

L’Entreprise a développé un modèle interne, à partir de l’analyse de ses risques : le capital économique est calibré comme étant la valeur à risque (VaR) à horizon 1 an au 99,5e percentile. La valeur à risque est l’estimation du niveau de perte probable d’un choc bicentenaire à 1 an. Elle est calculée à partir de sensibilités de l’actif net du bilan prudentiel (les ressources financières disponibles ou Available Financial Resources - AFR).

Le modèle interne a été approuvé par l’ACPR et une gouvernance appropriée pour les changements à opérer sur le modèle a été mise en place.

Se référer à la partie B.3 du présent rapport.

E.2.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

La directive Solvabilité II prévoit deux niveaux de marge de solvabilité distincts :

(i) un minimum de capital requis (MCR), qui correspond au montant de fonds propres de base éligibles en deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque acceptable si l’entreprise d’assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité ;

(ii) et un capital de solvabilité requis (SCR) correspondant à un niveau de fonds propres éligibles permettant aux entreprises d’assurance et de réassurance d’absorber des pertes significatives et qui donne l’assurance raisonnable aux preneurs et aux bénéficiaires que les paiements auront lieu lorsqu’ils arrivent à échéance.

La réglementation française a fait usage de l’option de ne pas divulguer d’apport de capital au cours d’une période transitoire se terminant au plus tard le 31 décembre 2020.

E.2.3 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS (SOLVENCY CAPITAL REQUIREMENT –SCR)

Le ratio de solvabilité au 31 décembre 2017 de l’Entreprise s’élevait à 159 %.

L’ACPR continue de revoir de manière régulière l’adéquation des méthodes utilisées et des prévisions du modèle interne de l’Entreprise. L’Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) devrait également prochainement entamer une revue de la cohérence des modèles internes des assureurs européens. Une telle revue pourrait conduire à de nouvelles mesures réglementaires destinées à augmenter la convergence des modèles et un renforcement de la supervision des groupes transfrontaliers.

Au 31 décembre 2017, le capital de solvabilité requis en modèle interne était de 2 871 millions d’euros et sa décomposition (avant diversification) en sous-modules de risques était la suivante :
Globalement, cette augmentation (+ 152 M€), est essentiellement le fait d’une hausse des risques Marché et Opérationnel, en partie compensée par une baisse des risques Crédit et IARD.

La composition du capital de solvabilité requis avant diversification est la suivante : les risques techniques assurance représentent 53 % de ce capital, les risques de marché 36 %, les risques de crédit 6 % et les risques opérationnels 5 %.

**E.2.4 Minimum de capital requis (Minimum Capital Requirement – MCR)**

L’Entreprise doit détenir des fonds propres de base éligibles couvrant le minimum de capital requis. Ce montant correspond à un montant de fonds propres de base éligibles en-deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l’entreprise d’assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité.

Le minimum de capital requis est calculé comme la fonction linéaire d’un ensemble ou d’un sous-ensemble des variables suivantes : provisions techniques de l’Entreprise, primes souscrites, capital sous risque, impôts différés et dépenses administratives. Les variables utilisées sont mesurées déduction faite de la réassurance.

Le minimum de capital requis ne descend pas au-dessous de 25 % et ne dépasse pas 45 % du capital de solvabilité requis de l’Entreprise. Un plancher en valeur absolue est également prévu pour les entreprises de petite taille.

Le minimum de capital requis (MCR) est de 1 292 M€, soit 45 % du SCR. Le montant de fonds propres éligibles à la couverture du MCR est de 4 572 M€ (intégralement en Tier 1). Le ratio de couverture du MCR est donc de 354 % à fin 2017 contre 340 % à fin 2016.

**E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis**

Néant.
E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

E.4.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Groupe a développé un modèle robuste de capital économique depuis 2007. Ce modèle est utilisé depuis 2009 dans le cadre de son système de gestion des risques et de ses processus de prise de décision. L’objectif principal de l’Entreprise avec l’utilisation d’un modèle interne plutôt que la formule standard est de mieux refléter le profil de risque de la Société en termes de capital de solvabilité requis. Ceci concerne plusieurs aspects.

- Prise en compte des spécificités locales - L’Entreprise est une société importante et offre une variété de produits qui ciblent des données démographiques différentes avec différentes expositions au risque. Il convient donc, dans la mesure du possible, d’étalonner les contraintes spécifiques à ces profils de risque et de tenir compte des avantages de la diversification des différents risques sur ces marchés.

- Combler les lacunes de la formule standard - Sur la base de son expertise, la Société peut améliorer l’approche de la formule standard, qui est naturellement contrainte par son champ d’application général, afin d’établir des modèles plus appropriés au périmètre de la Société. Par exemple, le modèle du capital économique interne pour les risques de marché ajoute certains risques qui ne sont pas couverts par la formule standard (risque de spread du gouvernement, volatilité implicite des taux d’intérêt et risque de volatilité implicite des actions).

- Permettre une meilleure évolution du modèle au fil du temps - Au fur et à mesure que l’expérience de la Société augmente, ses activités s’étendent à de nouveaux marchés et les innovations de produits créent des risques différents, la flexibilité d’un modèle interne permet de refléter les spécificités de ces développements.

Le modèle interne du Groupe AXA est étalonné pour représenter la valeur à risque de la distribution des pertes de la Société sur un horizon d’un an au 99,5ᵉ percentile :

- le modèle interne constitue un élément important du système de gouvernance des risques de l’entreprise. Le modèle interne AXA a été décliné et mis en place dans l’Entreprise grâce à une collaboration étroite avec les métiers opérationnels et le département de gestion des risques afin d’être adapté aux besoins de l’Entreprise ;

- le modèle interne est utilisé pour évaluer et gérer le capital économique C’est également un outil de prise de décision pour différents processus opérationnels : planification stratégique, souscription, décisions d’investissement et gestion de projets. En outre, le modèle interne fournit des informations pour la mise en œuvre du processus d’évaluation du risque et de la solvabilité (ORSA), la formulation de stratégies de risque, la surveillance de l’appétence pour le risque ou la production de rapports sur les risques.

E.4.2 PRINCIPALES DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET LE MODÈLE INTERNE

Le modèle interne est un modèle centralisé basé sur une méthodologie Groupe. Ceci assure la cohérence par brique de risque au niveau du Groupe tout en permettant la prise en compte de spécificités locales quand elles existent, en particulier via la calibration du risque de souscription localement, cette calibration faisant par la suite, l’objet d’une présentation et d’une validation au niveau du Groupe.

L’architecture générale du modèle interne est composée de cinq grands modules de risques (vie, marché, crédit, IARD et le risque opérationnel). La formule standard considère une catégorie de risque supplémentaire, le risque santé. À l’inverse, dans le modèle économique interne, (i) le risque
santé semblable au risque vie est inclus dans le sous-risque dépenses médicales et traité comme un risque en vie, (ii) le risque santé non semblable au risque vie est inclus dans le risque IARD.

En général le modèle interne permet la modélisation de sous-risques non correctement représentés en formule standard, mais matériel pour AXA.

*Risque de marché* : le modèle interne prend en compte les risques liés aux changements de volatilité implicite (action, taux d'intérêt et de change) et d'inflation, qui ne sont pas pris en compte dans la formule standard. Le risque de concentration du portefeuille est inclus dans le calcul du Corporate Default.

Du fait du nombre plus élevé de sous-risques et de facteurs de risques pris en compte dans le modèle interne, les risques liés aux différentes classes d'actifs et leur diversification peuvent être captés plus précisément que dans la formule standard. Par exemple, le choc dépend de la situation économique, ce qui signifie que les chocs sont supposés plus importants lorsque les marchés sont volatiles.

*Risque de crédit* : la formule standard n’intègre pas un modèle de risque de contrepartie sur les obligations, mais l'inclut implicitement dans le module risque de spread de crédit.

Le modèle interne pour les risques IARD, par opposition à la formule standard, permet de mieux refléter le profil de risque de l’entreprise dans le SCR.

Les principales différences avec la formule standard sont énumérées ci-dessous :

- une granularité plus fine est utilisée dans le modèle interne permettant de mieux refléter la typologie des risques au sein du portefeuille. À titre d’illustration, pour plusieurs secteurs d’activité, la formule standard ne fait aucune distinction entre les activités de détail et commerciales, alors qu’elles ont un profil de risque différent (par exemple un incendie ou une RCG – responsabilité civile générale - couvrent des types de risques bien différents) ;
- dans le modèle interne, les risques Cat peuvent être modélisés avec des techniques de modélisation sophistiquées et les résultats peuvent être discutés en utilisant les connaissances spéciales de grandes compagnies de réassurance ou des courtiers. Plus spécifiquement pour le risque de catastrophe naturelle, le modèle fournit une représentation stochastique de la probabilité de pertes, en utilisant des méthodes d’estimation de pertes intégrant des principes établis de météorologie, de sismologie, de vent et d'ingénierie parasismique. Une formule standard ne peut atteindre ce niveau de sophistication ;
- les pertes peuvent être modélisées par une approche fréquence/sévérité, avec une séparation entre les sinistres attritionnels et atypiques, ce qui est plus précis que les méthodes utilisées pour calibrer les paramètres de la formule standard ;
- la réassurance peut être modélisée avec précision en prenant en compte tous les types de traités de réassurance (XS par risque, XS par évènement, stop loss, quote part).

*Risques opérationnels* : la formule standard correspond à un calcul normatif puisqu’elle est basée sur le chiffre d’affaires ou les provisions techniques, par application d’un coefficient qui est différent selon la branche d’activité. Le modèle interne pour le risque opérationnel suit une approche prospective et basée sur des scénarios. Elle s’appuie sur l’identification et l’évaluation des scénarios majeurs de l’entité, auxquels s’ajoutent les scénarios transverses du Groupe.

**TECHNIQUES DE MODÉLISATION**

Dans la formule standard, des modèles simples sont utilisés pour la plupart des catégories de risques, afin d’en déduire le SCR. Dans la plupart des cas, un scénario extrême est défini, représentant le 99,5e percentile de la distribution des pertes.

Dans le modèle interne, les scénarios extrêmes ne sont utilisés que pour le calcul du capital économique du risque technique vie.
Pour les autres risques, des modèles sophistiqués sont utilisés. En particulier pour le risque de marché, de crédit, réassurance, IARD et le risque opérationnel, des simulations de Monte Carlo sont utilisées, permettant ainsi de déterminer toute la distribution des pertes.

Le SCR total est déduit de l’agrégation des risques de marché, de crédit, d’assurance et opérationnel qui ont été décrits ci-dessus. Cette partie décrit l’agrégation des SCR correspondants à ces risques.

**DIVERSIFICATION**

Le cadre Solvabilité II nécessite la mise à disposition d’une prévision de distribution de probabilité sous-jacente au modèle interne qui attribue des probabilités aux variations du montant des fonds propres de la Société. Les orientations suivantes ont été retenues pour l’évaluation du modèle de capital économique interne :

- la modélisation des modules IARD et marché, utilisant des approches basées sur la simulation, permet d’afficher une prévision de distribution de probabilité complète ;
- la modélisation du risque de crédit s’appuie sur les techniques de simulation et sur les approches de choc selon le sous-risque considéré. Pour les premières techniques, des prévisions complètes de distribution de probabilité sont disponibles. En ce qui concerne les approches de choc, on calcule plusieurs percentiles, de la même façon que l’approche pour le risque vie.

Le processus global d’agrégation est basé sur une agrégation elliptique des exigences de capital liées aux risques de marché, vie, crédit, IARD et opérationnels. Cette approche modulaire permet de classer les principaux risques ou sous-risques et permet une meilleure compréhension des risques (sous-risques) et de leurs impacts.

AXA France réalise également des scénarios de stress inversés. Le but de ces scénarios est d’exposer des combinaisons d’événements de marché, de crédit, vie, IARD et opérationnels (les chocs définis dans le scénario se produisent simultanément) qui donneraient le même montant de SCR pour une date d’évaluation choisie. Les scénarios de stress inversés permettent de conforter le niveau des corrélations retenues pour agréger les différents modules de risque. En effet, l’exécution de tels scénarios permet de mettre en évidence les effets potentiels croisés et non linéaires et donc d’ajuster le cas échéant les corrélations pour tenir compte de ces impacts.

Ces techniques sont utiles car elles permettent le cas échéant de corriger les lacunes potentielles provenant de la structure d’agrégation (s’appuyant sur un cadre elliptique et les hypothèses associées).

**E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis**

Néant.

**E.6 Autres informations**

Néant.
**ANNEXES**

**Annexe 1 – Glossaire**

**AFR** (Available Financial Resources = fonds propres disponibles) : surplus déduit d’un bilan à valeur de marché (ou bilan Solvabilité II). Montant de ressources disponibles permettant d’absorber les pertes en cas d’événements extrêmes. C’est la différence entre la valeur de marché des actifs tangibles et la valeur cohérente avec le marché des passifs.

**AXA Global Life** : société juridique du Groupe AXA qui porte une partie des traités de réassurance vie du Groupe et en rétrocède une partie sur le marché.

**AXA Global P&C** : société juridique du Groupe AXA qui porte une partie des traités de réassurance IARD du Groupe et en rétrocède une partie sur le marché.

**BEL** (Best Estimate Liabilities = meilleure estimation du passif) : les BEL représentent la valorisation des provisions techniques en « Best Estimate ». Cette valorisation s’appuie sur le jugement d’experts dans un certain nombre de domaines, par exemple la crédibilité des données historiques, la pertinence des modèles prospectifs et la nécessité de considérer l’imprécision de certaines estimations. La valorisation des provisions techniques nécessite l’analyse des réserves et la récupération d’informations qualitatives et quantitatives.

**Diversification** : compensation des risques entre les entités ou entre les expositions au risque. Reflète le fait que les facteurs de risque n’étant pas complètement corrélés, la simple addition des différents risques ne reflète pas la réalité économique et surestime le risque total. Une matrice de corrélation est utilisée pour l’agrégation des différents risques.

**EIOPA** (European Insurance and Occupational Pension Authority = Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) : organisme appartenant à la Commission Européenne qui émet des avis sur la mise en place de Solvabilité II.

**Entreprise liée** : entreprise filiale ou une autre entreprise dans laquelle est détenue une participation ou une entité liée à une autre entité du fait que leurs organes d’administration, de direction ou de surveillance sont composés en majorité des mêmes personnes ou qu’elles sont placées sous une direction unique en vertu d’un contrat ou de clauses statutaires.

**Marge de risque** : montant de provisions complémentaires à ajouter aux provisions Best Estimate, calculé de telle manière que le montant total des provisions inscrites au bilan corresponde à celui qu’exigerait une tierce partie pour honorer les engagements à la charge de l’assureur. La marge de risque est évaluée en actualisant le coût annuel généré par l’immobilisation du SCR technique, opérationnel et crédit réassurance estimé à 6 % par an sur la durée de vie des engagements utilisée pour le calcul du Best Estimate.

**MCR** (Minimum Capital Requirement = minimum de capital requis) : niveau minimum de sécurité en-deçà duquel le montant de fonds propres disponibles ne doit pas descendre, seuil de déclenchement d’une action du superviseur.
**ORSA** (Own Risk and Solvency Assessment = évaluation interne des risques et de la solvabilité) : appréciation interne à l’entreprise visant à démontrer que la position actuelle et future de solvabilité est adéquate, que les principaux risques (à court et à long terme) sont correctement pilotés, et que le capital économique est bien intégré dans la stratégie. L’ORSA est de la responsabilité de l’assureur (conseil d’administration et comité exécutif) et doit être régulièrement approuvée et revue.

**Ratio réglementaire Solvabilité II** : AFR/SCR (fonds propres disponibles/capital de solvabilité requis).

**SCR** (Solvency Capital Requirement = capital de solvabilité requis) : capital réglementaire nécessaire pour mener ses opérations avec une faible probabilité de faillite. Calculé, soit avec la formule standard (définie par l’EIOPA, basée sur le risque en fonction des provisions et d’autres indicateurs clés ou basée sur un scénario avec des tests de stress), ou avec des modèles internes (soumis à la validation des superviseurs). Le SCR est calculé sur la base du modèle interne.

**Solvabilité II** : cadre prudentiel :
- reflétant tous types de risques (financiers, d’assurance, opérationnels) et la diversification ;
- fournissant des leviers pour optimiser le capital (mix d’actifs, atténuation du risque…) ;
- nécessitant un pilotage du ratio de couverture réglementaire du fait de sa volatilité.

Cette approche s’appuie sur trois piliers :
- Pilier 1 (exigences quantitatives) : fonds propres, provisions techniques, SCR, règles d’investissement,
- Pilier 2 (exigences qualitatives) : principes de contrôle interne, gouvernance et gestion du risque, processus de revue par les superviseurs,
- Pilier 3 (exigences en matière d’information) : transparence, publication d’informations, support de la supervision via les mécanismes de marché basée sur les risques.

**Valeur à risque (VaR)** : estimation du niveau de perte, sur un portefeuille et une période donnés, qui ne devrait être dépassé qu’avec une faible probabilité donnée.